

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MONNAIES SOCIALES ET DÉVELOPPEMENT LOCAL EN CONTEXTE RURAL :
LE CAS DE LA SUNRISE TRAIL COMMUNITY DEVELOPMENT CO-OPERATIVE
ET DU NORTH SHORE LETS À TATAMAGOUCHE EN NOUVELLE-ÉCOSSE

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SOCIOLOGIE

PAR
MYRIAM BEAUDRY

JANVIER 2010

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement n°8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Au terme de cette aventure, j'aimerais d'abord exprimer ma reconnaissance envers les membres de la Coopérative Sunrise, du North Shore LETS et de la communauté de Tatamagouche qui ont accepté de participer à cette recherche. Sans leur intérêt et leur ouverture, ce projet n'aurait pu exister. Leur accueil ainsi que les nombreuses conversations qui ont accompagné sa réalisation ont été pour moi une expérience inoubliable.

J'aimerais également remercier mon directeur, Jean-Marc Fontan, professeur au département de sociologie de l'UQÀM, qui a accepté de superviser ma recherche. Son soutien, sa compréhension ainsi que ses précieux commentaires ont su encourager et éclairer aux étapes charnières la réalisation de ce projet. Je remercie le Conseil de recherche en sciences humaines du Canada (2006-2007), l'Alliance de recherche université-communauté – Économie sociale (ARUC-ÉS) (2008) et le Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) (2009) pour le soutien financier qu'ils m'ont accordé pendant ma maîtrise.

Ce parcours m'a aussi donné l'occasion d'apprécier la générosité de mes ami(e)s. Merci à Michelle Furlong, Chrissy Lorette, Tim Murphy, Anna Lee-Popham, Nikki MacMillan et John Phillips, pour leur présence et l'aide précieuse qu'ils m'ont apportée dans la révision de mes documents de recherche rédigés en anglais. Merci à Anna et à Mélanie pour leur complicité dans les méandres de nos mémoires respectifs, leur humour et leur grand cœur.

Je souhaite enfin exprimer ma gratitude envers mes parents, Daniel Beaudry et Renée Turcotte, pour leur intérêt, leurs encouragements et leur soutien tout au long de ce parcours. J'aimerais leur dédier ce travail pour la curiosité sans bornes qu'ils m'ont transmise et tous les outils qu'ils m'ont offerts pour lui donner des ailes. Merci à mon père, fidèle lecteur de ce projet, pour ses commentaires et son enthousiasme.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES	viii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABRÉVIATIONS	x
RÉSUMÉ	xi
INTRODUCTION	1
 PREMIÈRE PARTIE	
MISE EN CONTEXTE : LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LES MONNAIES SOCIALES	9
 CHAPITRE I	
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET INITIATIVE LOCALE	10
1.1 Le développement local : mise en contexte et définition	10
1.2 Le développement local de nature libérale	12
1.3 Le développement local de nature progressiste	13
1.4 Le développement local comme processus socioterritorial : l'analyse des effets structurants des initiatives locales	15
1.5 Une application du développement local de nature progressiste aux collectivités rurales : le développement local viable	17
1.5.1 La vision « do-it-yourself » ou l'« autodéveloppement »	18

1.5.2 Le localisme	19
1.5.3 Le développement local viable	20
1.6 Développement local viable en contexte rural : la place des espaces ruraux radicaux à l'ère du post-productivisme	21
1.7 La région de Tatamagouche, un village rural côtier de la côte Nord de la Nouvelle-Écosse	24
1.8 La Sunrise Trail Community Development Co-operative, une initiative de développement local viable en milieu rural à Tatamagouche	27
CHAPITRE II	
LES MONNAIES SOCIALES COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT LOCAL PROGRESSISTE	
2.1 Présentation générale	30
2.1.1 Monnaies sociales et monnaies locales	32
2.1.2 Le modèle général des LETS	33
2.1.3 Les objectifs des monnaies sociales	35
2.2 Les monnaies sociales comme outils de développement	40
2.2.1 Les monnaies sociales en contexte rural	41
2.2.2 Impacts et défis des LETS en termes de développement économique	47
2.2.3 Impacts et défis des LETS en termes de développement communautaire	51
2.3 Le North Shore LETS, une monnaie sociale développée par la Coopérative Sunrise à Tatamagouche	56
2.4 Synthèse du chapitre	58

DEUXIÈME PARTIE	
ÉTUDE DE CAS	61
CHAPITRE III	
MÉTHODOLOGIE	62
3.1 Problématisation	62
3.1.1 Questions de recherche	62
3.1.2 Hypothèses de recherche	65
3.1.3 Indicateurs	66
3.2 Méthode de collecte des données	69
3.2.1 Approche méthodologique et définition de l'univers de travail	69
3.2.2 Analyse documentaire	70
3.2.3 Observation participante	72
3.2.4 Entrevues	74
CHAPITRE IV	
PRÉSENTATION DES DONNÉES : LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE DE DÉVELOPPEMENT	79
4.1 Première phase : Le démarrage de l'initiative (2004-2006)	80
4.1.1 L'analyse de départ	80
4.1.2 Les débuts (2004-2005)	81
4.1.3 L'envolée et le départ des leaders initiaux (2006)	89
4.2 Deuxième phase : la reconstruction de la mobilisation (2007-2008)	94
4.2.1 Une période de flottement (2007)	94
4.2.2 Reprise et restructuration (2007-2008)	96

	vi
4.3 Derniers développements : un nouvel équilibre se dessine (2008-2009)	98
4.3.1 Le LETS	98
4.3.2 Les soirées de projections cinématographiques	99
4.3.3 Aujourd'hui	99
4.4 Conclusion du chapitre	103
CHAPITRE V	
LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET LES IMPACTS OBSERVÉS	105
5.1 La mobilisation de ressources locales au sein du North Shore LETS : présentation synthétique	106
5.2 La mobilisation de ressources extralocales réalisée par la Coopérative Sunrise : présentation synthétique	109
5.3 Impacts observés	110
5.3.1 Impacts économiques	111
5.3.2 Impacts sociaux	115
5.3.3 Impacts culturels	123
5.3.4 Impacts environnementaux	125
5.4 Conclusion du chapitre	126
CHAPITRE VI	
DÉVELOPPEMENT LOCAL ET MOBILISATION SOCIALE	128
6.1 Dynamiques internes : la transformation du leadership et ses conséquences pour la mobilisation sociale	130
6.1.1 L'approche initiale	130
6.1.2 La forme du leadership actuel	136

6.2	L'articulation de l'initiative locale à la communauté plus large	140
6.2.1	La difficulté à rejoindre et mobiliser la population locale	140
6.2.2	Imbrications et isolement : postures des acteurs de la communauté par rapport au projet de développement local	142
6.2.3	Une démarcation sociale et culturelle propre à la communauté locale	148
6.2.4	Différences culturelles, représentations et développement local	151
6.3	Leadership, diversité et mobilisation : apprentissages tirés de l'expérience de la Coopérative Sunrise	161
	CONCLUSION	163
	APPENDICE A FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ	178
	APPENDICE B SCHÉMA D'ENTREVUE: PERSONNES IMPLIQUÉES DANS L'INITIATIVE DE DÉVELOPPEMENT (VERSION CONDENSÉE)	180
	APPENDICE C SCHÉMA D'ENTREVUE: ACTEURS ET ACTRICES DE LA COMMUNAUTÉ PLUS LARGE	183
	APPENDICE D RÉFÉRENCE DES DOCUMENTS DE LA COOPÉRATIVE SUNRISE CITÉS	185
	APPENDICE E PRODUITS ET SERVICES DISPONIBLES AU SEIN DU NORTH SHORE LETS	187
	LISTE DES RÉFÉRENCES	189

LISTE DES FIGURES

Figure 1.1	L'effet structurant de l'initiative locale.....	17
Figure 1.2	Zones géographiques du nord et est de la Nouvelle-Écosse.....	25

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.1	Le processus de développement par l'initiative locale.....	16
Tableau 3.1	Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des conditions d'émergence et de développement d'une initiative locale	66
Tableau 3.2	Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des ressources mobilisées	67
Tableau 3.3	Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des impacts de l'initiative de développement local	67
Tableau 3.4	Grille d'observation et indicateurs pour l'analyse de l'articulation de l'initiative à la communauté plus large.....	69
Tableau 3.5	Description de l'échantillon	78
Tableau 5.1	Ressources locales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS.....	107
Tableau 5.2	Ressources extralocales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS	109

LISTE DES ABRÉVIATIONS

Coopérative Sunrise	Sunrise Trail Community Development Cooperative
CoRDA	Colchester Regional Development Agency
LGCSA	Lieutenant-Governor Community Spirit Award
LETS	Local Exchange and Trading System
MCC	Municipality of the County of Colchester
PME	Petite(s) et moyenne(s) entreprise(s)
PRC	Partenariat rural canadien

RÉSUMÉ

Ce mémoire présente l'étude monographique d'une initiative de développement local viable mise en place dans la communauté rurale de Tatamagouche en Nouvelle-Écosse par une coopérative de développement, la Sunrise Trail Community Development Co-operative. Cette initiative, mise sur pied à partir de 2004 et inspirée de la théorie du développement durable viable de l'économiste irlandais Richard Douthwaite, a tenté au cours de ses cinq années d'existence une série de projets, dont celui d'une monnaie locale de type Local Exchange and Trading System (LETS). Cette coopérative a connu en cours de route une importante transformation organisationnelle à la suite du départ des leaders initiaux, et représente à l'heure actuelle une organisation de petite taille construite autour de deux projets principaux : des soirées de projections cinématographiques et la monnaie locale LETS.

Trois objectifs ont guidé cette enquête sociologique : examiner d'abord l'étendue à laquelle la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS ont été en mesure d'élever la capacité de développement local de la communauté de Tatamagouche; approfondir le rôle qu'une monnaie sociale de type LETS peut jouer pour la mise en œuvre d'un projet de développement local viable; examiner enfin les défis que rencontrent de telles pratiques alternatives cherchant à accomplir un développement local rural plus large. Pour ce faire, cinq dimensions d'analyse ont été priorisées, soit 1) les conditions d'émergence et de développement de l'initiative; 2) la mobilisation des ressources locales et extralocales; 3) les impacts observés; 4) l'articulation de l'initiative à la communauté plus large et 5) les formes de leadership en présence et leurs effets sur l'appropriation collective du projet.

Ce mémoire permet d'illustrer une caractéristique souvent relevée dans la littérature sur les systèmes LETS, à savoir que leurs impacts se déclinent surtout en termes de sociabilité et de renforcement identitaire grâce à la création de communautés de valeurs, d'engagement et de pratiques. Aux potentialités de ce type d'initiative pour le développement communautaire correspondent donc des défis en termes de développement économique. Les LETS peuvent en outre avoir de la difficulté à se diffuser dans une population où prévaut déjà une culture d'entraide locale forte. Enfin, cette étude fait ressortir les enjeux de la construction d'un leadership favorisant l'appropriation collective au sein d'une initiative de développement local. À travers l'analyse des tensions qui existent entre la mise en œuvre d'un modèle alternatif et la mobilisation sociale plus large se dessine l'importance de l'équilibre entre une approche axée sur les résultats et une approche axée sur les processus pour l'ancrage d'un projet dans une communauté et sa contribution au développement local.

Mots-clés : Monnaie sociale, Local Exchange and Trading System (LETS), Développement local, Développement rural, Développement communautaire, Viabilité, Ruralité, Nouvelle-Écosse.

INTRODUCTION

Depuis la fin de l'époque d'Après-Guerre, la ruralité canadienne comme la société dans son ensemble ont connu d'importantes mutations, qui ont transformé le contexte dans lequel évoluent les communautés rurales à l'heure actuelle et touché profondément les conditions de pérennité des modes de vie ruraux. Vivre, grandir, travailler, élever une famille dans une communauté rurale n'est souvent plus possible dans les mêmes conditions qu'auparavant. Non seulement la réalité à laquelle se réfère l'idée de « ruralité » s'est transformée et s'est rapprochée de l'urbanité, mais l'accessibilité des emplois, des biens et des services dont ont besoin les populations rurales est devenue un enjeu à plusieurs endroits. C'est pourquoi la « pérennité du mode de vie rural », c'est-à-dire « la capacité des Canadiens et des Canadiennes à gagner leur vie et à faire vivre leur famille dans des collectivités rurales dynamiques sur le plan social et économique » (Partenariat rural canadien [PRC] 2005:2) a été identifiée comme l'un des cinq domaines prioritaires du Cadre national de collaboration sur la ruralité, mis en œuvre par le Partenariat rural canadien en collaboration avec des représentants territoriaux et provinciaux (Matheson 2006:318, Gouvernement du Manitoba 2006:14).

Dans un contexte où les communautés rurales sont de plus en plus dépendantes des centres urbains extérieurs, tant pour l'emploi que pour l'obtention de biens et de services, les communautés qui parviennent à maintenir leur population sont le plus souvent celles qui parviennent à attirer de nouveaux résidents (migrants journaliers ou travailleurs à distance), grâce à une proximité fonctionnelle à un centre urbain ou à leur dotation environnementale, avantages qui leur permettent de tirer profit d'une « demande sociale pour habiter la campagne » (Gagnon et al. 2006:598-599 ; Reimer 2005:80). Certaines parviennent aussi à maintenir leur viabilité en trouvant de nouveaux services ou de nouveaux biens à exporter

pour contrer les pertes d'emploi dans le secteur primaire (Bollman 2007:6). Le récréotourisme est une stratégie souvent rencontrée dans ce domaine.

Ces stratégies de développement axées sur l'attraction de résident(e)s travaillant à l'extérieur ou sur le tourisme ont en commun de chercher à augmenter les revenus de source exogène à une communauté rurale donnée. D'autres initiatives, telles que des campagnes d'achat local ou le mouvement pour l'alimentation locale, s'intéressent plutôt à la rétention des richesses au sein de la communauté, à la création d'emplois endogènes et à la promotion d'une meilleure articulation des communautés avec leur bassin de ressources locales en vue d'une plus grande autonomie. Ainsi, dans la foulée des mouvements écologistes et environnementaux, des réflexions menées par des penseurs et associations économiques critiques et des mouvements alternatifs, de nouvelles propositions de développement pour des communautés rurales ont émergé dans les dernières décennies. Celles-ci partent d'une remise en cause des principes et du fonctionnement de l'économie conventionnelle centrée sur le capital, d'une prise en compte des conséquences sociales et environnementales de cette économie pour la société, ainsi que d'une critique de ses effets d'appauvrissement pour les communautés périphériques désavantagées par les mouvements de capitaux. Cette mouvance sociale s'inscrit dans le contexte plus large des mouvances alternatives que l'on retrouve à travers le monde et allant dans le sens de l'économie solidaire, d'une altermondialisation, ou même d'une opposition à la mondialisation (Boulianne 2005:267). Elle comprend autant des initiatives d'agriculture soutenue par la communauté, des écovillages, des projets de retour à la terre, que des projets de développement local divers, et, dans le cas qui nous intéresse ici, des monnaies sociales.

L'objet de recherche

C'est de cette mouvance que participe l'initiative qui fait l'objet de ce mémoire, la Sunrise Trail Community Development Co-operative (Coopérative Sunrise), une coopérative de développement mise sur pied dans la région du village de Tatamagouche en Nouvelle-Écosse, qui a tenté de mettre en œuvre depuis juillet 2004 une vision de développement local

alternative et radicale à certains égards, inspirée de la théorie du développement local viable de l'économiste irlandais Richard Douthwaite (1992). Cette initiative, qui a intégré dans son projet de développement un système de monnaie sociale de type Local Exchange and Trading System (LETS), nommé le North Shore LETS, s'adressait au départ à la double problématique du manque de ressources économiques dans la communauté et de la fuite des richesses liée à l'importation de biens et de services en provenance de l'extérieur. Son objectif principal était la construction de l'autonomie et de l'autosuffisance de la communauté locale, dans une perspective volontariste d'autodéveloppement par et pour la communauté.

Même s'il s'agit d'une petite organisation qui regroupe aujourd'hui une soixantaine de membres, la Coopérative Sunrise fit office d'un véritable incubateur de projets complémentaires au cours de ses deux premières années d'existence. Parmi ceux-ci, le North Shore LETS a joué un rôle structurant pour l'initiative au sens où il constitue à l'heure actuelle l'un des deux seuls projets ayant survécu à la transformation organisationnelle traversée par la coopérative après le départ des leaders initiaux à la fin 2006.

Les questions de recherche

Le questionnaire auquel notre recherche a tenté de répondre comporte deux volets. Nous cherchions d'abord à comprendre le rôle que peut jouer une monnaie locale de type LETS pour la mise en œuvre d'un projet de développement local dans une communauté rurale. L'autre volet de notre questionnaire portait sur les enjeux que peut rencontrer un projet de développement local basé sur des pratiques alternatives dans sa capacité à avoir des impacts sur une communauté plus large. Afin de répondre à ce questionnaire, nous avons choisi d'approfondir quatre dimensions de l'initiative choisie comme objet de recherche, soit 1) ses conditions d'émergence et de développement; 2) les ressources locales et externes qu'elle a permis de mobiliser et d'articuler ; 3) ses impacts pour la communauté de Tatamagouche et 4) le système d'acteurs éventuellement formé par cette initiative et son articulation à la communauté plus large.

Pertinence scientifique

Étant donné les défis de viabilité que rencontrent présentement les communautés rurales canadiennes et des provinces Maritimes, il est important d'examiner les apports potentiels et les défis de modèles de développement alternatifs s'adressant à ces enjeux. Les préoccupations environnementales croissantes et l'intérêt que suscitent les pratiques de localisme (en particulier d'achat local et d'alimentation locale) appellent une plus grande compréhension d'outils comme les monnaies locales, qui cherchent à faciliter la localisation et la dynamisation des échanges au sein d'un espace local ou communautaire donné. De même, la réflexion dans le champ du développement portant sur les thématiques du développement communautaire, de l'empowerment et du capital social suscite maintes questions quant aux conditions encourageant leur essor. L'intérêt particulier de cette étude et du questionnement auquel elle aura tenté de répondre se trouve ici dans la lumière qu'ils permettent de faire sur les processus microsociologiques ayant accompagné l'évolution et l'articulation d'une communauté alternative au sein d'une communauté rurale plus large, dans une tentative de lancer un projet de développement local basé sur des stratégies de développement alternatives aux stratégies conventionnelles.

La pertinence de notre objet de recherche se trouve pour sa part dans le fait que peu de recherches sont disponibles sur des cas de monnaies sociales au Canada, et qu'aucune à notre connaissance n'a encore été réalisée sur des dispositifs situés dans les provinces Maritimes ni en milieu rural canadien. Enfin, la littérature scientifique francophone et anglophone sur les monnaies sociales contient très peu d'études sur des monnaies sociales en milieu rural.

Structure du mémoire

L'objet de recherche que représente la Coopérative Sunrise est une initiative de développement local en milieu rural, construite autour d'un dispositif de monnaie sociale. Ces thématiques du développement local et des monnaies sociales structurent notre objet et c'est à partir de ces ensembles théoriques que nous l'abordons dans cette recherche pour le

situer dans son contexte plus large et le comprendre. Tel est l'objectif de la première partie de ce travail.

Le chapitre I s'intéresse à la thématique du développement local et comporte huit sections. Nous présentons dans les trois premières le concept de développement local puis deux visions différentes qui structurent ce champ, soit le développement local de nature libérale et le développement local de nature progressiste. La quatrième section de ce chapitre développe des outils d'analyse qui nous serviront à aborder notre objet en tant qu'initiative de développement local, soit le modèle d'analyse des effets structurants d'une initiative locale de développement élaboré par Klein (2006) et ses collaborateurs(trices). La cinquième section présente trois tendances complémentaires associées au développement local de nature progressiste et que nous retrouvons dans notre objet de recherche : la vision « do-it-yourself », que nous appellerons en français l'« autodéveloppement », le localisme et le développement local viable. Nous introduisons par la suite une typologie des espaces ruraux contemporains élaborée par Halfacree (2007) qui nous permet de situer au sein de ceux-ci les espaces ruraux alternatifs ou radicaux. Nous terminons aux septième et huitième sections du chapitre par une présentation de la région rurale de Tatamagouche en Nouvelle-Écosse, puis de l'initiative de développement local viable mise sur pied dans cette communauté par la Coopérative Sunrise.

Notre deuxième chapitre complète cette mise en contexte en présentant en deux sections la thématique des monnaies sociales sous l'angle du développement local de nature progressiste. Alors que la première section nous permet de faire une présentation générale de la mouvance des monnaies sociales et du modèle de système d'échange nommé « Local Exchange and Trading System » (LETS), la deuxième présente une revue de littérature des potentialités et défis des monnaies sociales – et plus particulièrement des modèles LETS – en tant qu'outil de développement. Elle aborde cette question sous trois dimensions pertinentes pour notre objet d'étude, soit le développement en contexte rural, le développement économique et le développement communautaire. Fait intéressant pour notre recherche portant sur l'intégration de pratiques de développement alternatives en milieu rural, des études réalisées sur des dispositifs ruraux au Royaume-Uni et en France révèlent la présence

significative de nouveaux arrivants et/ou de gens issus de cercles alternatifs dans le membership de ces initiatives. Les recherches antérieures ayant porté sur des LETS montrent de plus les difficultés importantes que rencontrent ces dispositifs dans l'atteinte de leurs objectifs économiques. Inversement, l'importance de leur dimension sociale et de leur caractère d'exploration culturelle semble en faire des outils intéressants de développement communautaire et de mise en oeuvre de pratiques alternatives.

La deuxième partie de ce mémoire est constituée du chapitre de problématisation et de présentation de notre méthodologie (chapitre III) et de nos trois chapitres de présentation et d'analyse des données (chapitres IV à VI).

Après avoir présenté nos questions et hypothèses de recherche ainsi que notre méthode de collecte de données au chapitre III, nous présentons un historique de l'initiative de développement local entreprise par la Coopérative Sunrise au chapitre IV. Ce chapitre nous permet d'examiner la première dimension de notre recherche, soit les conditions d'émergence et de développement de l'initiative, et d'en tirer des jalons et des constats sur lesquels construire notre analyse aux chapitres V et VI. En particulier, les enjeux de l'appropriation collective au sein de la coopérative ainsi que son isolement sont deux dimensions qui ressortent de son historique et qui sont approfondies au chapitre VI.

Le chapitre V regroupe, en deux parties, nos résultats de recherche qui portent, d'une part, sur le travail de mobilisation et d'articulation de ressources endogènes et exogènes réalisé par la coopérative, et d'autre part, sur les impacts de l'initiative que nous avons pu observer. Toutefois, nous avons choisi en raison de contraintes d'espace de favoriser plutôt la seconde de ces deux dimensions d'analyse. De plus, bien qu'il eût été pertinent de pouvoir englober l'ensemble des activités de la Coopérative Sunrise dans ce portrait, les contraintes liées à la recherche ainsi qu'à la nature de notre collecte de données nous ont poussée à examiner ces dimensions principalement à partir du LETS, le point focal de notre questionnement. Cependant, l'imbrication sociale et fonctionnelle de ce projet d'avec l'initiative plus large et son organisation parapluie pose des limites quant à savoir si certains impacts tiennent au LETS ou à la dynamique de la coopérative dans son ensemble.

Le chapitre VI regroupe nos résultats ayant trait à la question du système d'acteurs construit à travers cette initiative, à travers une analyse des processus sociaux qui ont accompagné la mise sur pied et le développement de la Coopérative Sunrise en tant que projet de développement local. Comme le thème de l'appropriation collective est ressortie de notre collecte de données comme une dimension importante afin de comprendre l'expérience de cette initiative de développement – qui s'imbrique de surcroît aux enjeux de mobilisation et d'articulation avec la communauté plus large qu'elle a rencontrés – nous avons choisi d'inclure en cours de recherche une cinquième dimension d'analyse qui n'avait pas été prévue par notre méthodologie, soit celle des dynamiques sociales internes et du leadership observés au sein de la coopérative. Cette analyse est présentée dans la première section du chapitre, et informe l'analyse des rapports de cette initiative à la communauté plus large que représente la deuxième section.

Ce mémoire se termine par un retour sur nos questions de départ. Nous examinons en conclusion en quoi notre recherche contribue à l'état des connaissances sur l'utilisation d'une monnaie sociale de type LETS comme outil de développement local viable en milieu rural. En terminant, nous dégageons de ces apprentissages des interrogations susceptibles d'approfondir la réflexion sur ce thème de recherche, ainsi que sur celui, consubstantiel, des enjeux du leadership et du travail dans la diversité pour la mise en œuvre d'un projet de développement construit dans l'alternativité.

PREMIÈRE PARTIE

MISE EN CONTEXTE :
LE DÉVELOPPEMENT LOCAL ET LES MONNAIES SOCIALES

CHAPITRE I

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET INITIATIVE LOCALE

1.1 Le développement local : mise en contexte et définition

Les auteurs qui se sont intéressés aux transformations qui ont touché la société canadienne depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale et à leurs impacts sur l'évolution des mondes ruraux contemporains identifient généralement deux périodes distinctes au sein de cette époque de changements, soit une première allant de 1945 aux années 1980, et une seconde allant des années 1980 à aujourd'hui. Cette mutation correspondrait selon eux à un changement de paradigme sociétal par lequel on serait passé de la modernité à la modernité avancée (Jean 2006), d'une société industrielle à la société ouverte (Fuller dans Reimer 2005) ou encore du productivisme au postproductivisme (Halfacree 2007).

Si ces transformations sociétales ont joué un rôle important dans la trajectoire des territoires ruraux contemporains, elles ont également eu des conséquences sur la façon dont se conçoit le développement aujourd'hui. Un changement important s'est opéré dans le champ du développement depuis les années 1970 et 1980, par un passage du paradigme du développement régional à celui du développement local (Klein 2006). On est ainsi passé d'une approche « exogène », « top-down » ou « descendante », à une perspective dite « endogène », « bottom-up » ou « ascendante », par laquelle les modèles centralisés et statocentrés ont depuis les années 1970 laissé place à des modèles privilégiant la valorisation des facteurs sociaux, humains, économiques et/ou productifs locaux, et à la mobilisation de la société civile locale (Klein 2006).

Le paradigme du développement local se définit donc par la part centrale qu'y prennent les acteurs locaux. Dans ce contexte, le « local » du développement se définit non pas en termes d'échelle mais en termes d'acteurs. Comme le précise Klein,

si le développement local est local, ceci n'est pas dû à son inscription dans un lieu déterminé. S'il en était ainsi, toute forme de développement serait locale puisque toute action se déroule dans un lieu déterminé. Les actions de développement peuvent être caractérisées comme développement local quand elles génèrent ou renforcent des dynamiques systémiques qui s'inscrivent à l'échelle locale. (Klein 2006:143).

Le développement local correspond donc au développement d'une *capacité d'action locale* vis-à-vis des phénomènes d'exclusion, de polarisation économique et de fracture socioterritoriale qui accompagnent la mondialisation. Que ce soit dans la perspective de réussir sur le terrain de la compétition mondiale pour attirer des investissements, que ce soit au contraire pour s'opposer aux dynamiques de l'économie mondialisée et à la régulation par le marché, les objectifs qui rassemblent les initiatives de développement local tiennent à l'habilitation d'une communauté locale afin que ses acteurs puissent agir collectivement, mobiliser des ressources endogènes et exogènes et les articuler de façon à contribuer au mieux-être de la communauté (Klein 2006:144). À côté de la mobilisation des ressources, les réseaux reliant les acteurs locaux jouent donc un rôle important, car ce sont la nature et la force de ces réseaux qui forment la « capacité d'action » dont il est question. C'est ce qu'exprime bien Ninacs :

l'enjeu premier du réseautage s'avère la capacité d'agir localement pour contrôler ses ressources économiques ou pour mobiliser sa population. Le développement est moins une question d'argent qu'une question de capacité d'action ou, en d'autres mots, de pouvoir. (2002:20).

Le développement du pouvoir d'action correspond donc à une densification sociale au niveau local et au développement des collaborations, des réseaux, et de l'efficacité de ceux-ci dans la réalisation d'objectifs collectifs. Ceci correspond en fait à la construction d'un système d'acteurs, qui constitue selon Klein, « le principal legs du développement local » (Klein 2006:143). Réciproquement, ces systèmes d'acteurs participent au développement local et ont des effets structurants sur la collectivité, en contribuant « à recentrer les relations sociales à

un niveau local. » (Klein 2006:147). Le développement de la collaboration et de l'efficacité de celle-ci parmi les acteurs de l'échelle locale représente donc un aspect central du développement local.

Cette définition du développement local comme un processus de construction d'un système d'acteurs et de mobilisation de ressources s'applique cependant à des visions extrêmement différentes quant à la nature des objectifs à réaliser. Le développement local peut être investi de valeurs, d'objectifs, d'indicateurs et par là même, représenter des positions politiques très différentes (Mendell 2002:69-70). Ces positions tendent à se différencier en particulier sur la question de la croissance économique, de sa place en tant qu'objectif et du rôle que l'on doit lui accorder dans la progression d'une société. Ce débat se retrouve dans les deux grandes tendances présentes au sein des pratiques de développement local, que Tremblay et Fontan (1994:130-137) nomment l'approche « libérale » et l'approche « progressiste » du développement local.

1.2 Le développement local de nature libérale

Dans la perspective du développement local de nature libérale (Tremblay et Fontan 1994:130), la croissance économique représente l'objectif principal du développement, et la source essentielle du « progrès » en général. L'objectif n'est pas de favoriser le changement social, mais de favoriser plutôt le développement de l'emploi et des entreprises par la mise en valeur des ressources endogènes et des partenariats entre acteurs (Tremblay et Fontan 1994:134). Comme le soulignent Tremblay et Fontan à la suite de Blakely, il ne s'agit pas vraiment d'une approche nouvelle (1994:130), même si l'importance centrale donnée aux réseaux sociaux et au capital social comme « caractéristiques gagnantes » du développement est, elle, nouvelle (Klein 2006:151). Ceux-ci favorisent la croissance économique en permettant la création de milieux innovateurs et en augmentant les capacités d'action et l'efficacité grâce à la diminution des coûts de transaction que rendent possible la proximité et la confiance entre les acteurs d'un milieu (Favreau 2002:92).

Cette approche que certains nomment celle du « capital endogène » (Bickerton et McNeil 2007:47) ou une « démarche entreprisiste autocentrée » (Denieuil et al. 1997:169) se présente donc comme un processus par lequel des acteurs locaux peuvent parvenir à tirer profit des avantages concurrentiels de leur région, en réseautant les entreprises locales et les acteurs économiques pour mobiliser des ressources endogènes en vue de l'efficacité et la compétitivité des entreprises locales dans l'économie globalisée (Denieuil et al. 1997 ; Ninacs 2002). Bickerton et McNeil ont observé que cette vision « does not require, indeed tends to shun, extensive community involvement » (2007:47). En ce qui a trait au rôle de l'État, la perspective libérale tend à considérer la délégation de pouvoir et de responsabilité aux acteurs de la société civile comme une occasion d'alléger les gouvernements du poids financier du social (Klein 2006:149).

1.3 Le développement local de nature progressiste

Bien que la catégorisation des approches du développement en termes de tendances centrales soit simplificatrice lorsque l'on considère le continuum de positions réelles et le chevauchement empirique des concepts utilisés, on peut identifier vis-à-vis de la première stratégie de développement local une seconde tendance, soit celle du développement local de nature progressiste. Celle-ci accorde une importance centrale aux dimensions sociales et communautaires du développement, et recoupe un ensemble de positions issues de diverses critiques du modèle néo-libéral et d'une intervention technocratique de l'État (Tremblay et Fontan 1994:130). Comme l'illustre bien une citation tirée par Tremblay et Fontan de la revue française *Pour*,

Il s'agit alors d'une réponse de solidarité à une agression forte. Le développement local, au-delà de cette attitude d'urgence, est l'expression d'un changement social caractérisé par la montée du partenariat, l'émergence d'acteurs différents, la recherche de solutions alternatives à celles des appareils macroéconomiques (États, grands groupes), l'introduction de critères sociaux et culturels [et environnementaux] à côté de rationalités purement économiques (id.:130).

Comme le soulève cette définition, l'approche du développement local progressiste, au contraire de l'approche libérale, associe les problématiques économiques, sociales et environnementales que connaissent la société ou certains groupes à des déficiences du système économique actuel et à l'adoption de stratégies inadéquates et insuffisantes. C'est pourquoi elle cherche plutôt à permettre une transformation sociale, et tend à privilégier la recherche d'alternatives aux pratiques conventionnelles (*id.*:135).

Même si la dimension économique reste une dimension importante de cette perspective, dans la mesure où elle est une façon d'acquérir des capacités d'action, celle-ci est conçue comme un instrument, en vue d'une « croissance sociale » (Fontan, Klein et Tremblay 2002:105). La différence est donc en grande partie à situer dans le rôle accordé à la dimension sociale du développement, tant au niveau de ses finalités que des processus par lesquels il est mis en œuvre. En effet, si la coopération et la participation des acteurs locaux sont favorisées par la perspective libérale (Tremblay et Fontan 1994:134 ; Ninacs 2002:20-21), la question du pouvoir local est d'autant plus importante dans une perspective progressiste cherchant à mettre les rennes du développement dans les mains des acteurs eux-mêmes en vue de l'inclusion (d'individus ou de collectivités) et de la justice sociale. Cette dimension sociale implique l'émergence de nouveaux acteurs qui ne sont pas seulement les entrepreneurs locaux et les associations qui les représentent, et s'allie à une perspective de redéfinition de la démocratie (Ninacs 2002), axée sur la participation des populations et de la société civile dans les choix collectifs qui les concernent. En d'autres mots, la perspective progressiste s'intéresse au caractère inclusif et au degré de participation associé aux systèmes d'acteurs du développement.

C'est pourquoi on parle dans cette deuxième approche tantôt de « développement social » (Denieuil et al. 1997 ; Mouret 1997 ; Bickerton et McNeil 2007), tantôt d'« empowerment » (Ninacs 2002 ; Klein 2006), ou encore de « développement communautaire », de « développement économique communautaire » ou de « développement participatif » (Bickerton et McNeil 2007:50). Ces perspectives convergent au sens où elles visent un développement « global », (Tremblay et Fontan 1994:38 ; Mouret 1997:242), en le

considérant comme inscrit dans un ensemble de réalités, sociales, humaines, culturelles, politiques, environnementales, etc.

1.4 Le développement local comme processus socioterritorial : l'analyse des effets structurants des initiatives locales

Nous venons d'examiner et de caractériser le développement local sous l'angle de ses objectifs. Comprendre le développement d'une initiative de mobilisation locale de la société civile dans un contexte de mondialisation nous mène sur le terrain d'analyse auquel se sont intéressés Juan Luis Klein et ses collaborateurs(trices) (Klein 1997 ; Klein et Fontan 2001 ; Fontan, Klein et Tremblay 2002 ; Fontan et Klein 2004 ; Klein 2006 ; Klein 2008). Les recherches menées par ces auteurs à partir des outils de l'analyse des mouvements sociaux, et particulièrement de la théorie de la mobilisation des ressources (Fontan, Klein et Tremblay 2002) tentent de comprendre les processus par lesquels des acteurs s'organisent collectivement en vue du développement. Elles ont permis de développer un modèle explicatif des processus par lesquels une initiative locale de développement peut parvenir à des effets structurants pour une communauté et se transformer en projet collectif (Klein et Fontan 2003:15). Six étapes principales sont identifiées dans ce modèle d'analyse, qui forment éventuellement un cycle pouvant se répéter (Klein et Fontan 2003:16-18 ; Klein 2006 ; Klein 2008). Ces étapes sont décrites au tableau 1.1 et illustrées à la figure 1.2.

Tableau 1.1 Le processus de développement par l'initiative locale

L'initiative locale : Un projet débute sous l'initiative d'un individu ou d'un groupe de personnes, le/la ou les leader(s) du projet, suite à une interprétation des besoins de la collectivité et à la perception de « conditions jugées défavorables pour la communauté » (Fontan, Klein et Tremblay 2002:106).

L'action collective : À partir de ce noyau, les leaders initiaux travaillent à mobiliser des gens dans leur entourage et leur localité en prenant appui sur les intérêts collectifs qu'ils tentent de défendre, pour ainsi constituer un « milieu d'action » collectif. Ils doivent défendre leur projet vis-à-vis d'autres acteurs ayant une vision ou des intérêts différents.

La mobilisation des ressources : Dans leurs efforts pour mettre sur pied et assurer la viabilité de leur projet, les acteurs impliqués tentent de mobiliser les ressources « organisationnelles, humaines et financières », tant locales qu'extérieures, nécessaires au développement du projet.

La solidarité locale : Ce travail collectif de mobilisation et de lutte permet le tissage d'une solidarité entre les acteurs locaux, qui facilite la mise en commun des efforts et l'accord sur les principes de leur action commune, « les amenant à mettre l'emphasis sur ce qui les unit, et à nuancer ce qui les sépare ».

La conscience territoriale : Cette solidarité locale se traduit en une « conscience collective délimitée territorialement », qui permet aux acteurs de cadrer leur milieu d'action, les enjeux qui le définissent et l'espace de solidarité qui les rassemble.

Le partenariat : Cette conscience territoriale devient ainsi un espace de collaboration entre différents acteurs du milieu, communautaires, sociaux et économiques, et peut les mener à devenir des entrepreneurs collectifs. Ceci signifie que les apprentissages et la coopération développés au cours de l'expérience de mobilisation et d'action collective peuvent se « sédimerter » dans des structures organisationnelles plus durables (telles que des organisations, des coopératives, des entreprises d'économie sociale...). Celles-ci en viennent donc à former un terrain de collaboration et de ressources où pourront naître de nouvelles initiatives « qui suivront le même cycle, mais à un niveau supérieur ».

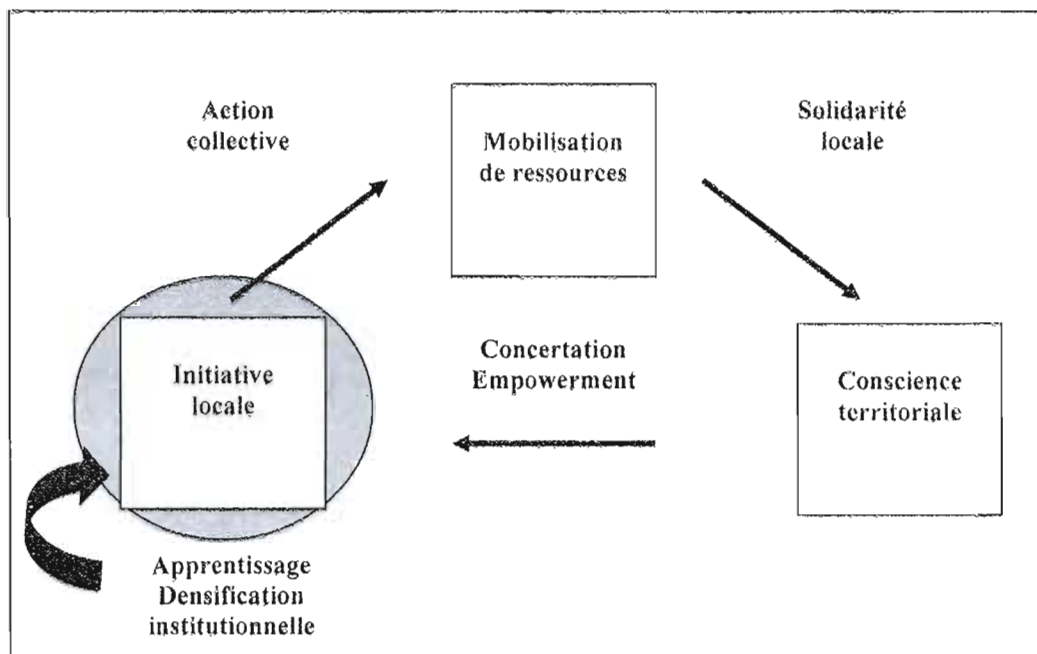


Figure 1.1 L'effet structurant de l'initiative locale (Tiré de Klein 2008)¹

Ce modèle met en lumière la densification organisationnelle et sociale qui résulte d'une mobilisation autour d'un projet de développement, et la façon dont cette densification crée un capital sur lequel une communauté peut tabler pour réaliser de nouveaux projets. Il permet en ce sens de comprendre le processus sociologique de constitution d'un système d'acteurs de développement.

1.5 Une application du développement local de nature progressiste aux collectivités rurales : le développement local viable

Si la question de l'appropriation collective du développement par et pour les communautés est centrale pour le développement local en général, elle prend un sens beaucoup plus fort dans la perspective du développement local de nature progressiste, puisque cette capacité d'action et de mobilisation est le plus souvent liée à une vision critique de la structure et des conséquences de l'économie conventionnelle mondialisée et à la recherche de solutions

¹ Nous aimerions remercier l'auteur de nous avoir permis d'utiliser son modèle.

alternatives. La formation d'un système d'acteurs local est nécessaire afin que des groupes ou des communautés puissent transformer leurs conditions socio-économiques et favoriser la croissance sociale.

Comment une communauté rurale peut-elle rassembler ses efforts et agir avec cohérence afin de faire face de façon innovante aux forces déstructurantes qui l'affectent et assurer sa viabilité sociale et économique à long terme ? Dans un contexte de fracture socioterritoriale et de vulnérabilité grandissante que subissent plusieurs communautés rurales à l'heure actuelle, une vision forte du développement des capacités d'action collective se trouve proposée dans la théorie du développement local viable. Celle-ci mobilise en particulier deux thèmes transversaux au sein des mouvements sociaux : l'autodéveloppement et le localisme.

1.5.1 La vision « do-it-yourself » ou l'« autodéveloppement »

Si l'empowerment et le développement du pouvoir des acteurs peuvent être considérés comme un but du développement, ils peuvent aussi être vus comme des conditions incontournables de celui-ci vis-à-vis des insuffisances ou de l'inaction des acteurs institutionnels, ou en raison d'une opposition de principe aux contenus de leurs approches. Cette perspective a donné lieu au sein des mouvements sociaux à une approche volontariste du développement et de l'action militante que Jérôme Blanc identifie comme le « constructivisme d'une marge agissante des populations » (Blanc 2000:236) et que l'on nomme en anglais « do-it-yourself ». Ce terme, présent en particulier dans la littérature britannique, se réfère à ce que l'on pourrait nommer une « mouvance du "non" », qui s'est exprimée historiquement au sein de mouvements comme le New Protest, le mouvement écologiste, le mouvement punk et la contre-culture des années 1990 au Royaume-Uni (McKay 1996). En ce sens étroit, le terme désigne « a self proclaimed cultural movement, challenging the symbolic codes of mainstream culture » (Purdue et al. 1997:647) ». Cependant, cette mouvance constructiviste et volontariste s'exprime aussi plus largement dans une série de mouvements d'auto-organisation qu'ont connue les sociétés occidentales, en commençant par le mouvement coopératif, et comprenant aussi un pan de la mouvance des

monnaies sociales et de celles de l'agriculture urbaine et de l'agriculture soutenue par la communauté (*ibid.* ; North 1998:114).

On inscrit donc dans la perspective du développement local progressiste un large pan des mouvements sociaux privilégiant l'action autonome et la réalisation de formes alternatives de façon indépendante des acteurs institutionnels, et parfois en opposition directe avec ces derniers. L'autodéveloppement est un aspect essentiel du développement local viable dans la mesure où, comme nous le verrons plus bas, il poursuit une vision d'autonomie et d'autosuffisance et préconise des stratégies qui sont en rupture avec celles des approches du développement conventionnel.

1.5.2 Le localisme

L'émergence des acteurs locaux et la volonté d'empowerment qui s'expriment au sein du développement local se sont aussi accompagnées d'un « re-scaling » de l'action militante en faveur de l'échelle locale. Le localisme, qui représente une visée de recentrer au niveau local des relations d'échange, de production et de transformation, constitue un thème transversal du développement local. Il a aussi donné lieu à la mouvance du « localisme monétaire » auquel s'intéresse la présente recherche, en plus d'être associé de près au mouvement d'alimentation locale (Hinrichs 2003 ; DuPuis et Goodman 2005 ; Seyfang 2006).

La (re)localisation, s'inscrivant d'emblée dans une perspective critique face à son processus contraire, la globalisation (Hinrichs 2003:33-35), rejoint plusieurs objectifs : réduire les impacts environnementaux du transport de la nourriture, raccourcir la chaîne de production-distribution en vue de la promotion des intérêts des producteurs et des consommateurs, créer des relations d'échanges plus horizontales et plus justes et tisser des réseaux économiques, sociaux et communautaires de proximité, favoriser des formes de production durable, retenir les revenus et les faire circuler dans l'espace local au profit de la collectivité, augmenter par tous ces moyens le contrôle de cette collectivité sur ses ressources et la pousser à vivre à l'intérieur de ses limites environnementales, etc. Il correspond ainsi à une vision forte du

pouvoir et de l'autonomie locale dans le développement, et donne lieu à des tentatives d'organisation de réseaux permettant de structurer les échanges localement et promouvoir les intérêts des acteurs locaux.

Le localisme est donc apparu comme une stratégie pertinente pour le développement local progressiste tant au sein des réflexions sur le développement durable que sur le développement rural. Il favorise des stratégies de développement rural axées sur une plus grande autonomie de la communauté (*community self-reliance*) (Bickerton et MacNeil 2007:48).

1.5.3 Le développement local viable

Le terme de développement local viable [*sustainable local development*]² est utilisé par Seyfang (2001a) afin de désigner une perspective axée sur une vision forte de la durabilité environnementale et de la viabilité socio-économique des communautés. Comme elle le formule elle-même,

« It critiques the traditional developmental goals of sustained economic growth on the grounds of environmental limits to growth and social and economic limits to the impacts of globalising economic processes. This position favours decentralisation, localisation, self-reliance, sufficiency rather than efficiency, and reduced economic growth and consumption » (Seyfang 2001a:980).

Cette vision du développement local viable a été élaborée en particulier par l'économiste irlandais Richard Douthwaite (1996), fondateur de la Foundation for the Economics of Sustainability, et s'inscrivant dans la lignée du mouvement des « new economics » (Seyfang 2001a:980). En prenant comme point de départ d'une part les effets d'exclusion socio-économique engendrés par un système économique mondialisé devenu de plus en plus

² Bien que la durabilité environnementale constitue dans cette perspective une condition *sine qua non* du développement, nous avons choisi de traduire ici l'expression « sustainable local development » par « développement local viable » plutôt que « développement local durable » car l'accent est mis ici sur les enjeux de viabilité sociale et économique que rencontrent les communautés (en particulier rurales) défavorisées et appauvries par la structure de l'économie contemporaine.

instable dans les dernières décennies, et d'autre part l'incapacité des dirigeants à renverser la situation, ce théoricien établit les principes de mise en œuvre d'un développement local viable. Exposée en particulier dans son ouvrage intitulé *Short Circuit*, cette théorie du développement part du principe que le bien-être et la pérennité des communautés reposent d'abord sur leur capacité de se prendre en charge et sur le développement de leur autonomie et de leur autosuffisance (Douthwaite 1996). Les piliers de cette autonomie sont selon Douthwaite la création d'outils monétaires et financiers locaux, l'utilisation de sources énergétiques renouvelables et locales, le développement de la souveraineté alimentaire à partir d'une agriculture locale durable, ainsi que l'adaptation des cultures économiques locales à des systèmes communautaires (*ibid.*).

1.6 Développement local viable en contexte rural : la place des espaces ruraux radicaux à l'ère du postproductivisme

Puisqu'il sera ici question d'une initiative de développement local progressiste en contexte rural, il est pertinent de faire ressortir ici l'apport de Halfacree (2007) à la littérature sur la ruralité contemporaine, qui permet de situer parmi les différentes formes, pratiques et représentations attachées aux espaces ruraux contemporains les approches radicales et alternatives aux modèles de développement rural plus conventionnels. Alors que certains auteurs ont parlé du passage de la « modernité » à la « modernité avancée » (Jean 2006) ou encore de la société industrielle à la société ouverte (Fuller dans Reimer 2005), Halfacree (2007) situe les transformations qu'ont connu les mondes ruraux depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale comme étant celles du passage des espaces ruraux productivistes à une diversité d'espaces ruraux postproductivistes. Il distingue dans ce contexte quatre formes d'espaces ruraux postproductivistes :

- a) Superproductivisme : l'espace structuré par une représentation productive et utilitariste du territoire rural, liée à l'idée de maximisation des profits, et généralement à l'extraction de ressources.
- b) Idylles de consommation : espaces où les pratiques territoriales sont orientées par la consommation (loisirs, économie résidentielle, tourisme)

- c) Ruralité effacée : collectivités autrefois rurales qui retiennent très peu de cette ruralité aujourd'hui dans la façon dont elles fonctionnent et dans les vies quotidiennes et les représentations de leurs habitants (on peut voir dans cette catégorie les effets de la « banlieuisation »).
- d) Ruralité radicale

Alors que les trois formes d'espaces postproductivistes précédentes participeraient de processus internes au développement du capitalisme, les ruralités radicales sont construites par la constitution d'espaces d'expression de logiques différentes, alternatives. En s'inspirant des travaux du sociologue Henri Lefebvre, Halfacree tente ainsi d'intégrer dans une cartographie des espaces ruraux et des « projets » qui leur sont associés une famille d'espaces utopiques ou contradictoires pouvant être tout autant des réalités que des potentialités (*id.*:130).

L'esprit de ces ruralités radicales est celui du « développement à faible impact » (*low impact development*), une forme de développement qui selon l'auteur, « revolves around environmentally embedded, decentralised and relatively self-sufficient and self-reliant living patterns » (*id.*:132). En vue de cette autonomie locale rurale, ces pratiques se structurent généralement autour de deux thèmes centraux, soit d'une part une idée forte du localisme,³ et de l'autre une représentation du rural comme d'un espace ancré dans les activités liées à la terre. Cette forme de ruralité accorde donc beaucoup d'importance à la dimension productive du territoire rural, même si elle s'inscrit dans une critique forte des pratiques de surexploitation liées au superproductivisme⁴. Ainsi, elle recoupe des thèmes tels que le biorégionalisme, l'autosuffisance, l'importance de l'agriculture – biologique – dans la « politique de l'alimentation » (*food politics*), la souveraineté alimentaire, et chevauche le phénomène des migrations de retour à la terre « alternatif » et contemporain. Bien que la typologie de l'auteur s'adresse d'abord au contexte britannique, on trouve certainement un écho de ces pratiques d'espaces ruraux radicaux en Amérique du Nord et au Canada. On peut

³ Nous avons présenté le localisme en tant que principe de développement local de nature progressiste à la section précédente.

⁴ En tant que celui-ci constitue – sur le plan agricole – l'espace de l'agro-entreprise et de l'intégration des organismes génétiquement modifiés (OGM) et des biotechnologies dans la production (2007:131).

penser notamment au mouvement du retour à la terre (Jacob 1996 ; Morrell 1999) et aux écovillages (Silvestro 2004).

On voit donc que la théorie du développement local viable de Douthwaite présente en effet des parallèles importants avec ce que Halfacree considère comme des tentatives de construction d'espaces de ruralité radicale dans l'importance accordée à l'autosuffisance, à la localisation, à la base de ressources locales et à la fonction productive du territoire rural.

Cependant, Halfacree souligne que les pratiques liées à la ruralité radicale sont généralement restées plus proches de l'utopie que d'un mouvement social jusqu'à présent, particulièrement en raison du petit nombre de gens qui y sont impliqués. Cet auteur identifie néanmoins des zones de dialogue possible entre ces espaces et la société plus large. Il voit d'une part un espace de communication dans l'ouverture du champ de l'aménagement territorial aux idées du développement à faible impact, ainsi que dans la croissance des réseaux d'expertise permettant de soutenir et de diffuser l'implantation de ces pratiques alternatives. Les possibilités de dialogue sont également élargies selon lui par le passage de certains groupes alternatifs d'un refus de participer à la société plus large et d'un désir de transgression à une visée proactive ou *do-it-yourself*, désireuse de s'articuler à la communauté plus large. À cet égard, les projets d'agriculture soutenue par la communauté ou les dispositifs de monnaies sociales comme les LETS pourraient constituer d'après cet auteur des espaces favorisant la communication entre les sphères radicales/alternatives et la société plus large (2007:137). C'est à un tel type d'initiative que s'intéresse notre recherche, un projet de développement local viable construit autour d'une monnaie sociale de type LETS et ayant été mise en œuvre dans la région rurale de Tatamagouche en Nouvelle-Écosse. Après avoir brossé un portrait de cette région dans les prochaines pages, nous présenterons l'initiative à la section 1.8.

1.7 La région de Tatamagouche, un village rural côtier de la côte nord de la Nouvelle-Écosse

Le village de Tatamagouche (voir la figure 1.2) est une localité située sur la côte nord de la province de la Nouvelle-Écosse, longeant le Détroit de Northumberland. Même s'il s'agit d'un village incorporé, cette localité est rattachée administrativement à la Municipalité du comté de Colchester, qui comptait, au moment du recensement de 2006, 50 025 habitants (Statistique Canada 2006a).

La localité désignée de Tatamagouche compte, selon le recensement de 2006, 689 résidents (Statistique Canada 2008). Ce village, situé dans une région essentiellement rurale⁵, est toutefois intégré dans les catégories de Statistique Canada à l'agglomération de recensement de la ville de Truro, le centre urbain le plus proche, ce qui signifie qu'au moins 50 % de la population active de cette région se rend en ville pour le travail (Statistique Canada 2003 ; du Plessis et al. 2002:8-9). La proximité fonctionnelle à Truro dont bénéficie cette région y est donc essentielle pour l'emploi. Cette accessibilité d'un marché du travail urbain explique en partie le fait que la région soit en croissance démographique selon les trois derniers recensements, contrairement au déclin que connaissent une grande partie des communautés rurales de la province (Statistique Canada 1996, 2001, 2006b ; Hachey 2002:10).

⁵ Les « régions essentiellement rurales » au sens de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) sont des divisions de recensement où 50 % et plus de la population habitent dans des « communautés rurales selon l'OCDE », des communautés dont la densité de population est inférieure à 150 habitants au kilomètre carré (du Plessis et al. 2001:6). Selon cette définition, l'ensemble des provinces Maritimes, à l'exception des régions d'Halifax en Nouvelle-Écosse et de Fredericton et Saint-Jean au Nouveau-Brunswick, est considéré comme étant essentiellement rural (OCDE 2009:9).

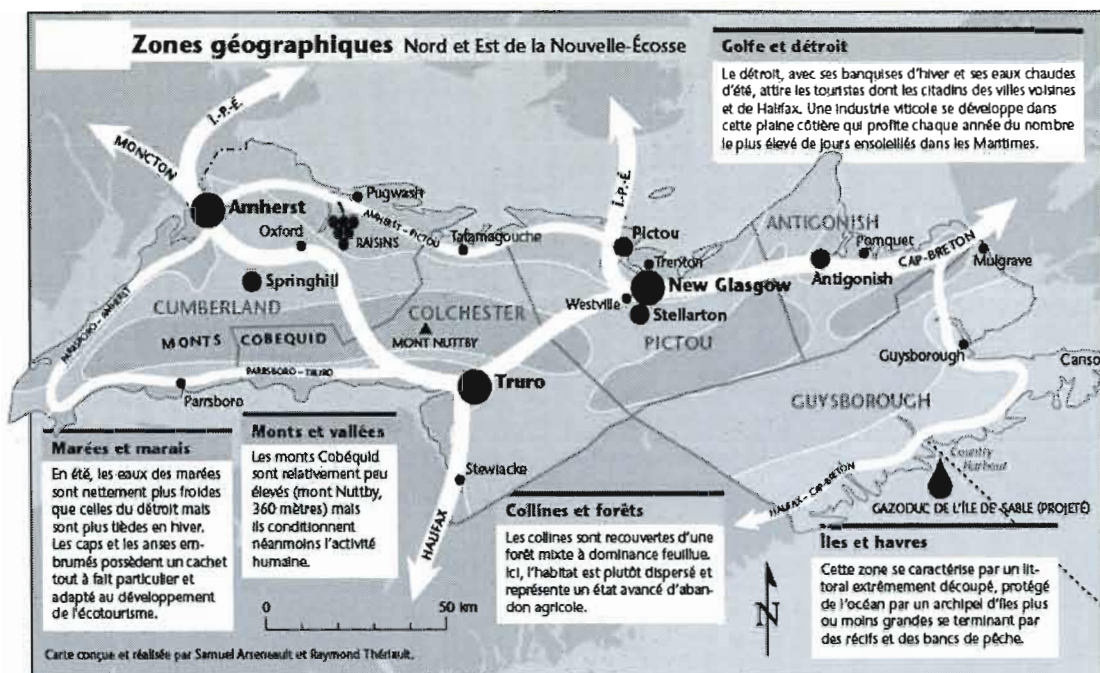


Figure 1.2 Zones géographiques du nord et est de la Nouvelle-Écosse (tiré de Arseneault et Lamarche 1997:19)

Le village est cependant un centre de services qui dessert un bassin de population d'environ 4 000 personnes, en plus d'une population de résidents saisonniers et de villégiature d'environ 1 000 personnes (MCC 1999:4-5). Géographiquement, ce bassin de population se trouve réparti sur trois comtés, dans un triangle formé par le village de Pugwash à l'Ouest (comté de Cumberland), la ville de Pictou à l'Est (comté de Pictou), et la ville de Truro au Sud, qui constitue le centre administratif du comté de Colchester (voir la figure 1.2). Comme c'est le cas à plusieurs endroits, les lignes de démarcation de comtés de cette région ne sont pas reliées au fonctionnement réel de la population. Même si celle-ci est répartie en trois ensembles administratifs, l'isolement géographique créé par la chaîne des monts Cobequid, qui longe la côte à environ 20 km et que l'on doit traverser pour se rendre à Truro, a un impact significatif sur la région (Arseneault et Lamarche 1997:19 ; Yap 2001:3-4) et augmente l'importance de l'axe est-ouest de la côte pour la population locale. Cette importance se dénote entre autres par la présence courante du dénominateur « *North Shore* » dans le nom d'associations, d'entreprises et même d'institutions de la région.

Malgré que la population soit majoritairement d'origine protestante et écossaise, la région accueille maintenant de plus en plus de nouveaux résidents en provenance d'Europe, particulièrement du Royaume-Uni (CorDA 2008). L'augmentation de l'âge moyen de la population suggère aussi qu'elle attire de nouveaux arrivants à la retraite (MCC 1999:5).

Le projet de développement le plus important dans la région à l'heure actuelle, ayant mobilisé la population locale et d'importants investissements publics et privés, est celui de la reconversion du terrain et des immeubles de l'ancienne crèmerie du village en un complexe incluant un marché des fermiers, un musée et un centre de diffusion des arts de la scène (CoRDA 2005:15). Ce projet témoigne d'un triple objectif de mise en valeur de l'héritage historique et bâti qui puisse rendre disponible un espace public important pour la communauté tout en la dotant d'une attraction touristique de grande valeur (Creamery Square Association 2008). Il permettra donc de servir la population locale tout en constituant une destination touristique importante pour la région.

Cette stratégie s'intègre aussi au contexte social de l'endroit, où on observe un riche tissu communautaire. Tatamagouche a d'ailleurs été l'une des quatre communautés récipiendaires du prix du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse en reconnaissance de l'esprit communautaire, accordé pour la première fois en septembre 2008 (LGCSA 2008). Cette communauté d'environ 700 personnes compte en effet quelque 80 associations bénévoles. Celles-ci reflètent la grande diversité interne de la communauté, allant des associations religieuses aux ligues sportives, en passant par une division de la Légion royale canadienne, une société bavaroise, un des centres de retraite bouddhiste shambhala les plus importants au Canada, des associations de soutien aux écoles et un important centre d'éducation, de conférences et de retraite spirituelle associé à l'Église Unie.

Un portrait de la communauté présenté à l'occasion de la remise du prix du lieutenant-gouverneur identifie trois groupes sociaux au sein de la communauté : une population de « *old timers* » (résidents de longue date), des « *baby boomers* », qui reviennent s'installer pour passer leur retraite dans la région et une population de « *newcomers* » (nouveaux

arrivants) (Byers et DeAdder 2008:3). L'histoire et la population locale portent aussi la trace de la migration de « *back-to-the-landers* » qu'a attirée la région dans les années 1960, dont l'influence se ferait encore sentir dans la contribution d'artistes et d'activistes de la communauté (Waldergrave Farm 2008).

Ces efforts de développement de la région font écho aux tendances observées par Jean (2006) et Halfacree (2007) de l'émergence de nouveaux usages au sein du territoire rural dans le contexte de la modernité avancée. Ces efforts de développement local mettent de l'avant des usages de l'espace rural que Jean définit comme des espaces de vie (économie résidentielle) et de récréation (villégiature et tourisme) (2006:22), qui correspondent aussi à ce que Halfacree nomme des espaces de ruralité consommée. Par ces efforts, la communauté a tenté de tirer profit des tendances de l'économie contemporaine centrée sur les centres urbains, en mettant à profit les avantages comparatifs que sont une proximité géographique relative de la ville de Truro, la beauté de l'environnement naturel de l'endroit ainsi que sa richesse culturelle. La croissance démographique de la région témoigne d'une certaine réussite à ce propos. La région bénéficie également d'une importante vitalité sociale qui s'exprime entre autres dans l'ampleur du projet de restauration de l'ancienne crèmerie du village et de la mobilisation réalisée autour de celui-ci.

1.8 La Sunrise Trail Community Development Co-operative, une initiative de développement local viable en milieu rural à Tatamagouche

La Sunrise Trail Community Development Co-operative (Coopérative Sunrise) est une initiative locale de développement qui a été mise sur pied dans la région de Tatamagouche à partir de 2004 afin de répondre aux enjeux de pérennité du mode de vie rural de la région qu'ont perçus des activistes locaux. Ce projet de développement s'inspirait à l'origine de la vision du développement local viable élaborée par Richard Douthwaite (1992).

Cette coopérative a tenté depuis sa création une constellation de projets complémentaires cherchant à mobiliser la communauté et les ressources nécessaires à la promotion de

l'autonomie, de la viabilité et de la durabilité de la région de Tatamagouche. L'analyse de départ partait du constat que les communautés rurales contemporaines se trouvent appauvries par la fuite de richesses vers l'extérieur qu'entraînent l'importation de produits et de services et les difficultés à générer et à attirer des revenus. L'objectif derrière cette initiative était donc d'identifier et de combler les lacunes de ce que les leaders initiaux nommaient l'« infrastructure communautaire » locale, pour développer l'autonomie de la communauté. Trois domaines prioritaires avaient été identifiés au départ comme piliers de la viabilité et de l'autonomie d'une communauté rurale : l'énergie, la nourriture et les vêtements (le textile).

Cette initiative a tenté de mettre sur pied diverses stratégies axées sur deux objectifs complémentaires : favoriser la localisation des échanges et la rétention des richesses d'un côté, et de l'autre, attirer de nouvelles ressources dans la communauté. Elle s'est structurée autour de trois projets principaux, soit :

- a) des soirées de projections cinématographiques hebdomadaires, dont la mission était de mobiliser des personnes sensibles aux préoccupations des initiateurs ainsi que des fonds pour les différents projets ;
- b) un festival de films, le Tatamagouche Film Festival, dans le but d'attirer des fonds dans la communauté pour les différents projets ;
- c) un dispositif de monnaie sociale, le North Shore LETS, visant à permettre une localisation des échanges et une rétention des richesses au sein de la communauté.

Outre ces trois axes principaux, la Coopérative Sunrise a tenté, principalement au cours de ses deux premières années d'existence, une variété de projets allant d'un journal communautaire à un projet de transports communautaires local, en passant par un projet d'entreprise d'installation de chauffe-eau à panneaux solaires (D25) et par un projet de faire de Tatamagouche la sixième « ville équitable » au pays, grâce à un programme de certification développé au Canada par TransFair Canada (Transcontinental Media 2007 ; TransFair Canada 2009).

L'organisation fut durant cette période coordonnée en majeure partie par ses deux initiateurs, qui durent cependant quitter la région à la fin de l'année 2006. La période de flottement puis de transition qui suivit a permis de consolider deux des projets de la coopérative, soit le

LETS et les soirées de projections cinématographiques. La transformation organisationnelle qui s'est produite avec le départ des leaders initiaux a donc constitué une épreuve du temps et de la mobilisation pour les différents projets et a débouché sur un recentrage des énergies. Cette transition semble s'être solidifiée puisque de nouveaux projets émergent à l'heure actuelle. On compte en particulier un projet de restauration des arbres fruitiers et à noix de la région, cherchant à augmenter l'accès à des fruits et noix de source locale et à faire la promotion d'une plus grande autonomie alimentaire dans la communauté.

Bien qu'il s'agisse encore à l'heure actuelle d'une petite organisation, qui regroupe une soixantaine de membres si l'on compte les membres de la coopérative et du LETS, son étude est d'un grand intérêt pour la recherche en raison de la nature du projet de développement qu'elle a tenté de mettre en œuvre et du caractère novateur des solutions qu'elle propose aux problématiques de viabilité que connaît la région rurale de Tatamagouche. Si l'on examine cette initiative à la lumière de la cartographie du développement local que nous venons de présenter, plusieurs interrogations se dégagent :

Comment une communauté locale peut-elle parvenir à développer son autonomie grâce à un processus de développement local viable misant sur l'autodéveloppement et le localisme? Quelles sont les stratégies pouvant être utilisées afin de promouvoir ce type de développement? Comment ces stratégies peuvent-elles augmenter les capacités d'action au sein de la communauté par la formation ou le développement d'un système d'acteurs? Dans quelle mesure permettent-elles de mobiliser des ressources endogènes et exogènes au bénéfice de la communauté? Et enfin, dans quelle mesure favorisent-elles la construction du capital social et l'empowerment communautaire?

Nous avons mentionné qu'une stratégie centrale de la Coopérative Sunrise a été la mise sur pied d'un dispositif de monnaie sociale de type LETS. Comme c'est ce projet de monnaie sociale qui constitue en tant que stratégie de développement local viable le point focal de notre recherche, nous présenterons dans le prochain chapitre les traits principaux de la mouvance des monnaies sociales ainsi qu'une revue de littérature portant sur l'utilisation de celles-ci comme outils de développement.

CHAPITRE II

LES MONNAIES SOCIALES COMME OUTIL DE DÉVELOPPEMENT LOCAL PROGRESSISTE

2.1 Présentation générale

Le type de création monétaire non étatique que l'on qualifie aujourd'hui de « monnaie sociale » est un phénomène intimement lié à la société civile, issu d'une logique proactive de prise en charge de la part des communautés et d'une volonté d'action sur les processus qui les touchent. Le terme « monnaie sociale », dans ce contexte réfère selon la définition qu'en donne Jérôme Blanc (2007), à des monnaies « émises par des associations (formelles ou non) et dans de rares cas par des banques coopératives locales, dans des buts de solidarité, de développement du lien social, de développement local solidaire, etc. ». Bien que certaines expériences aient vu le jour sous l'impulsion d'institutions publiques, la mouvance des monnaies sociales est largement issue d'associations non gouvernementales, le plus souvent très petites.

À ce jour, on compterait entre 3 et 4 000 initiatives de monnaies sociales à travers le monde dans une quarantaine de pays (Blanc 2007). Ce que l'on appelle la vague contemporaine des monnaies sociales a débuté en Colombie-Britannique au début des années 1980. Sa diffusion à travers le monde à partir du milieu de cette décennie s'est d'abord déroulée dans le contexte de mutations économiques et sociétales importantes qu'ont connues les pays industrialisés depuis le début des années 1980. Elle est liée au déclin de l'État-nation et à la crise économique de cette décennie, à la mondialisation et à l'importance grandissante de la régulation marchande dans les sociétés occidentales, aux mutations du travail qui leur sont liées, ainsi qu'au développement de diverses mouvances d'opposition et de pratiques

alternatives aux valeurs et au fonctionnement du capitalisme contemporain⁶ (Blanc 2000 ; Thorne 1996, Tibbett 1996).

Plusieurs initiatives contemporaines de monnaies sociales ont pris naissance dans des situations de dépressions et de récessions économiques, comme cela a été le cas du premier LETS comme du premier système Hours⁷, mais contrairement aux situations de crises comme la Grande Dépression, qui avait également donné lieu à une vague de monnaies sociales, l'essaimage de celles-ci dans les années 1990 serait issu d'une insatisfaction plutôt « chronique » qu'« aiguë » (Thorne 1996:1366), et de ce que Blanc considère comme « une crise de la socialisation et du maintien dans la société de consommation du fait de l'exclusion de l'emploi de masses importantes d'hommes et du creusement des inégalités » (2000:217).

Les années 1980 et 1990 ont également vu l'internationalisation des réseaux de la société civile, qui ont joué un rôle de premier plan dans la diffusion des monnaies sociales. Cette internationalisation a été couplée, comme le soulignent Tibbett (1996:132) et Blanc (2000:269) au développement rapide des technologies de l'information et des communications, et en particulier d'Internet. Ces développements technologiques ont ainsi facilité la diffusion des innovations et des savoirs faire entre les différents contextes nationaux, en plus de permettre le développement d'outils facilitant la gestion des systèmes d'échange.

⁶ La vague contemporaine de monnaies sociales fait également écho aux expérimentations monétaires qui ont pris place sur les campus américains des années 1960 et à la première vague de création de monnaies alternatives qu'avait connu le 20^e siècle lors de la Grande Dépression, elle-même largement inspirée des travaux du théoricien brésilien d'origine autrichienne Silvio Gesell sur le concept de la « monnaie franche » ou « monnaie fondante » (Blanc 2000).

⁷ À la différence du modèle des LETS auquel s'intéresse cette recherche et que nous allons définir plus bas, les systèmes dits « Hours » utilisent une monnaie imprimée (manuelle), et une unité de compte basée en théorie sur l'heure (malgré qu'un taux horaire par défaut permette de calculer une conversion en monnaie nationale). Les systèmes Hours sont inspirés du modèle de l'Ithaca Hours mis sur pied en 1991 par Paul Glover dans une petite ville de l'État de New York nommée Ithaca. Pour une analyse approfondie des systèmes Hours, voir : North (1998) ; Glover (2000) ; Jacob et al. (2004) ; Collom (2005) ; Leposfsky et Bates (2005) ; Mascornick (2007).

Ainsi, bien que l'expérimentation monétaire que porte la mouvance de monnaies sociales qui débute dans les années 1980 ne soit pas une idée nouvelle, mais plutôt la continuation de réflexions plus anciennes, sa différence majeure d'avec les expériences antérieures est bien expliquée par Blanc :

ce dynamisme [...] n'a pas d'équivalent dans l'histoire puisque les seules vagues de grande importance étaient issues de véritables catastrophes politiques, économiques et sociales qui, hormis au début des années 1930, étaient moins un phénomène international relayé par des réseaux actifs que le résultat de situations nationales spécifiques. (Blanc 2000:236-237)

2.1.1 Monnaies sociales et monnaies locales

Comme nous venons de le définir, les *monnaies sociales* sont des monnaies émises généralement sous l'impulsion de groupes de la société civile, dans des objectifs de développement, qu'il soit économique, communautaire, durable, viable ou autre.

Cependant, le terme « *monnaie locale* » est aussi couramment utilisé, surtout dans le langage courant, afin de désigner peu ou prou la même réalité que le terme « monnaie sociale », mais en soulignant plutôt l'échelle à laquelle se réfère la monnaie que la mission sociale qu'elle peut porter. Selon Blanc⁸, ce terme désignerait plus spécifiquement la vocation économique d'une telle monnaie que sa dimension sociale (Blanc 2006b:37). Ce terme souligne aussi le fait que ces initiatives s'inscrivent dans une perspective de *localisme* monétaire, par la création d'une monnaie qui ne puisse circuler que dans un espace local particulier. Comme l'a observé Blanc (2002a:350), le local peut être défini sur une base *communautaire* ou *territoriale*, définissant différemment le « groupe humain » auquel s'adresse la monnaie. Ainsi, le *localisme communautaire* organise un espace d'échange qui correspond à la « communauté » des membres et se distingue du *localisme territorial*, qui caractérise les monnaies sociales utilisant une monnaie imprimée, où l'espace d'échange correspond à

⁸ Comme cet auteur est à la source d'une riche littérature et de synthèses importantes sur le phénomène des monnaies sociales à travers le monde (voir en particulier Blanc 1998, 2002b et 2006), ce chapitre compte un grand nombre de références à ses travaux.

l'espace où circulent effectivement les billets. En général, les LETS organisent un localisme communautaire alors que les systèmes de type Hours répondent plutôt à un localisme territorial (Blanc 2000, 2002a).

Les monnaies sociales ont constitué à partir de la fin des années 1980 une innovation qui s'est diffusée rapidement tout en se diversifiant pour s'adapter à de nouveaux objectifs et aux contextes culturels et nationaux dans lesquels elle a été intégrée. Le modèle général des LETS, qui s'inspire du LETSystem de Michael Linton, mis en place dans la petite ville de Courteney sur l'île de Victoria en 1984, et ayant donné le coup d'envoi à la vague contemporaine de monnaie sociale (Blanc 2000), a donné lieu à des applications variées.⁹ D'autres modèles « canoniques » ont aussi vu le jour au cours des années, dont les trois plus connus sont les systèmes dits de type « Hours » (Glover 2000; Collom 2005; North 1998) et les Time Banks (Collom 2007; Lee et al. 2004), tous deux d'origine américaine, ainsi que les systèmes de *trueque* originaires d'Argentine (Montillet 2003). Mais les monnaies sociales forment en réalité une mouvance hétérogène et diversifiée qui n'est pas réductible à ces modèles. Grâce aux expérimentations successives, au perfectionnement des dispositifs et à une meilleure compréhension de leurs forces et de leurs faiblesses respectives, d'autres types d'initiatives ont été tentés, allant de systèmes hybrides, à des modèles intégrant des éléments de microfinance comme celui mis en œuvre par l'ONG néerlandaise Strohalm à Fortaleza au Brésil (Ferreira et Moers 2006).

2.1.2 Le modèle général des LETS

Le modèle général de monnaie sociale appelé Local Exchange and Trading System (LETS)¹⁰, duquel s'inspire le cas qui fera l'objet de cette étude, fonctionne à partir d'une monnaie purement scripturale dont les unités sont échangées entre les membres d'une communauté

⁹ Une analyse de cette diversité et des caractéristiques des différents systèmes peut être trouvée en particulier dans : Blanc et al. (2003), Lee et al. (2004), et Blanc (2006c).

¹⁰ L'utilisation de l'acronyme anglais nous permet de faire référence à un modèle général, le terme français « système d'échange local » (« SEL ») faisant généralement référence à la particularité des initiatives développées en France. Boulianne utilise également l'expression « système d'échange de proximité » pour désigner les dispositifs québécois inspirés du modèle LETS (Boulianne 2005).

d'échange par l'intermédiaire de chèques émis chaque fois par l'acheteur. Chaque transaction est ensuite enregistrée par une comptabilité centrale, qui débite et crédite respectivement les comptes de l'acheteur et du vendeur du montant de la transaction. La monnaie est donc créée, non pas par une organisation centrale, mais par les participants au moment même de l'échange, et le solde total de tous les comptes est théoriquement nul – lorsque la comptabilité du système est cohérente et bien construite (Jackson 1997). Ces systèmes d'échange organisent ainsi une localisation des échanges basée sur un localisme communautaire, où la communauté en question constitue une communauté *ad hoc*, définie par l'appartenance au système d'échange (Blanc 2002:350). Les offres de biens et services de chaque membre sont habituellement publiées dans un bottin ou un bulletin des membres.

Ces systèmes d'échange fonctionnent sur la base d'un crédit accordé par la collectivité à chaque individu : les participants n'ont pas besoin de gagner les unités locales avant de les dépenser. L'« endettement » des individus envers l'ensemble constitue une prémisses des systèmes LETS, mais cette dette constitue plutôt un engagement moral à gagner à son tour des unités (à redonner à la communauté l'équivalent de ce que l'on a reçu), et à ne pas partir endetté(e), bien que chaque membre reste à tout moment libre d'échanger ou de ne pas le faire. La confiance à la base des LETS est donc une confiance communautaire, interpersonnelle, contrairement à la monnaie conventionnelle qui repose sur une confiance accordée à l'institution d'émission (Pacione 1997:418).

Afin de réguler la circulation de la monnaie et prévenir les abus, plusieurs dispositifs publient périodiquement les soldes des comptes des participants, et les participants peuvent avoir la possibilité de vérifier le solde du compte d'un autre membre avant de décider d'échanger avec lui ou elle. Certains établissent de plus un plancher afin de limiter l'endettement, et d'autres établissent même un plafond, afin de limiter le développement de « puits » (Jackson 1997), c'est-à-dire de membres acceptant trop d'unités sans parvenir à les dépenser. Ces mécanismes ne sont pas sans failles, et il arrive que des membres partent en laissant derrière eux des dettes, importantes ou non, ce qui pose pour les organisations le défi de gérer efficacement ces fuites éventuelles du point de vue de la comptabilité (*id.* :7).

Un autre principe à la base des LETS, en accord avec l'idée selon laquelle la monnaie constitue un *moyen d'échange* et non une *réserve de valeur*, est l'absence d'intérêt sur les soldes des comptes, tant positifs que négatifs. L'accumulation d'unités n'a donc aucune utilité en elle-même, sauf dans le cas de la planification d'un achat plus grand que la limite de crédit. Certains systèmes peuvent mettre sur pied des banques LETS ou des banques coopératives afin de faciliter de tels achats importants et faire en sorte qu'ils ne freinent pas la circulation monétaire. Des associations, comme certains SEL français et les systèmes dits « Talent » dans les Alpes germaniques, choisissent d'aller plus loin dans cette réflexion sur l'intérêt en mettant en place un intérêt négatif, inspiré du principe de la monnaie fondante élaboré au début du 20^e siècle par le théoricien brésilien d'origine autrichienne Silvio Gesell. Cet intérêt négatif permet alors de décourager à la fois l'accumulation et la stagnation, il sert ainsi à dynamiser les échanges plutôt que de constituer un moyen d'accumulation (Blanc 2006b:36).

Bien que l'administration de plusieurs systèmes repose sur le bénévolat (Lee et al. 2004), la gestion et la comptabilité de ceux-ci impliquent certains coûts, et différents moyens peuvent être utilisés par l'administration des organisations comme mécanismes de recouvrement de coûts : prix du bulletin de l'organisation, frais d'adhésion, frais périodiques (annuels, semestriels, trimestriels, mensuels, etc.), frais de transactions, taxe ou frais administratifs (Complementary Currency Database 2008a), plusieurs approches peuvent être choisies. Certaines organisations organisent aussi des événements dans le but de recueillir des fonds et d'autres reçoivent des subventions publiques ou des prêts d'espace ou de matériel.

2.1.3 Les objectifs des monnaies sociales

Malgré la grande diversité des visions et des perspectives que l'on retrouve parmi les initiatives de monnaies sociales, une revue de la littérature nous permet de distinguer quatre objectifs centraux à partir desquels on peut cartographier une grande partie des initiatives existantes (Blanc 2006b:32-39 ; Seyfang 2001). Ces quatre types de mobiles concourent de

différentes façons à une perspective de développement local viable, en s'adressant à ses dimensions économiques, sociales/communautaires ou environnementales.

La localisation des échanges

Le motif de *localisation des échanges* qui est au cœur même de l'idée d'une monnaie « locale » provient d'une volonté de protection des espaces économiques locaux d'un drainage des richesses et d'un appauvrissement liés à la fuite des revenus hors des communautés. Cet appauvrissement – réel, mais aussi issu d'une représentation monolithique de la monnaie – est causé par l'achat de biens et de services en provenance de l'extérieur ainsi que par la dépendance envers un moyen d'échange rendu rare par sa fonction de réserve de valeur. On cherche donc la localisation des échanges dans le but de dégager un espace local donné des flux de la mondialisation liés aux mouvements de capitaux et des conséquences néfastes de ceux-ci, et de favoriser ainsi le bien-être socio-économique des communautés et des producteurs, commerçants ou micro-, petites et moyennes entreprises locales. Il s'agit donc d'augmenter le « multiplicateur économique » local (Seyfang 2006:386 ; Williams 1996b:232).

Cette localisation des échanges peut aussi être pensée comme une localisation des *relations* d'échange, et comme une façon de favoriser le tissage de réseaux d'entraide au sein d'une communauté pour permettre une densification sociale et communautaire locale. Même si la localisation par le médium monétaire est d'abord associée à des objectifs économiques, elle est aussi porteuse d'une dimension sociale et communautaire importante et a été promue en tant que telle (voir en particulier Williams et al. 2001).

La dynamisation des échanges

Les monnaies sociales ou locales incluent aussi en général une visée de *dynamisation des échanges* (Blanc 2006b:34). Cette dynamisation peut être vue comme la conséquence « mécanique » de leur localisation, mais peut aussi être facilitée par le fonctionnement des dispositifs mis en place.

Par exemple, les LETS intègrent cette fonction en instaurant un accès gratuit au crédit. Ces systèmes sont fondés, comme le note Thorne (1996), sur une théorie de la valeur partant du principe de l'abondance, plutôt que sur le principe de rareté qui caractérise la monnaie conventionnelle.¹¹ Les initiatives intégrant des principes de la pensée de Silvio Gesell sur la monnaie franche (voir l'article 2.1.2) incarnent une version forte de cet objectif en taxant d'une « oxydation » monétaire périodique les soldes des comptes positifs (Blanc 2006b:34-37).

La transformation des échanges

Les monnaies sociales peuvent aussi intégrer un désir de *transformation des échanges* eux-mêmes. Ce motif s'exprime de façons différentes, mais il émane généralement d'un désir de privilégier la dimension relationnelle de l'échange aux dépens de son caractère instrumental. Cette perspective serait dominante au sein des SEL français – qui l'expriment d'ailleurs par l'adage selon lequel « le lien est plus important que le bien » (Blanc 2000:263) – mais elle est aussi une couleur importante des « systèmes d'échange de proximité » québécois étudiés par Boulianne (2005, 2006) et de la vision des LETS qui s'est répandue au Royaume-Uni, où l'on utilise en anglais l'expression de « relationship trading » (North 1999:81). Comme le fait remarquer Boulianne (2005:181), ces dispositifs « rompent avec la forme instituée et largement hégémonique de l'échange marchand dans l'économie capitaliste », et à ce titre,

¹¹ Pour un exposé critique des écueils potentiels d'une théorie de la valeur fondée sur l'abondance, voir Jackson (1997).

cette approche des LETS est axée sur une forme de « réencastrement » de l'économie dans le social (Thorne 1996 ; Seyfang 2001:588-589). Blanc et al. (2003:92-94) identifient les dispositifs s'inscrivant dans cette perspective comme des « LETS à dominante réciproitaire », qu'ils situent par rapport aux « LETS à dominante marchande ». Pour ces auteurs, ces deux « pôles » que l'on observe dans les LETS s'inscrivent tous deux au sein de l'économie solidaire, mais l'abordent d'un angle différent. Alors que les premiers répondraient au « principe politique de l'économie solidaire » en s'adressant aux apories de l'économie conventionnelle par le passage à une logique de réciprocité, les seconds se rapporteraient « au principe économique » de celle-ci, en rationalisant les échanges au bénéfice de la communauté par leur localisation.

Le motif de transformation des échanges peut aussi donner lieu à l'instauration de principes d'évaluation égalitarienne du travail (voir par exemple North 1999 ou Boulianne 2003), où le temps de chaque individu est considéré comme étant d'une valeur égale, peu importe ses compétences et la nature des biens ou services échangés. Une telle approche permet de remettre en question la façon dont on valorise les différents types de travail, et en particulier la distinction entre le travail informel ou domestique non rémunéré (souvent accompli par les femmes) et le travail formel payé (Boulianne 2003:183 ; Seyfang 2001:981). Certains dispositifs utilisent une unité de compte non traduisible en monnaie nationale, ou encouragent une fixation des prix en fonction de la relation existante entre les deux échangistes (Blanc 2000:266), pouvant ainsi mener à terme à des échanges – et idéalement à une économie – sans monnaie. Il peut aussi, comme c'est le cas dans les LETS anarchistes étudiés par North (1999, 2006), constituer une forme de « lutte micropolitique » et d'« espace hétérotopique » cherchant à mettre en lumière les relations de pouvoir existant dans l'espace local, pour permettre l'émergence d'une « société sans exploitation » où les échanges ne sont pas soumis à la discipline du travail qu'impose la rareté de la monnaie conventionnelle (North 1999:71, 2006:176). Les monnaies sociales constituent donc à ce titre une forme d'expérimentation culturelle avec des pratiques et des représentations distinctes de l'éthos de l'économie capitaliste dominante.¹²

¹² Cette expérimentation ne touche pas seulement la transformation des échanges : la création monétaire en elle-même représente une mise à distance symbolique et représentationnelle importante

Le développement viable et durable

Cette typologie gagne cependant à être complétée à l'aide des travaux de Seyfang (2001), qui s'est intéressée aux LETS en tant qu'initiatives de développement viable et durable [*sustainable local development*], en mettant un accent particulier sur sa dimension environnementale.¹³ L'importance des réseaux écologistes et des « new economics » dans la diffusion des LETS qu'ont observée plusieurs auteur(e)s (Lee 1996 ; Williams 1996a, 1996b ; Tibbet 1997 ; Gran 1998 ; O'Doherty et al. 1999 ; Caldwell 2000 ; Seyfang 2001 ; Aldridge et Patterson 2002) montre que le motif environnemental ainsi qu'une vision forte, voir radicale, du développement durable, joue un rôle central dans la diffusion de ces initiatives.

Ce motif chevauche en partie les précédents, entre autres dans l'importance accordée à la localisation des échanges. Ce dernier est en effet consubstantiel à la réalisation d'objectifs de développement durable et viable, en encourageant la production locale, et en diminuant la distance que doivent parcourir les biens et l'énergie que consomme leur transport, en arrimant les communautés avec leurs ressources locales et les conditions de l'équilibre environnemental de leur territoire. Comme le souligne Seyfang (2001), la vision forte du développement durable et viable dont il est question, en tant qu'elle tend à s'intégrer à une vision globale alternative des rapports économiques et sociaux, engage également une transformation des valeurs relatives à l'emploi et au réencastrement des échanges dans un espace social communautaire. Cependant, le motif environnemental qui l'accompagne donne aussi lieu à des objectifs spécifiques, comme celui de la transformation des habitudes de consommation ou du développement de réseaux sociaux environnementaux et d'une

par rapport à la vision d'une monnaie monolithique, centralisée et nécessairement rare, donc l'émission est l'apanage seul des institutions étatiques et monétaires. Même si l'on ne considérait la création monétaire locale que comme une « technologie » destinée au développement économique, sans programme social ou culturel plus large, cette création est elle-même porteuse d'un « message politique libertaire puissant » [traduction] (Lee et al. 2004:604).

¹³ À la différence des travaux de Seyfang, qui traitent plutôt de la dimension environnementale des LETS, notre recherche s'intéresse surtout aux dimensions économiques, sociales et communautaires du développement local viable/durable. C'est pourquoi nous avons choisi à la section 1.5 de parler de développement local *viable*, même si nous favorisons plutôt dans la présente section le terme *durable* afin de mieux rendre compte du questionnement propre à cette auteure.

communauté de valeurs permettant et facilitant la mise en œuvre quotidienne de pratiques et d'un mode de vie en accord avec cette vision environnementaliste (Seyfang 2001:981-982).

2.2 Les monnaies sociales comme outils de développement

En raison de l'expansion rapide des monnaies sociales et des LETS en particulier dans les pays occidentaux au cours de la deuxième moitié des années 1990, un grand nombre de chercheurs et de chercheuses se sont intéressé(s) à l'étude de cette mouvance et à ses potentiels et impacts en termes de transformations socio-économiques ainsi que de développement – tant économique, communautaire, durable ou viable que rural.

Différents constats sont sortis de ces recherches. D'abord, la mise sur pied et le développement des monnaies sociales sont intimement liés aux mouvements sociaux et aux réseaux environnementaux, altermondialistes et contre-culturels (Tibbet 1997 ; Pacione 1997 ; Blanc 2002 ; North 1998). La forte proportion d'adhérent(e)s de ces mouvements dans le membership des initiatives de monnaies sociales ainsi que le capital culturel dont sont généralement porteurs ceux-ci (O'Doherty 1999:1645 ; Williams 1996b:238 ; Williams et al. 2001:360 ; Aldridge et al. 2001:573-577 ; Offe et Heinze 1992) font en sorte qu'ils constituent généralement plutôt une forme de militance que de lutte contre l'exclusion accessible aux groupes marginalisés.

Cette association entre les monnaies sociales et une mouvance de pratiques alternatives à contre-pied des valeurs économiques et sociales dominantes est centrale. En effet, comme le souligne Blanc (2002:7), « [c]réer un dispositif de monnaie sociale est en effet un acte de militance » qu'une auteure comme Tibbett qualifie même de « monetary dissent » (Tibbett 1997:134). Une des particularités de cette militance monétaire est son inscription de fait dans une approche volontariste, « issue du constructivisme d'une marge agissante des populations » (Blanc 2000:2360) que certains nomment une perspective « *do-it-yourself* » (Purdue et al. 1997 ; North 1998 ; Schroeder 2006 ; Lee et al. 2004). Ces initiatives

s'inscrivent en tant que telles dans une volonté de prise en mains du destin collectif caractéristique de l'autodéveloppement illustré plus haut à l'article 1.5.1.

Certaines recherches ont souligné l'intérêt particulier des monnaies sociales pour le développement et l'empowerment de collectivités rurales dans le contexte de drainage des richesses lié aux flux de l'économie mondialisée et à un rapport inégal avec les villes. Une revue de la littérature nous permet aussi de relever certains avantages que présentent les communautés rurales pour le développement d'un LETS et certaines difficultés associées à ce contexte.

Cela étant dit, les recherches observent aussi que les projets basés sur le modèle des LETS parviennent difficilement à constituer un moyen de développement économique, en raison du bas niveau des échanges, conséquence de certaines limites structurelles récurrentes, mais aussi en raison de leur caractère alternatif, qui en fait des lieux d'expression et d'expérimentation avec des valeurs et des pratiques différentes de celles de l'économie conventionnelle. À l'inverse, ces études montrent clairement l'importance sociale des initiatives LETS pour les communautés en tant qu'outil de développement des réseaux sociaux et de construction de capital social. Ils recèleraient aussi un potentiel de création d'espaces publics de proximité, malgré que certains enjeux relatifs à la gouvernance puissent limiter ou contrecarrer la réalisation de ce potentiel.

2.2.1 Les monnaies sociales en contexte rural

D'après les écrits que nous avons pu recenser, peu d'études disponibles en français ou en anglais ont été réalisées sur des initiatives de type LETS en milieu rural.¹⁴ Nous ne disposons

¹⁴ Nous avons recensé deux études portant spécifiquement sur les potentialités des LETS relativement au développement rural (Williams 1996b ; Pacione 1997), ainsi que deux études mentionnant qu'une part de leur échantillon provenait de milieux ruraux, mais n'ayant pas examiné spécifiquement cette dimension (Seyfang 2001 ; Boulianne 2003, 2006). Quelques recherches mentionnent ça et là des observations ou des comparaisons entre LETS ruraux et urbains (par exemple Lee 1996 ; Laacher 1999).

donc pas de données nous permettant d'évaluer précisément leur importance numérique à l'heure actuelle, mais il est clair que plusieurs initiatives ont été tentées à ce jour dans des communautés rurales à travers le monde occidental.

Selon des données du milieu des années 1990, les LETS étaient présents dans les zones rurales de la plupart des pays occidentaux (Pacione 1997:418 ; Williams 1996b:231). Environ 60 % des LETS australiens étaient alors situés en milieu rural, ainsi que 40 % des LETS néo-zélandais et environ 46 % des LETS du Royaume-Uni (Williams 1996b:231). De plus, la diffusion des LETS au Royaume-Uni (Williams 1996b:234) tout comme en France (Blanc 2002:22 ; Laacher 1999:4) aurait commencé en région rurale, pour ensuite se répandre dans les régions urbaines, ce qui irait, d'après Williams (1996b:234) à l'encontre de l'idée largement répandue selon laquelle les innovations débutent généralement en ville.

L'intérêt particulier des LETS pour les régions rurales

Les communautés rurales sont généralement désavantagées par rapport aux centres urbains dans les flux de capitaux qui forment la territorialité de l'économie contemporaine, où la monnaie tend à se déplacer vers les endroits offrant les plus hauts rendements potentiels (Pacione 1997:415). Ce phénomène se traduit par un drainage de richesses pour les communautés peu « compétitives » sur le marché des capitaux et appauvrit ces dernières tout en réduisant leur pouvoir de régulation sur elles-mêmes, du fait d'une dépendance accrue envers l'extérieur.

Comme l'a souligné Williams (1996b), les stratégies de développement économique généralement appliquées aux communautés rurales sont souvent fondées sur la théorie de la base économique et privilégient l'attraction de richesse et la création de revenu par l'exportation de biens et de services,¹⁵ alors que, dans les mots de cet auteur, les économies

¹⁵ Ce qui se traduit dans l'importance accordée aux industries de ressources et aux industries manufacturières, et plus récemment, dans le développement de l'industrie touristique.

rurales « fuient comme des passoirs » [traduction] (Williams 1996b:233)¹⁶. Le résultat étant que les revenus nets de ces communautés augmentent difficilement.

Les communautés rurales ont donc en théorie d'autant plus à gagner d'innovations permettant la localisation et la dynamisation des échanges au sein d'un territoire donné. Cependant, la promotion de politiques d'achat local fait généralement face aux obstacles importants du manque de variété de produits et services disponibles dans les communautés rurales par rapport aux centres urbains, et des prix plus élevés des produits disponibles localement par rapport à ceux des grandes surfaces urbaines. Les résidents des communautés rurales préfèrent donc souvent se rendre en ville faire leurs emplettes (*id.*:233), plutôt que d'acheter chez les commerçants locaux. Par ailleurs, des produits vendus localement mais achetés à des fournisseurs extérieurs constituent aussi une perte de revenus pour la communauté (*id.*:233).

Ainsi, le localisme monétaire, en raison de la localisation et de la dynamisation des échanges qu'il permet, a été associé à la possibilité de prévenir les fuites de richesse et d'encourager le développement de substituts d'importation pour les communautés rurales en vue d'augmenter leur autonomie (Douthwaite 1996 ; Pacione 1997:418 ; Fondation STROhalm 2005:4). L'émission monétaire locale permettrait aussi aux communautés de s'affranchir de la rareté monétaire par la production locale d'un outil d'échange qui soit à la hauteur des besoins d'échange et de l'offre et demande de biens et services locaux (Williams 1996b:233). « L'abondance » relative de monnaie locale rendrait du même coup les prix des marchandises locales compétitifs par rapport à ceux des marchandises d'origine extérieure.¹⁷

¹⁶ « The consequence is that many rural economies leak like a sieve. Indeed, so rarely is this considered important that evidence on the extent to which rural economies leak is very rare. One exception is Polese (1982), who finds that over half of regional service demand in a rural area of Quebec is satisfied by imports. » (Williams 1996b:233).

¹⁷ Il est intéressant de noter que cette réaction à la rareté monétaire n'est pas unique à l'époque actuelle, au contraire. Comme le montre Eric Helleiner dans un article sur l'histoire des processus d'uniformisation monétaire nationale en Amérique du Nord (qui se sont déroulés au 19^e siècle), les monnaies émises par des agents privés, qui formaient la majorité de la masse monétaire circulant dans l'économie canadienne jusqu'à la fin des années 1870, ont continué à jouer un rôle important dans les régions rurales et éloignées de l'Ouest canadien où la monnaie nationale était encore rare (Helleiner 1999:319).

Les avantages des zones rurales pour le développement de LETS

En plus de l'intérêt particulier que pourrait présenter la mise en place d'une monnaie locale pour une communauté rurale, la littérature sur les LETS nous permet d'identifier quelques avantages spécifiques d'un contexte rural pour une telle initiative.

L'interconnaissance et l'identité socioterritoriale : d'une part, la structure d'interconnaissance caractéristique de la vie dans une petite communauté pourrait favoriser le développement d'un LETS grâce à la capacité de diffusion de l'information et de mobilisation associée aux réseaux sociaux, et grâce à la mobilisation de ressources institutionnelles que peut favoriser la proximité relationnelle avec les élus locaux et les acteurs économiques. Comme le souligne Laacher, ces facteurs font en sorte que le « *taux d'influence* » des LETS pourrait être plus important dans une petite communauté que dans un grand centre (1999:4). Montillet, qui a analysé le développement rapide et le déclin des réseaux de *trueque* [troc] en Argentine, signale que le plus grand succès des réseaux des zones rurales et éloignées a été dû en partie aux « liens plus étroits avec les institutions locales et les acteurs économiques de leur zone » établis par les communautés locales (2003:156). La capacité d'établir des liens avec des acteurs locaux peut également jouer dans la capacité de mobilisation des médias locaux, capacité qui serait, d'après les observations faites par Lee (1996:1388), un moyen efficace et sans pareil de rejoindre une masse critique d'adhérents en même temps que de s'adresser à des segments plus larges de la population en comparaison avec d'autres moyens de recrutement passant par les réseaux et le bouche à oreille.

D'autre part, plusieurs auteurs ont fait état de l'importance de l'identité socioterritoriale dans le développement d'une telle initiative, ainsi que la mobilisation d'adhérents et la création d'un espace social de délibération communautaire (Lee 1996:1388 ; Pacione 1997:418 ; Blanc 2006c:194). Sans vouloir tomber dans une image pastorale de la communauté rurale, l'isolation relative des communautés rurales et l'interconnaissance peuvent être des facteurs favorisant le développement d'un tel ancrage socioterritorial. Cependant, la distance et l'éparpillement géographiques associés aux territoires ruraux peuvent avoir un effet contraire sur la cohésion nécessaire à l'établissement d'un système d'échange (Lee 1996:1388).

La nature des ressources locales : dans des études de cas ayant porté sur des LETS ruraux du Royaume-Uni, Pacione (1997:421-422) et Williams (1996b:239) ont tous deux souligné que la nourriture occupait la part proportionnellement la plus importante des échanges des adhérents. La production de nourriture, rendue possible par le bassin de ressources locales des communautés rurales, était même sous-représentée par rapport à l'importance de la demande (Pacione 1997:425). Ainsi, à la différence des LETS urbains, les LETS ruraux pourraient mieux répondre à des besoins essentiels, en rendant disponible des biens de première nécessité grâce aux capacités de production et aux ressources locales généralement associées aux contextes ruraux.¹⁸ Une étude pancanadienne portant sur les pratiques d'autosubsistance dans les milieux ruraux et réalisée en 2001 dans le cadre d'un projet de recherche également pancanadien sur la « nouvelle économie rurale » fait par ailleurs état de l'importance persistante de ces pratiques au sein du « paysage culturel » du Canada rural (Teitelbaum et Beckley 2006:123).

Défis particuliers associés aux LETS ruraux

Différents défis peuvent être associés au développement d'un système d'échange dans une communauté rurale, le premier étant la distance, qui peut constituer un coût de transaction important. Celle-ci est identifiée par Pacione (1997:424) comme un obstacle proprement rural à la croissance des LETS qu'il a étudiés, alors que Williams (1996b:235) a observé que les LETS ruraux situés dans des villages tendent à présenter de plus hauts niveaux d'échange que ceux situés dans des régions plus dispersées géographiquement. Cette observation s'expliquerait en partie du fait qu'une part importante des échanges concerne les services de proximité, qui sont habituellement achetés sur un territoire restreint (*id.*:235 ; Seyfang 2001:93).

¹⁸ L'idée d'un réseau de petits producteurs est au centre du concept de *prosommateur* (producteur-consommateur) mis en œuvre par les réseaux de *trueque* (Montillet 2003:139) ainsi que les initiatives de la Fondation STROhalm développées en Amérique du Sud (voir entre autres Fondation STROhalm 2005:3).

D'autre part, tant Pacione (1997:420) que Williams (1996b:236) ou Blanc (2000:271) ont observé que les LETS ruraux écossais, anglais et français présentaient une forte proportion de nouveaux venus ou de « néo-ruraux » parmi leurs membres. Différentes raisons peuvent être avancées pour expliquer ce phénomène, dont le fait que les gens natifs du lieu disposent souvent déjà de réseaux de soutien informel et n'ont donc pas besoin d'un système d'échange supplémentaire (Williams 1996b:236). On a observé également un phénomène d'exclusion non intentionnelle liée aux méthodes de recrutement et au profil culturel des militants (Williams 1996b:235-236 ; Lee 1996:1388).

À cet égard, Purdue et al. (1997) remarquent les tensions dont peuvent être porteuses ces initiatives quant à la définition même du « local » auquel appartiennent les membres de cette communauté d'échange, du fait qu'ils tendent à être majoritairement composés de personnes à la fois membres d'une culture alternative et originaires de l'extérieur de la communauté. En tant que tels, ils peuvent être porteurs d'une nouvelle définition du local construite à partir de réseaux de significations différents de ceux que porte la communauté locale, définis géographiquement et historiquement, et cela en particulier dans leur propension à mettre l'accent sur la dimension « glocale » [traduction] du local (*id.*:663). Comme ces auteurs le formulent bien :

« Thus LETS resemble former versions of community activism, in that they both attempt to mobilize local communities and to impose a new social movement definition of the local community. That is, they blur the distinction between geographical proximity and like-mindedness. The LETS definition of local community is filtered through the symbolic universe of one particular milieu which contests existing definitions claiming the support of local tradition.[...] LETS are clearly the shared milieux of likeminded people, but they also claim a geography and therefore a construction of locale. » (Purdue et al. 1997:659-660).

En contraste avec ces observations cependant, Halfacree, dont nous avons présenté la typologie des espaces ruraux postproductivistes au premier chapitre, avance que les systèmes d'échange locaux – comme les initiatives d'agriculture soutenue par la communauté – pourraient constituer des lieux de dialogue, permettant à des espaces de ruralité radicale de s'ouvrir à la communauté plus large (2007:137). Selon cet auteur, ces initiatives pourraient,

contrairement à d'autres pratiques de construction de ruralités radicales, favoriser le passage d'une perspective de transgression ou d'un refus de participer à la société plus large, à une perspective mettant plutôt de l'avant un désir de prise en charge au sein d'une communauté. Les LETS sembleraient donc constituer des espaces de possibilités à la fois que des communautés plus restreintes, axées sur les valeurs et la sociabilité.

2.2.2 Impacts et défis des LETS en termes de développement économique

Comme nous l'avons souligné, la localisation des échanges et leur dynamisation au sein d'un espace local constituent deux mobiles centraux pour l'établissement de monnaies locales. En raison de l'expansion rapide des LETS dans les pays occidentaux au cours de la deuxième moitié des années 1990, nombre de chercheur(e)s se sont intéressé(e)s au potentiel de lutte contre l'exclusion et de développement économique des monnaies sociales et des LETS en particulier.

Ces recherches sont arrivées à des résultats mitigés, qui se résument cependant pour la plupart en ces termes : malgré le potentiel qu'ont les LETS de permettre un accès à l'emploi ou au crédit pour les personnes qui en sont exclues dans le marché formel, ou malgré les espoirs qu'ont pu avoir certains promoteurs d'arriver à un développement local solidaire, peu d'initiatives LETS parviennent à des réalisations significatives en ce sens, en grande partie en raison du fait que les niveaux réels d'échange sont beaucoup trop bas pour constituer un revenu ou une activité de subsistance et avoir un impact économique (Williams 1996a, 1996b ; Pacione 1997 ; Van Ouytsel et Vanderweyden 2004 ; Aldridge et Patterson 2002 ; Seyfang 1996, 2001). De plus, les LETS ne parviendraient pas à attirer beaucoup d'entreprises (North 1998:120).

Plusieurs facteurs ont été avancés pour expliquer cette basse intensité des échanges, dont la plus importante semble être la taille limitée des dispositifs et le manque de diversité de l'offre et de la demande (Seyfang 2001b ; Aldridge et Patterson 2002). D'autres raisons identifiées dans la littérature tiennent à la dispersion géographique des membres (en particulier dans les

LETS ruraux), au poids du travail administratif exigé pour gérer le système, aux législations ou à leur ambiguïté concernant le statut des « revenus » tirés d'une activité dans un LETS pour le calcul des prestations d'aide sociale, au manque de confiance personnelle chez les adhérents, à une barrière psychologique à l'idée de se trouver « endetté(e) » envers la communauté, à l'inefficacité ou encore au caractère informel des relations d'échanges pouvant entraîner des problèmes de qualité (Seyfang 2001:590 ; Aldridge et Patterson 2002:375-379). Comme l'observe Seyfang, le fonctionnement même des LETS, qui tend à donner une plus grande place à la relation communautaire et sociale que constitue l'échange, peut entraîner des coûts de transaction. Un de ses répondants souligne en effet que

« often LETS does not work for people if they do not enter into the "community spirit" of giving and sharing » (2001b:993).

Le paradoxe du développement économique par des pratiques alternatives

Ces différentes causes ont pour origine un paradoxe touchant les LETS, car les objectifs de développement économique se trouvent en tension avec un objectif de transformation de la nature de ces échanges, qui est lié quant à lui à un courant de pensée ainsi qu'à une famille de mouvements sociaux spécifiques. Comme l'exprime bien Gill Seyfang, même si d'une part « the value dynamics [present in LETS] remain powerful obstacles preventing LETS from mainstream integration », nombre de participant(e)s « enjoy LETS precisely because it is different. Mainstreaming LETS risks crowding out the social values which make it a distinctive economic and social sphere » (2001:591).

Une des conditions nécessaires à ce qu'un dispositif LETS puisse permettre une localisation et une dynamisation des échanges qui soit significatives sur le plan économique est l'atteinte d'une masse critique de participant(e)s, sans laquelle on ne peut avoir une diversité assez grande au sein du système pour permettre à des professionnels et à des entreprises locales de trouver une contrepartie – à la fois suffisante et pertinente – aux revenus gagnés en monnaie interne. Pourtant, les principes de fonctionnement avec lesquels fonctionnent généralement

les LETS semblent constituer un obstacle à l'intégration des entreprises (North 1998 ; Blanc 2006c). Ces limites s'expriment empiriquement dans le fait que les LETS attirent généralement beaucoup moins d'entreprises que les systèmes Hours, ou les systèmes d'échange interentreprises. Alors que l'Ithaca Hours comptait environ 400 entreprises participantes en 2004 (Collom 2004:1567), une recension de North (1998) montre que la quantité d'entreprises qu'attirent les systèmes LETS est en général minimale.¹⁹ Ceci s'explique par le fait que plus les principes de fonctionnement sont en rupture avec l'économie conventionnelle, plus l'atteinte d'une masse critique de participant(e)s devient difficile et plus les opérations des entreprises conventionnelles dans le dispositif deviennent complexes (North 1998).

Cela étant dit, certaines des limites économiques rencontrées par les LETS ont trait au modèle lui-même, fondé sur une monnaie multilatérale et un localisme communautaire. Le fonctionnement des LETS, basé sur un principe d'abondance où la monnaie n'a pas besoin d'être gagnée avant d'être dépensée, est, selon North, contraire à la « discipline du travail » que l'on retrouve dans l'économie conventionnelle (1998:128). La nécessité d'adhérer formellement au système pour pouvoir utiliser la monnaie sociale freine aussi son expansion, mais constitue parallèlement une forme d'engagement symbolique envers la communauté, qui favorise le développement de relations d'échange basées sur la confiance mutuelle et donc le développement communautaire (Blanc 2006c:183).

Le fonctionnement des LETS, qui accordent un « crédit » aux participants sous la forme d'un crédit à la consommation, s'accorde aussi difficilement à la mise en place de crédits d'investissement, qui permettraient d'encourager l'émergence de nouvelles activités économiques (Blanc 2006c:184). Si certaines initiatives ont l'ambition d'utiliser le crédit d'investissement afin de dynamiser l'économie locale dans une perspective de

¹⁹ « Williams (1996b, 264) found that only six of the LETS schemes he surveyed had over nine business members (7 per cent), while 28 (34 per cent) had no business membership and 18 (22 per cent) had one member. Linton's original Comox LETS system attracted two businesses, whose eventual departure from the system he felt was a contributory feature in its temporary stagnation. Manchester LETS, one of the world's largest at 550 members when surveyed by myself (North, 1997b), had eight businesses. » (North 1998:119)

développement local solidaire et intègrent des principes de microfinance, ces dernières sont rares, notamment en raison du degré de capacités techniques nécessaire à la mise en œuvre d'un tel système (*ibid.*). De plus, de telles initiatives utilisent généralement une monnaie manuelle (imprimée) (*ibid.* ; Mascornick 2007).

Ces facteurs limitatifs qui font partie du modèle général des LETS peuvent être conjugués à d'autres limites qui surviennent dans les dispositifs axés sur la transformation des échanges et établissant des règles internes supplémentaires. C'est le cas en particulier des *LETS schemes*, qui ont essaimé beaucoup au Royaume-Uni, ainsi que des SEL français, dont certains utilisent une unité de compte non traduisible en monnaie nationale ou encouragent une évaluation alternative et interne de la valeur des biens et des services échangés (Blanc 2002 ; North 1999).

Il semblerait donc que plus les LETS vont loin dans leur volonté de créer un espace d'échange en rupture avec l'économie conventionnelle, plus leur capacité d'engendrer des activités économiques significatives se trouve mise en jeu. Alors que le motif communautaire se réalise plutôt dans des dispositifs ayant une structure simple nécessitant relativement peu de travail administratif et de compétences économiques spécifiques, se prêtant donc mieux à l'horizontalité, à l'informalité et à la décentralisation des tâches, le deuxième pôle requiert un degré d'ingénierie plus élaboré et une charge de travail importante, qui nécessite souvent de faire appel à des compétences plus spécialisées, et parfois même à une banque coopérative locale. De plus, la mobilisation d'un nombre suffisant et assez varié d'entrepreneurs requiert généralement une plus forte ressemblance avec l'économie marchande de façon à ce que le système puisse s'insérer dans le tissu économique local. La monnaie scripturale des LETS et l'adhésion au système requise pour l'utiliser constituent toutes deux des mises à distance significatives par rapport au fonctionnement de l'économie conventionnelle. Au contraire, d'autres modèles et en particulier ceux utilisant une monnaie manuelle – tels que les systèmes Hours ou les projets associant monnaies locales et microcrédit²⁰ – sembleraient mieux se prêter à des activités de développement économique local. Mais inversement, plus l'on se

²⁰ Tels que ceux mis en œuvre par la Fondation STROhalm (voir Blanc 2006c, Ferreira et Moers 2006).

rapproche du modèle de la monnaie conventionnelle, plus les objectifs de transformation des échanges peuvent se trouver dilués (Blanc 2006c:192-194).

2.2.3 Impacts et défis des LETS en termes de développement communautaire

Si donc les initiatives LETS relevées dans la littérature que nous avons parcourue ne semblent avoir en général qu'un impact minime sur la situation économique de leurs participants, c'est que leur plus grande force se situe à un autre niveau, celui des relations sociales et des rapports de proximité au sein de la communauté. Comme le formulent Van Ouytsel et Vanderweyden (2004:71), il semblerait que la sociabilité constituerait la « fonction manifeste » [*manifest function*] des systèmes LETS.

Plusieurs études ont souligné que l'impact le plus cité par les participant(e)s des LETS est souvent un impact social, et que la participation au sein du système d'échange permet de développer des réseaux de sociabilité, que ce soit sous la forme de soutien ou d'amitiés (Williams 1996 ; Pacione 1997 ; Van Ouytsel et Vanderweyden 2004 ; O'Doherty et al. 1999 ; Williams et al. 2001). Les LETS seraient donc un moyen efficace de raviver les liens communautaires [*community renewal*] (Williams et al. 2001).

La création de réseaux sociaux et d'entraide

L'importance de la dimension sociale des LETS s'explique en partie par le fait que les participant(e)s à ces communautés d'échange seraient souvent des gens ayant peu de réseaux sociaux préalables. Blanc (2000:271) remarque que le « cheval de bataille » des LETS a été leur potentiel de développement d'une solidarité locale, et donc que la création d'un LETS viendrait d'un sentiment du manque d'une telle solidarité ». Dans la même veine, Williams et al. (2001:357) ont montré que les participants aux systèmes britanniques sont en très forte proportion des personnes qui ont peu de réseaux sociaux ou de filiation là où elles habitent, et Purdue et al. (1997:659) soulignent à partir d'une étude sur les LETS du sud-ouest de

l'Angleterre que le membership de ces derniers est composé pour une large part de nouveaux venus dans la communauté.

Comme nous l'avons souligné, cette situation est particulièrement vraie des LETS ruraux (Pacione 1997 ; Williams 1996b ; Blanc 2000). Williams observe à cet égard que pour les nouveaux arrivants dans la communauté, « the LETS represents a means of bolstering their social networks and integrating into a community » et que ce système d'échange « seems to be used to construct social networks by incomers who lack robust informal sources of support. » (1996b:235, 237). Un répondant interviewé par Seyfang souligne que les LETS « help tackle country-area isolation » (Seyfang 2001:992).

L'importance de la dimension sociale et communautaire des LETS s'exprime inversement dans le fait que l'existence préalable de liens de réciprocité au sein de la communauté puisse constituer un obstacle au développement d'un dispositif. Comme l'a décrit Maruyama (1997), des tentatives de mises sur pied de systèmes d'échange à Winnipeg au Canada ainsi qu'au Japon ont montré que certaines communautés traditionnelles ou homogènes disposant déjà de réseaux d'échange internes peuvent être fermées au développement d'un LETS. Pacione (1997:424), qui a étudié l'établissement d'un LETS en zone rurale, note que les gens de l'endroit n'y participaient pas, malgré le niveau élevé d'entraide informelle existant entre eux. L'existence préalable de réseaux de réciprocité explique aussi en partie pour Blanc (2000:270-271) le fait que les monnaies sociales aient pris plus de temps à se développer dans les pays du Sud : non seulement les réseaux alternatifs, vecteur principal de développement des LETS occidentaux, étaient moins présents dans ces pays dans les années 1990, mais la plus grande présence de solidarités communautaires et locales aurait diminué le besoin même de ces initiatives.

Par ailleurs, Pacione (1997:424) a remarqué que dans une communauté déjà forte, les LETS risquent d'être perçus comme entraînant une marchandisation des rapports d'entraide. Il cite un répondant pour qui le LETS de sa communauté pousse les gens à demander à se faire payer des services qui en temps normal seraient rendus gratuitement. Cette même réaction a également été soulevée par North (2004) dans une étude sur le développement d'initiatives de

monnaies sociales de type LETS dans le contexte d'une transition à une économie postcommuniste en Hongrie, qu'il exprime par les observations suivantes :

« At the other extreme, those already inside mutual aid networks often regarded Kör [le système d'échange étudié] as an unwelcome commodification of mutual aid networks that they felt worked better through reciprocity. Green money seemed either superfluous or unwelcome. People who joined to build community feeling rather than for economic reasons asked why they could not just help each other out as friends : why formalise it? "Really good friends help each other anyway, so why charge? Why calculate? ... People start as traders, become friends and stop using points." At times, Kör could seem an alien imposition that at worst disrupted traditional coping mechanisms, at best was superfluous » (North 2004:27).

Ainsi, les LETS auraient un plus grand succès là où les gens sont intéressés à des moyens alternatifs d'échanger et de s'entraider, et là où ils sentent le besoin de créer de nouveaux liens.

Le développement du capital social

Même si la prédominance d'adhérents des mouvements environnementaux et alternatifs que l'on a observée au sein des LETS et le fait qu'ils existent souvent en tant que communautés de valeurs alternatives constituent des obstacles à l'atteinte d'une masse critique et d'une diversité menant à des impacts économiques, cet accord autour de valeurs précises peut néanmoins favoriser la mise en œuvre d'autres types d'objectifs sur les plans individuel et collectif. Seyfang (2001) souligne en effet que la création de réseaux de personnes sensibles aux valeurs environnementales peut faciliter la mise en œuvre de pratiques allant dans le sens du développement durable. En ce sens, les LETS faciliteraient le développement d'un capital social utilisable dans le cadre de projets ou de pratiques qui permettraient de diminuer la dépendance individuelle et collective vis-à-vis de ressources non renouvelables.²¹ En ce sens, ils faciliteraient la réalisation d'une militance quotidienne à travers le mode de vie [*lifestyle-*

²¹ Ces pratiques vont selon Seyfang du co-voiturage, du partage et de la réutilisation de matériaux à l'agriculture soutenue par la communauté ou la construction d'éoliennes.

activism] (2001:994) en permettant le regroupement de postmatérialistes préoccupés par le bien de leur communauté [*community-oriented postmaterialists*] (*id.*:992).

La formation d'un espace public de proximité

Par la densification relationnelle qu'ils permettent, les LETS forment également des lieux potentiels de constitution d'un espace public de proximité ou d'un « espace délibératif interne », notamment grâce aux questions qu'ils soulèvent dans l'établissement et la modification des règles de fonctionnement interne et à travers les débats et décisions collectives qu'ils peuvent réclamer (Blanc 2006c:179, 194). Blanc souligne qu'ils auraient à cet égard le potentiel de former de « formidables outils [...] d'apprentissage d'une forme de citoyenneté » (*ibid.*). Cet auteur remarque cependant que les LETS évacuent fréquemment les débats et la délibération politique, malgré que le développement de cet espace de discussion et de délibération, par l'appropriation collective qu'il permet, soit un élément important de la capacité d'un dispositif à mobiliser la communauté et à se sédimenter en son sein (*id.*:186). Les débats et délibérations forment donc pour cet auteur une condition essentielle de l'appropriation et de la sédimentation d'une monnaie sociale dans une communauté, et l'expérience des ONG qui travaillent à favoriser le développement de monnaies sociales dans les pays du Sud a montré qu'il est inutile de chercher à implanter dans une communauté un modèle pensé ailleurs sans lui permettre d'être transformé et adapté par le processus d'appropriation locale (*ibid.*).

Blanc (2002b) et Birouste (1998) ont observé parallèlement qu'il arrive fréquemment que les LETS soient mis sur pied par des personnalités fortes et charismatiques, ayant un rôle de leadership important dans la communauté. Birouste (1998) remarque à ce sujet que l'influence trop forte d'une figure charismatique comporte le risque d'un « enfermement local » groupal structuré par une relation de dépendance. Cette structure serait néfaste au développement d'une dynamique collective multilatérale et à la construction d'une « structure sociale d'échange » qui incarnerait le projet de développement social (*id.*:2).

Selon Blanc, même si la présence d'un militant fondateur fort peut jouer un rôle important pour le développement d'un LETS grâce à la dynamique qu'il peut parvenir à lui impulser et à sa capacité à mobiliser des adhérents dans ses réseaux, cette caractéristique comporte le risque d'une personnalisation du dispositif, pouvant mener à des tensions en son sein, et même à son effondrement (2002b:7).

Il est intéressant de mettre ces observations en rapport avec la notion de « micropolitique » qu'utilise McAreavey (2006) afin d'aborder la dimension relationnelle des processus de développement rural et ses impacts positifs et négatifs sur la capacité d'un groupe à réaliser ses objectifs de développement. Cette notion contribue à éclairer le rapport entre gouvernance et mobilisation au sein d'un projet de développement comme un LETS. McAreavey (2006:87) cite à ce sujet Taylor (2003) qui explique le fait que les initiatives de développement rural se trouvent souvent portées par un petit nombre d'individus qui deviennent des leaders ou « champions » de leur communauté par le constat que les projets de développement rural tendent à comporter un processus d'apprentissage en pente raide et une lourde charge de travail, que peu de gens ont les ressources et le temps d'assumer. La conséquence de ce phénomène est que les processus décisionnels au sein de ces initiatives tendent à se centraliser, et que les autres participant(e)s en viennent à ne plus se sentir partie prenante de la gouvernance du projet mais dépendant(e)s de décisions extérieures au groupe (McAreavey 2006:87). Comme l'illustre la recherche de McAreavey, ce sentiment de dépossession, ainsi que les conflits et les désaccords qui peuvent être étouffés par une gouvernance centralisée, peut diminuer la légitimité de l'initiative aux yeux des participants ou de l'extérieur, ainsi qu'entraîner la désagrégation du groupe (*id.*:95).

Ainsi, les avantages de leaders forts pour la réalisation de la tâche ardue que représente la mise sur pied d'un projet de développement comme une monnaie sociale peuvent avoir pour contrepartie de se faire au détriment d'une mobilisation plus horizontale et plus large au sein de la communauté. Ces éléments nous permettent de constater le rôle de la gouvernance et de la délibération dans la capacité des LETS à former un espace collectif fonctionnant dans une perspective inclusive et contribuant au développement des capacités d'action collective d'une communauté.

2.3 Le North Shore LETS, une monnaie sociale développée par la Coopérative Sunrise à Tatamagouche

Le North Shore Local Economic Trading System (North Shore LETS) est un système d'échange de type LETS mis en place par la Coopérative Sunrise en juin 2005. Il opère sur un espace géographique d'environ 1 800 km² s'étendant le long de la côte nord et gravitant autour du village de Tatamagouche. En date de mai 2009, il comptait 48 comptes actifs, représentant au moins une soixantaine de personnes²² habitant une dizaine de villages et villes de la région. Quoiqu'il soit centré autour du village de Tatamagouche, son nom même indique sa visée d'englober le bassin de population réparti le long de la côte, et il comprend quelques membres habitant des localités du comté de Cumberland, à l'ouest du comté de Colchester, et du comté de Pictou, à l'Est.

Les échanges au sein du LETS sont considérés comme des échanges monétaires à part entière, et ce système d'échange fonctionne sur la base d'une monnaie nommée « LETS dollars », dont la valeur est équivalente au dollar canadien. Cette équivalence permet des échanges bimonétaires où la proportion de monnaie LETS varie entre 50 % et 100 % de la valeur de l'échange.

Le North Shore LETS a été fondé par la Coopérative Sunrise en juin 2005, lorsqu'une vingtaine d'« entreprises »²³ décidèrent de se regrouper ensemble et de commencer à échanger sur la base du dollar interne. Une année plus tard, le système d'échange comptait une cinquantaine de membres, et avait échangé pour environ 9 000 \$ en biens et services (Herbert 2006). Ce dispositif a constitué un projet central de la Coopérative Sunrise dans la stratégie de développement local viable qu'elle a tenté de mettre en œuvre.

²² Dans ce système d'échange, un compte peut correspondre à un individu, un ménage, une entreprise ou un organisme. Nous pouvons donc seulement faire une estimation du nombre de personnes impliquées dans les échanges qui se réalisent dans le LETS.

²³ Le terme « entreprise » est ici compris au sens d'« acheteurs-vendeurs », un concept qui se rapproche de celui de « prosommateur » développé dans le modèle de *trueque* argentin.

L'objectif de ce localisme monétaire de type communautaire était de prévenir les fuites de revenus et le drainage des richesses et de favoriser le développement d'activités en rendant disponible un marché local aux commerçants et aux producteurs. En tant que tel, il semble avoir d'abord répondu à des motifs de localisation et de dynamisation des échanges ainsi que de promotion de pratiques durables sur le plan environnemental, plutôt qu'à un désir de transformer la nature des échanges eux-mêmes. On peut lire la description suivante dans le répertoire des membres datant de mai 2008 :

« The North Shore Local Economic Trading System is an economic community that trades using a local currency (LETS dollars) to meet people's needs. » (D24:2)²⁴.

Le North Shore LETS constitue donc au sens de Blanc et al. (2003) un LETS à dominante marchande, et s'inscrit à ce titre dans une perspective différente des tendances observées par Boulianne (2004, 2006) au sein des « systèmes d'échange de proximité » québécois, plus proches des LETS à dominante réciprocaire²⁵.

Comme nous l'avons mentionné à la section 1.8, lorsque les deux fondateurs de la coopérative quittèrent la région en décembre 2006, tous les projets furent *de facto* suspendus. Les échanges continuèrent cependant d'eux-mêmes au sein du LETS pendant cette période de flottement où le système se trouvait sans coordination centrale, mais où le comptable continua à comptabiliser les reçus de transactions que lui envoyaient les membres. L'automne suivant, lorsque certains membres du LETS impliqués aussi dans la coopérative se mobilisèrent pour raviver la coordination de l'initiative, une réunion de consultation réalisée auprès des membres et ayant démontré un intérêt réaffirmé de la part des participants du LETS déboucha sur la formation d'un comité de coordination, qui comprend aujourd'hui cinq membres. Depuis l'automne 2007, ces coordonnateurs et coordonnatrices ont retravaillé les politiques du LETS et mis à jour un nouveau répertoire des membres, lancé le 15 mai 2008.

²⁴ Nous faisons référence aux documents de la coopérative par la lettre « D » suivie d'un numéro. La référence pour chacun de ces documents est présentée à l'appendice D.

²⁵ Selon ce qu'a observé cette chercheuse (2006:264, 266), les systèmes d'échanges de proximité québécois ont généralement pour mission de renforcer le tissu communautaire et considèrent les échanges entre les participant(e)s comme des échanges non-monétaires, fondés sur une logique du don. Leur unité de compte est le plus souvent une unité de temps plutôt que d'être fixée au dollar canadien.

De nouveaux membres se sont également joints à la communauté d'échange dans la dernière année, et les taux d'échange sont en croissance par rapport à ceux de l'année précédente.

2.4 Synthèse du chapitre

Les observations relevées au cours du présent chapitre nous permettent de tirer certains constats concernant le type d'outil que semble pouvoir constituer une monnaie sociale LETS pour le développement viable d'une communauté rurale.

Premièrement, les monnaies sociales sont en théorie un outil intéressant de développement local viable de nature économique en raison de ses potentialités comme stratégie de localisation. Le LETS permettrait de recentrer les échanges et de contenir les ressources économiques dans l'espace local, en même temps que d'encourager le développement de pratiques d'autosuffisance par la création d'un marché interne pour des producteurs locaux. Les monnaies sociales auraient donc le potentiel de diminuer la dépendance envers l'extérieur, et s'inscrivent en droite ligne dans une perspective d'autodéveloppement en tant qu'acte de réappropriation d'un élément structurant de la société contemporaine, la monnaie. Il s'adresserait donc directement à plusieurs enjeux de la pérennité des modes de vie ruraux, comme ceux de l'imbrication avec les centres urbains et d'une dépendance envers ceux-ci, de la fuite de richesses, de la survie des petits producteurs et commerçants locaux, des pertes d'emplois et des préoccupations liées à la souveraineté alimentaire. C'est cet ensemble de problématiques qu'avaient en tête les initiateurs de la Coopérative Sunrise lorsqu'ils mirent sur pied le North Shore LETS en 2005 comme élément constitutif de leur stratégie de développement local viable.

Cependant, malgré ces avantages potentiels des monnaies sociales et les espoirs placés dans les dispositifs de type LETS comme outils de développement local progressiste de nature économique, plusieurs études ont fait état des difficultés que tend à rencontrer ce modèle dans l'atteinte de tels objectifs. Ainsi, bien que la perspective de susciter une relocalisation des activités économiques au sein de la communauté puisse continuer à constituer une

motivation pour les promoteurs et les participants des LETS, les observations relevées dans la littérature témoignent de retombées et d'une incidence plus qualitatives que quantitatives, plus socio-identitaires que socio-économiques.

La sociabilité serait en effet la « fonction manifeste » des systèmes LETS (Van Ouytsel et Vanderweyden 2004: 71). Plus précisément, cette fonction renvoie au fait que les LETS semblent répondre à un besoin de contacts sociaux et permettre la densification des réseaux sociaux et des réseaux de soutien. D'autre part, la reconstruction des échanges à l'intérieur d'une communauté *ad hoc* sur des règles définies à l'interne peut permettre de former un espace public de proximité et donner lieu à des apprentissages importants au niveau de l'éducation citoyenne (Blanc, 2006c), même si la nature et la dynamique de la gouvernance et du leadership peuvent poser des défis à ce niveau (Blanc 2006c, 2002a ; Birouste, 1998).

Enfin, les recherches ont montré que la dimension culturelle des LETS est centrale, au sens où ils peuvent constituer un lieu de sensibilisation et d'expérimentation avec de nouvelles valeurs et de nouvelles formes de relations d'échange (Purdue et al., 1997 ; Seyfang 2001 ; North 1999, 2006a), mais aussi permettre la constitution d'une communauté de valeurs facilitant la réalisation de pratiques spécifiques. L'importance de cette dimension culturelle des LETS, bénéfique pour la création de liens sociaux d'entraide et de confiance, peut cependant restreindre le cercle des participants à des gens déjà sensibles aux valeurs alternatives qui tendent à s'exprimer à travers les LETS.

Un certain paradoxe touche donc l'utilisation d'une monnaie LETS comme outil de développement viable rural. Celles-ci témoignent du fait que les types de dispositifs favorisant le mieux le développement communautaire et la sociabilité tendent à être moins propices à un développement local de nature économique qui chercherait à tisser un réseau de petites et micro-entreprises locales et à construire et solidifier les infrastructures collectives.

Il semble donc que la contribution des LETS à un développement local viable se situerait surtout dans la dimension sociale et communautaire du développement, soit par la construction de capital social, le rassemblement autour de valeurs communes et la création

d'un espace public de proximité. Ces éléments pourraient favoriser la création d'un système d'acteurs du développement et contribuer à l'augmentation des capacités d'action collective d'une communauté rurale. Le développement du capital social et la mise en réseau de personnes aux compétences diverses ont aussi le potentiel de faciliter la mobilisation de ressources endogènes et/ou exogènes.

Peu de recherches existent cependant qui puissent nous permettre de comprendre le processus de mise en œuvre d'une monnaie sociale de type LETS en milieu rural, de voir si les données propres à un contexte rural peuvent permettre à un tel projet de surmonter les limites structurelles relevées dans la littérature, ou d'examiner les défis spécifiques que rencontrent des monnaies sociales dans un tel contexte et l'étendue à laquelle elles permettent de mobiliser des ressources au bénéfice de la communauté. Les potentialités et les limites que comporte une stratégie alternative de développement comme celle de la Coopérative Sunrise pour la construction ou l'épanouissement d'un système d'acteurs local restent à approfondir. C'est ce que nous nous proposons de faire dans la deuxième partie de cette recherche par l'examen du cas de la Coopérative Sunrise et du North Shore LETS.

DEUXIÈME PARTIE

ÉTUDE DE CAS

CHAPITRE III

MÉTHODOLOGIE

3.1 Problématisation

3.1.1 Questions de recherche

Dans la première partie, nous avons d'abord défini ce qu'est le développement local et présenté certaines de ses composantes, et en particulier la vision du développement local viable fondé sur des principes de localisme, d'autodéveloppement et de durabilité environnementale. Ceci nous a permis de situer l'initiative de développement local viable qui nous intéresse, mise en place par la Coopérative Sunrise dans la région rurale de Tatamagouche. Nous avons ensuite examiné les défis et les forces que présentent les monnaies de type LETS en tant qu'outils de développement local. C'est dans ce contexte que nous avons pu situer la monnaie sociale du North Shore LETS. Si l'on examine le cas qui nous intéresse à la lumière du parcours que nous venons de faire, trois constats se dégagent, lesquels nous permettent de formuler un questionnement général de recherche.

Étant donné :

- a) Que nous sommes en présence d'une petite communauté dont les liens avec l'économie dominante sont faibles et désavantageux à plusieurs égards, malgré qu'elle parvienne à tirer profit jusqu'à un certain point de ses avantages comparatifs ;
- b) Que l'initiative qui nous intéresse met en œuvre une approche du développement local viable, qui constitue une approche de développement alternative s'inscrivant dans une formule coopérative et construite autour d'une monnaie sociale ;

Nous pouvons nous interroger sur la façon dont cette initiative est en mesure de permettre à la communauté de Tatamagouche et des environs de faire face aux défis de viabilité et de

pérennité qui la touchent. Trois questions forment donc l'interrogation à laquelle tentera de répondre cette recherche :

Comment la Coopérative Sunrise et ses projets sont-ils en mesure d'élever la capacité de développement local de la communauté de Tatamagouche ?

Que nous apprend cette initiative sur le rôle que peut jouer une monnaie locale de type LETS dans la mise en œuvre d'un projet de développement local viable ?

Que nous apprend cette initiative sur les défis des pratiques alternatives cherchant à accomplir un développement local rural plus large ?

Pour répondre à ces questions de recherche, nous nous pencherons sur quatre dimensions de notre objet d'étude :

- a) Les conditions d'émergence et de développement de la Coopérative Sunrise et du North Shore LETS;
- b) Les ressources locales mobilisées par les acteurs de cette initiative et leur articulation à des ressources externes;
- c) Les impacts observés;
- d) Le système d'acteurs constitué par l'initiative : la nature des collaborations tissées en son sein et son articulation à la communauté plus large.

Ces quatre dimensions sont tirées de notre deuxième chapitre et en particulier du modèle d'analyse des initiatives de développement local élaboré par Klein et ses collaborateurs(trices). Nous examinerons d'abord les conditions d'émergence et de développement de l'initiative (son historique) pour être en mesure de situer le projet de développement actuel dans le contexte de l'évolution et des transformations qu'il a traversées. Ceci est nécessaire afin d'assurer la pertinence de l'analyse des trois autres dimensions qui nous intéressent.

Selon Klein (2006:144), la capacité de mobiliser et d'arrimer des ressources de divers types au bénéfice de la communauté afin d'assurer la réalisation d'objectifs communs constitue une dimension centrale de ce qui forme un processus de développement local. Nous examinerons donc brièvement les ressources mobilisées par l'initiative de développement construite autour de la Coopérative Sunrise et du North Shore LETS. Ceci nous permettra dans un deuxième temps de brosser un portrait des impacts de cette initiative sur la communauté de Tatamagouche. Nous examinerons ces derniers aux niveaux économique, social, culturel et environnemental.

Si la mobilisation de ressources nécessaires à la réalisation d'objectifs de développement est une dimension importante à considérer lorsque l'on tente de comprendre un processus de développement local, on retrouve derrière celle-ci un enjeu central de tout processus de développement local, soit l'augmentation des capacités d'action collectives (Klein 2006; Ninacs 2002). Cette dimension se réfère au système d'acteurs du développement qui permet la collaboration entre acteurs d'une communauté locale ainsi que la mobilisation de ressources destinées à la réalisation des objectifs spécifiques portés par les initiatives particulières. La quatrième dimension sur laquelle se fondera notre analyse sera donc celle des processus sociaux et communautaires ayant accompagné la mise en place du projet de développement qui nous intéresse, et en particulier de son articulation à la communauté plus large.

3.1.2 Hypothèses de recherche

Le parcours réalisé dans la première partie de ce mémoire nous permet de formuler deux hypothèses en lien avec nos questions de recherche :

Première hypothèse de recherche

Les observations tirées de la revue de littérature sur les monnaies sociales de type LETS en tant qu'outil de développement nous permettent de faire l'hypothèse que la Coopérative Sunrise et le projet qui nous intéresse plus spécifiquement, le North Shore LETS, ont eu un impact économique mineur pour leurs participants. Nous prévoyons que ses retombées se trouveront surtout au niveau de la cohésion sociale par le développement de réseaux sociaux, au niveau culturel par le renforcement identitaire, et, de façon moindre, au plan environnemental.

Deuxième hypothèse de recherche

Notre troisième chapitre, portant sur les monnaies sociales, a aussi fait ressortir l'alternativité des pratiques qui s'expriment au sein des LETS et le fait que leur caractère d'innovation culturelle peut rendre une mobilisation communautaire inclusive et diversifiée plus difficile. Nous faisons donc l'hypothèse d'une articulation partielle de cette initiative avec la communauté plus large.

3.1.3 Indicateurs

Trois ensembles d'indicateurs seront utilisés pour valider ou invalider nos hypothèses et répondre à nos questions de recherche.

Les conditions d'émergence et de développement

Cette dimension se réfère aux étapes du développement par l'initiative locale, identifiées dans le modèle de Klein (2006). Les indicateurs présentés au tableau 3.1. sont tirés pour la majeure partie de la description des étapes du modèle de Klein présentée à la section 1.4.

Tableau 3.1 Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des conditions d'émergence et de développement d'une initiative locale

a) L'initiative locale (le contexte de mise sur pied)	Facteurs déclencheurs (analyse des besoins de la communauté et objectifs de départ) Rôle des promoteurs initiaux
b) L'action collective (la mobilisation sociale)	Stratégies de mobilisation Acteurs impliqués Résistances et obstacles rencontrés
c) La mobilisation des ressources	Ressources mobilisées Moyens de mobilisation
d) La solidarité locale et la conscience territoriale	Représentations des intérêts communs (bases de la collaboration des différents acteurs impliqués dans le projet) Définition de la communauté locale (identité territoriale) Diagnostic de territoire
e) Le partenariat (la sédimentation sociale de l'initiative et la formation d'un système d'acteurs du développement)	Acteurs impliqués Structure organisationnelle Modes de collaboration et de gouvernance : mode de prise de décision, acteurs impliqués dans les décisions Initiatives connexes développées

La mobilisation des ressources

Nous porterons une attention particulière à la mobilisation des ressources sociales, institutionnelles et économiques, tant à l'intérieur de la localité qu'à l'extérieur de celle-ci.

Tableau 3.2 Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des ressources mobilisées

a) Ressources locales	Ressources sociales Ressources économiques Ressources institutionnelles Autres ressources mobilisées
b) Ressources extérieures à la localité	Ressources sociales Ressources économiques Ressources institutionnelles Autres ressources mobilisées

Les impacts observés

Pour l'analyse des impacts de l'initiative de la Coopérative Sunrise, nous privilégierons les dimensions économiques, sociales, culturelles et environnementales :

Tableau 3.3 Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des impacts de l'initiative de développement local

a) Impacts économiques	Valeur totale des échanges au sein du LETS – en termes de transactions, de flux d'échanges Emplois créés Impact sur la situation économique des participants
b) Impacts sociaux	Présence de nouveaux liens sociaux d'amitié ou de soutien Renforcement identitaire Cohésion sociale

Tableau 3.3 (suite) Grille d'observation et indicateurs pour l'identification des impacts de l'initiative de développement local

c) Impacts culturels	Transformation des valeurs Transformation des représentations liées à : Soi-même La communauté L'économie L'environnement Transformation des pratiques (par exemple : de consommation)
d) Impacts environnementaux ²⁶	Plus grande sensibilisation des participants envers les problématiques environnementales Intégration de pratiques durables Tissage de réseaux environnementaux (communauté de valeurs) Réalisation d'initiatives connexes de développement durable

L'articulation à la communauté plus large

Cette dimension concerne l'articulation du système d'acteurs du développement éventuellement formé par l'initiative de la Coopérative Sunrise avec les initiatives et les acteurs du développement de la communauté plus large. En quoi cette initiative a-t-elle permis de mobiliser des ressources et d'établir des collaborations avec la communauté plus large ? En quoi les représentations et les objectifs mis en œuvre par la Coopérative Sunrise et ses projets entrent-ils en résonance avec ceux des autres acteurs du développement de la communauté ? Dans quelle mesure est-elle parvenue à obtenir l'engagement de la communauté plus large ? Nous pouvons isoler de ces interrogations les dimensions suivantes :

²⁶ L'intégration de pratiques durables (par exemple, au niveau de la consommation) ainsi que le tissage d'une communauté de valeurs sont identifiés par Seyfang (2001) comme des impacts potentiels des LETS au niveau du développement local viable. Les réseaux sociaux environnementaux facilitent de plus la mise en œuvre de pratiques écologiques ainsi que la réalisation de projets de développement durable. Voir à ce sujet la section 2.1.3.

Tableau 3.4 Grille d’observation et indicateurs pour l’analyse de l’articulation de l’initiative à la communauté plus large

a) Le système d’acteurs du développement de la communauté	Acteurs du développement local de la communauté Définition de la communauté locale (identité territoriale) Diagnostic de territoire
b) L’articulation entre la Coopérative Sunrise et les acteurs du développement de la communauté	Mobilisation sociale au sein de la communauté Mobilisation des acteurs du développement Synergies et dissonances dans : Les définitions de la communauté locale (identité territoriale) Les diagnostics de territoire Ressources communautaires mobilisées Ressources extérieures mobilisées : privées, publiques de la société civile Convergences ou divergences dans les activités de développement à entreprendre : Légitimité des objectifs Efficacité des stratégies Tensions – conflits Alliances – coopérations

3.2 Méthode de collecte des données

3.2.1 Approche méthodologique et définition de l’univers de travail

Notre recherche s’inscrit dans une approche qualitative, et est construite sur une étude de cas, celle de l’initiative de développement local viable que représente la Sunrise Trail Community Development Co-operative. Comme il s’agit d’un cas de petite taille que l’on peut circonscrire facilement sur les plans géographiques et temporels, on peut considérer, en suivant les mots de Pirès (1997:120) que cette recherche adopte « une approche totale du local », c’est-à-dire que nous cherchons à comprendre de façon englobante les processus à l’œuvre au sein de notre objet de recherche pour être en mesure d’explicitier les logiques structurant sa configuration particulière.

L'objet de notre étude n'est donc pas une population, mais un univers de travail, c'est-à-dire l'ensemble social formé par l'initiative de la Coopérative Sunrise, ainsi que le système d'acteurs local du développement de la communauté Tatamagouche et ses environs.

Nous avons privilégié un ensemble de méthodes de collecte de données dans la réalisation de cette recherche, soit l'analyse documentaire, l'observation participante et l'entrevue semi-dirigée.

3.2.2 Analyse documentaire

Nous avons d'abord réalisé une analyse de la documentation disponible sur la communauté de Tatamagouche ainsi que sur la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS. Ces documents ont été obtenus en partie grâce à des recherches sur le Web, mais principalement par l'intermédiaire des coordonnateurs du projet ou d'organismes de la communauté plus large. Ces documents sont de quatre types :

- a) Articles médiatiques : deux articles portant sur cette initiative ont pu être trouvés grâce à une recherche sur le Web. L'un est un article paru dans un journal local (Transcontinental Media 2007) et l'autre est une entrevue réalisée auprès d'un des membres fondateurs publiée sur le site de la Tatamagouche Summer Freeschool, une fin de semaine d'école alternative organisée annuellement par les résident(e)s d'une coopérative foncière située à Tatamagouche (Herbert 2006).
- b) Documents sur la communauté : des documents sur la communauté ont été obtenus grâce à une recherche Internet ainsi que par l'intermédiaire d'organismes de la communauté. Ceux-ci comprennent en particulier :
 - Le portrait de la communauté réalisé à l'occasion de la remise du prix du lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse en reconnaissance de l'esprit communautaire (Byers et DeAdder 2008).
 - Un profil de la communauté

- Une liste des entreprises locales
- Des extraits du dossier de promotion du projet de restauration de l'ancienne crèmerie du village.

c) Documents gouvernementaux : la consultation de sites Web gouvernementaux nous a permis de trouver deux documents faisant mention du cas étudié :

- La liste des projets approuvés (comprenant de brèves descriptions des projets) dans le cadre de l'Initiative de développement coopératif (Secrétariat aux Coopératives, Gouvernement canadien)
- La liste des coopératives enregistrées en Nouvelle-Écosse (Direction des coopératives, Gouvernement de la Nouvelle-Écosse)

d) Documents obtenus de la Coopérative Sunrise : trente-trois documents de divers types portant sur la coopérative et ses projets nous ont été fournis par les coordonnateurs(trices) de l'initiative. En plus d'avoir été inscrite sur la liste d'envoi de courriels aux membres entre septembre 2008 et août 2009, nous avons pu accéder aux documents conservés par le secrétaire de la coopérative et au répertoire de membres du North Shore LETS. Certaines données financières (rendues anonymes) nous ont de plus été transmises par le comptable du LETS, avec l'approbation du comité de coordination du système d'échange. Le comptable a ainsi réparti pour nous les membres en cinq catégories d'intensité d'échange (voir le tableau 3.5), et nous a de plus transmis un document Excel comprenant les échanges réalisés par les participants au cours de l'année 2007. Les membres étaient identifiés dans ce document par une lettre ne correspondant pas à leur numéro de membre, et la description des échanges eux-mêmes avait été retranchée. Les documents obtenus de la coopérative sont donc de onze types :

- Répertoire des membres du LETS (mai 2008)
- Échanges au sein du LETS en 2007
- Documents internes et courriels aux membres (5)
- Procès-verbaux (3)
- Rapports annuels (1)

- Rapports d'activités (2)
- Rapport de subvention (1)
- Demande de subvention (1)
- Lettres d'appui reçu d'entreprises et d'organisations (6)
- Publicité et articles publiés dans le journal communautaire local *The Light* (5)
- Numéros du journal communautaire *The Northumberland Tide* publié par la Coopérative Sunrise en 2006 (3)

3.2.3 Observation participante

Cette recherche s'est appuyée sur des visites *in situ* afin de réaliser des activités d'observation participante. En tout, deux visites et trois séjours (qui représentent un total de 26 jours) dans la communauté ont été réalisés entre mai et décembre 2008.

Une première étape d'observation a été effectuée au cours de la phase exploratoire et de la préparation de la recherche, à l'occasion d'événements spécifiques s'étant déroulés entre mai et octobre 2008 :

- a) Présence à l'occasion du lancement du nouveau répertoire des membres du LETS, le 15 mai 2008 ;
- b) Participation à un événement « d'école alternative » organisée sur le site d'une coopérative foncière située à Tatamagouche, du 21 au 24 août 2008 ;
- c) Participation à une réunion des coordonnateurs et coordonnatrices du LETS puis à une rencontre des membres, le 22 octobre 2008.

Une seconde étape d'observation participante, qui a constitué l'étape de collecte de données proprement dite, a été réalisée lors de deux séjours consécutifs à la fin de l'année 2008. Nous avons alors passé un total de 21 jours dans la communauté, soit :

- a) Du 7 au 12 novembre (observation) et
- b) Du 23 novembre au 7 décembre (observation et réalisation des entrevues).

3.2.4 Entrevues

Entretiens préliminaires

Au cours de la phase préparatoire de la recherche, qui s'est déroulée à l'hiver 2008, une série d'entretiens préliminaires individuels et informels a été réalisée par téléphone et par échanges de courriels, ainsi qu'un entretien informel de groupe réalisé en personne en mars 2008 avec deux coordonnateurs(trices) et un participant. Ceux-ci nous ont permis d'obtenir plus d'information sur le projet et de vérifier l'intérêt et l'assentiment des coordonnateurs et coordonnatrices à participer à notre recherche.

Entrevues semi-dirigées

– Caractéristiques générales

Nous avons réalisé, entre le 24 novembre et le 13 décembre, un total de 24 entrevues semi-dirigées. Comme un des objectifs de notre recherche était de comprendre l'articulation de l'initiative mise en place par la Coopérative Sunrise avec le reste de la communauté, nous avons interviewé à la fois des personnes impliquées dans le projet et des personnes impliquées dans le développement de la communauté plus large.

Nos entrevues ont duré entre 40 minutes et 3h10 chacune. Vingt-et-une des ces entrevues purent être réalisées en personne, mais trois durent être faites au téléphone. Les entrevues réalisées en personne ont eu lieu soit à la résidence des répondants, dans les locaux de leur entreprise, ou au Tatamagouche Centre, le centre de conférence et de retraite où nous avons été hébergée. Seize de ces entrevues furent des entrevues individuelles et huit d'entre elles impliquèrent deux répondant(e)s, soit les deux membres d'un ménage (membres du LETS ou propriétaires d'une entreprise) ou des représentant(e)s d'un même organisme de la communauté.²⁷ Trente-deux personnes en tout ont participé à nos entrevues de recherche.

²⁷ Comme les comptes du LETS ne sont pas des comptes individuels, mais représentent plutôt des ménages ou des entreprises, nous avons tenté le plus possible d'inclure les deux membres du ménage

Toutes nos entrevues ont été enregistrées avec le consentement des répondant(e)s. Ceux-ci ont également confirmé leur désir de participer à cette recherche en signant un formulaire de consentement libre et éclairé approuvé au préalable par le Comité d'éthique de la recherche du Département de sociologie de l'UQÀM (ce formulaire est présenté à l'appendice A).

– Méthode d'échantillonnage

En ce qui concerne la réalisation des entrevues comme telles et le choix de nos répondant(e)s, nous avons utilisé un échantillonnage par homogénéisation et procédé par saturation, c'est-à-dire que nous avons tenté d'assurer la diversification et la représentativité de notre échantillon en interviewant des personnes ayant des caractéristiques variées, et donc susceptibles de nous offrir une diversité de points de vue. Nous avons cessé de réaliser de nouvelles entrevues lorsque nous avons senti que l'information recueillie devenait redondante. La question du système d'acteurs de la communauté plus large aurait pu être creusée plus avant, car cela nous aurait permis d'approfondir encore les ressorts micropolitiques de l'arrimage de notre initiative à la communauté plus large, mais cela aurait excédé les objectifs de ce mémoire. Nous nous sommes donc arrêtée à la 24^e entrevue.

– Description de l'échantillon

Comme nous l'avons indiqué plus haut, nos répondant(e)s se répartissent en deux grandes catégories, soit ceux et celles étant directement engagé(e)s dans l'initiative locale étudiée et ses différents projets, et les acteurs et actrices de la communauté plus large.

Au niveau des participant(e)s de l'initiative étudiée, nous avons d'abord construit notre échantillon en considérant les projets spécifiques au sein desquels les individus étaient

dans l'entrevue lorsque cela était possible, ayant observé que cela permet un échange d'information plus riche.

impliqués pour recueillir les points de vue de personnes investies dans différentes dimensions de l'initiative. Les « lieux » d'implication considérés étaient la coopérative en tant que telle (plus particulièrement son conseil d'administration²⁸), le LETS et le comité des soirées cinématographiques. Ces lieux d'implication correspondaient aux trois sphères actives de l'initiative au moment de la réalisation de la cueillette des données. Notons que ces catégories se chevauchent largement puisqu'il s'agit d'une petite organisation et que les membres du conseil d'administration de la coopérative sont pratiquement tous membres du LETS, même si l'inverse n'est pas vraie.

Nous avons également considéré le niveau d'implication dans notre échantillonnage. Au niveau de l'initiative elle-même, nous avons divisé nos répondant(e)s entre les personnes jouant un rôle au niveau de la coordination de l'initiative, celles ayant joué un rôle important par le passé (les membres fondateurs), et celles participant seulement au LETS. Nous avons réparti les membres du LETS selon l'intensité de leurs activités d'échange, mesurée par la valeur (en dollars LETS – \$LETS) des échanges réalisés au cours de l'année 2007.

Enfin, dans l'échantillonnage des acteurs de l'initiative, nous nous sommes appliquée à obtenir un certain équilibre entre répondants et répondantes (12 femmes et 19 hommes ont été interviewé(e)s), et à consulter des personnes ayant des caractéristiques différentes au niveau de l'âge (lorsque cela était possible), de leur ancienneté dans le projet (anciens membres, membres récents) et, pour ce qui est des membres du LETS, de leur lieu de résidence (à Tatamagouche même ou dans les villages environnants).

Pour ce qui est du groupe de répondant(e)s représentant la communauté plus large, nous avons d'abord procédé en identifiant des acteurs importants pour le développement de la communauté à partir de notre analyse documentaire. Nous avons ensuite procédé par méthode boule-de-neige et à partir de données et d'observations recueillies lors de nos

²⁸ Au moment de la collecte des données, la coopérative n'avait pas encore mis à jour sa liste de membres et donc une liste exacte des membres n'était pas disponible, mais il a été possible d'établir qu'ils étaient environ une dizaine. À l'heure actuelle, la coopérative elle-même existe principalement sous la forme de son conseil d'administration et des membres qui assistent aux assemblées générales (le plus souvent membres du LETS).

séjours sur le terrain. Neuf entrevues auprès de onze personnes représentant la communauté plus large ont été réalisées. Ces répondant(e)s étaient soit des personnes impliquées dans des organismes de développement local, des entrepreneurs locaux, des bénévoles importants pour la communauté, ou une personne connaissant bien l'initiative et la communauté mais n'étant pas impliquée dans un projet particulier. Le tableau 3.5 brosse un portrait des caractéristiques principales de notre échantillon.

Thèmes abordés

En accord avec nos questions de recherche, ces entrevues ont été structurées en quatre grands thèmes, soit :

- a) les conditions d'émergence et de développement de l'initiative de développement (celle de la coopérative et de ses différents projets);
- b) la communauté (ses caractéristiques, acteurs, et enjeux);
- c) le rapport entre l'initiative et la communauté;
- d) les impacts au niveau individuel.

Bien que nous ayons réparti et adapté nos questions en quatre schémas destinés à nos différentes catégories de répondants et répondantes (soit les fondateurs, les coordonnateurs de projets ou administrateurs de la coopérative et les membres du LETS), une grande partie des questions d'entrevues se recoupaient entre nos catégories de répondant(e)s. Pour cette raison et par souci de simplicité, nous présentons une version synthétique de nos schémas d'entrevues à l'appendice B et C.

Tableau 3.5 Description de l'échantillon

Catégorie d'entrevue	# de personnes	# d'entrevues
Personnes impliquées dans l'initiative²⁹	21	16
<u>Lieu d'implication</u>		
<i>Coopérative Sunrise</i>	10	8
<i>North Shore LETS</i>	19	14
Types de membres		
Ménages/individus	12	8
Entreprises (incluant les fermes)	5	4
Organismes	1	1
Niveaux d'échanges en 2007		
0 \$LETS	5	4
100-200 \$LETS	7	5
201-600 \$LETS	2	2
601-1000 \$LETS	0	0
1001 \$LETS et plus	4	2
<i>LETS Go to the Movies</i> <i>(soirées cinématographiques)</i>	2	2
<u>Niveau d'implication</u>		
Coordonnateurs(trices) et administrateurs(trices) actuel(le)s	7	5
Membres fondateurs/initiaux	2	2
Communauté plus large	11	9
<i>Organismes de développement</i>	3	2
<i>Entreprises (incluant les fermes)</i>	5	4
<i>Bénévoles de la communauté</i>	2	2
<i>Individus</i>	1	1
Total³⁰	32	24

²⁹ Les différentes catégories qui sont présentes dans ce tableau se recoupent, c'est pourquoi les totaux ne concordent pas.

³⁰ Une de nos entrevues impliquait deux personnes dont l'une était impliquée dans l'initiative alors que l'autre ne l'était pas, c'est pourquoi les totaux pour les deux catégories principales ne concordent pas.

CHAPITRE IV

PRÉSENTATION DES DONNÉES : LES CONDITIONS D'ÉMERGENCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'INITIATIVE LOCALE DE DÉVELOPPEMENT

Les conditions d'émergence et de développement constituent, comme nous l'avons identifié au chapitre précédent, la première dimension que nous avons choisie afin d'aborder notre objet, la Coopérative Sunrise et son projet du North Shore LETS. Cette dimension constitue un passage nécessaire afin d'être en mesure d'approfondir notre questionnement de recherche, portant sur le thème de l'utilisation d'une monnaie sociale comme outil de développement local viable dans la région rurale du village de Tatamagouche et des environs. Nous avons déjà brossé un aperçu de la région de Tatamagouche, de la Coopérative Sunrise et du dispositif de monnaie sociale de type LETS mis en place par cette dernière aux sections 1.7, 1.8 et 2.3 respectivement. Le présent chapitre présentera donc les données à partir de l'historique de la Coopérative Sunrise. Il s'appuie principalement sur notre analyse documentaire, ainsi que sur nos entrevues de terrain.

L'initiative locale de développement que représente la Coopérative Sunrise, bien qu'elle n'ait que cinq ans d'existence à l'heure actuelle, a traversé une transformation organisationnelle entraînée principalement par le départ des leaders initiaux trois ans après le début du projet, soit en janvier 2007. L'histoire de cette expérience se divise en trois périodes principales : 1) Une phase de démarrage et de mise sur pied, caractérisée par un fourmillement de projets et une administration centralisée; 2) Une phase de restructuration entraînée par le départ des deux leaders initiaux, qui a entraîné une réappropriation par les autres membres de l'initiative et l'émergence de nouveaux leaders; 3) L'époque actuelle, où une stabilité reconstruite permet de voir tranquillement émerger de nouveaux projets.

4.1 Première phase : Le démarrage de l'initiative (2004-2006)

L'initiative qui nous intéresse est formée aujourd'hui d'une coopérative chapeautant deux projets principaux, des soirées de projections cinématographiques et un dispositif de monnaie sociale. Cette expérience de développement local s'est élaborée comme prolongement d'un projet initial et est issue d'une vision spécifique de la viabilité rurale : des soirées de projections de documentaires de l'ONF et la théorie du développement local viable de Richard Douthwaite (voir l'article 1.5.3).

4.1.1 L'analyse de départ

Cette initiative de développement local est issue d'une vision du développement rural viable passant par l'autonomie et l'autosuffisance de la communauté. Selon les initiateurs de la Coopérative, tel qu'on le formule dans un rapport soumis en 2005 au Secrétariat des coopératives fédéral, la menace à laquelle répondait ce projet de développement est celle de la « désintégration des communautés rurales » [traduction] (D1:7). D'après ce rapport,

« The Sunrise Project directors believe that the factors that are contributing to the decay of rural communities are just specialized cases of two larger classes of problems:

1. There is insufficient money in the rural economy; or,
2. The money in the rural economy is quickly removed. »

Il s'agissait donc premièrement de diminuer la dépendance de la communauté envers l'extérieur pour pouvoir limiter la fuite des revenus causée par les importations de produits et de services en provenance de l'extérieur. De façon complémentaire, on cherchait à trouver des moyens d'attirer des ressources économiques dans la communauté. À partir de ces objectifs, les initiateurs du projet mirent sur pied une stratégie axée sur l'identification des lacunes de l'infrastructure locale, définie comme l'ensemble des savoir-faire et des équipements locaux permettant de répondre localement aux besoins de la communauté

(E24)³¹. Trois champs prioritaires avaient été identifiés au départ, soit ceux de la nourriture, de l'habillement et de l'énergie – identifiés par Douthwaite comme piliers d'une économie locale viable (E24). Le rapport cité plus haut souligne ainsi la vision du développement rural adoptée :

« rural economic development – one we believe is achievable, affordable, and sustainable without long-term government support » (D1:5)

4.1.2 Les débuts (2004-2005)

La mobilisation et la création d'un organisme de développement local

L'histoire de cette initiative débute en juillet 2004 dans les locaux de la crèmerie du village, lorsque Charles et Sarah³², qui habitaient la communauté depuis environ sept ans, commencent à organiser des soirées de projections documentaires hebdomadaires. Ces soirées sont alors organisées dans le but de récolter des fonds pour un projet de développement local important qui se dessine alors dans la communauté, celui de la restauration de l'ancien site de la crèmerie que nous avons déjà cité à la section 1.7 (D2:7).

Selon les semaines, d'une dizaine à une trentaine d'auditeurs et d'auditrices commencent à se rassembler le vendredi à l'occasion du *Friday Night at the Movies*, autour de documentaires fournis par l'Office national du film (ONF), pour ensuite discuter en partageant vin et fromage. Au sein d'un public de taille variable se dessine ainsi un noyau de participants préoccupés des enjeux que soulèvent les documentaires et des problématiques locales, et désireux d'agir par des projets concrets (D1:6). Un deuxième mandat se dessine rapidement pour cette activité, soit celui d'identifier des activistes de la communauté intéressés à

³¹ Nous avons numéroté les entrevues que nous avons réalisées sur le terrain de 1 à 24. Dans les références de nos citations, les participant(e)s de l'initiative sont identifié(e)s par la lettre « E » (ex. E3) alors que les membres de la communauté plus large sont identifiés par la lettre « A » (ex. A5). Afin de respecter l'anonymat de nos répondant(e)s, nous ne précisons pas les projets spécifiques dans lesquels ils sont engagés.

³² Comme tous ceux cités dans notre analyse, ces noms sont des noms fictifs.

s'engager dans des projets de développement (E24). Cette activité constitue donc une première stratégie de mobilisation sociale pour les initiateurs du projet.

Autour de Charles et Sarah, qui joueront un rôle central dans le développement du projet, se structure ainsi un noyau d'environ cinq à sept individus. De ce groupe initial émergent rapidement différents projets, dont le premier est celui de créer un festival de films documentaires dans la communauté, le *Tatamagouche Film Festival*, qui aura lieu en octobre 2006. Tout comme les soirées documentaires, ce festival est conçu alors comme une grande levée de fonds, destinée à financer des projets de développement locaux.

L'organisation d'un festival de films et la visée de développement local qui se dessine donnent forme à l'initiative, et on décide de rediriger vers cette dernière les fonds récoltés lors des soirées de projections hebdomadaires (D3:5). Son envergure grandissante fait aussi naître rapidement le besoin d'une structure officielle, à laquelle on décide de donner la forme d'une coopérative de développement.

Six mois après le début des projections documentaires, la Sunrise Trail Community Development Co-operative est officiellement incorporée, le 12 janvier 2005 (D4:1), avec cinq administrateurs par intérim. Elle compte dix membres au moment de l'assemblée générale de formation, le 13 mai 2005 (D5:1). La Coopérative Sunrise est à cette époque une coopérative à but lucratif ne versant pas de dividendes à ses membres (Direction des coopératives 2008 ; D6:3), qui doit permettre de chapeauter les différents projets de développement que comptent entreprendre ces derniers.

La définition du local : le choix d'une géographie

Le « local » auquel s'adressera cette coopérative est défini de façon réfléchie par les leaders initiaux à partir de l'espace géographique couvert par le journal communautaire local, *The Light*. Comme l'explique l'un de ses promoteurs, contrairement à la géographie des divisions administratives officielles qui divisent la côte nord en trois comtés, celle de la coopérative a

été tracée sur la base de codes postaux. Elle comprend donc une population d'environ 4 000 ménages et entreprises, et correspond à un bassin de population et à un marché qui se structurent autour des pôles démographiques et économiques de Pugwash, Pictou et Tatamagouche (D1:8-9). Cette définition présente donc deux avantages : elle correspond à une réalité sociale et économique concrète (contrairement aux divisions administratives officielles, voir à ce sujet la section 1.7) et donne accès à un média communautaire dont la distribution couvre la totalité du marché visé [*total market coverage*] (il n'est pas distribué sur abonnement, mais par régions de tri d'acheminement) (E24).

Sur la base de cette définition, les initiateurs du projet entreprennent de consulter les données de Statistique Canada sur les dépenses des ménages afin d'identifier là où la monnaie nationale quitte la communauté. Ils consultent également le Répertoire des compétences réalisé par le gouvernement de la Nouvelle-Écosse, dans l'objectif de pouvoir identifier les lacunes éventuelles du système LETS qu'ils prévoient alors mettre en place en comparant les compétences disponibles dans la communauté avec celles qui sont disponibles au sein du dispositif. Beaucoup d'énergie et de minutie sont alors investies par les leaders initiaux dans l'élaboration d'une stratégie de développement pour la région de Tatamagouche. L'énergie et le savoir-faire de ces derniers sont décrits par cette répondante :

« When Charles and Sarah research, they are phenomenal. They really know how to do it. It's both how they come at life » (E1).

Le partenariat avec le journal communautaire local

Cette définition de l'espace local concourait donc avec celle du journal *The Light*, un média incontournable dans la région, et qui est apparu comme une ressource centrale afin de rejoindre le bassin de population auquel la coopérative voulait s'adresser. Dès les premiers temps de *Friday Night at the Movies*, un partenariat fut tissé par Charles, l'un des initiateurs du projet, avec la firme propriétaire du journal et basée à Pictou, où il travaillait alors comme analyste en étude de marché. Le contenu de l'entente était que la firme achète un projecteur pour la réalisation des soirées documentaires, en échange de quoi les organisateurs

s'engageaient à acheter une pleine page de publicité à moitié prix pour une année entière dans *The Light*, au terme de laquelle le projecteur appartiendrait au groupe. Au moment de sa mise sur pied en janvier 2005, la coopérative naissante allait reprendre le contrat des mains du leader initial jusqu'à la fin de l'entente venant à terme en juillet de la même année.

Ce partenariat a permis à la coopérative d'établir un lien avec un acteur important de la communauté, et un accès qu'il ne faut pas sous-estimer à une institution médiatique locale et à une des sources d'information locale principales. En effet, ce journal communautaire joue un rôle social prépondérant sur le territoire rural de Tatamagouche et les environs. L'importance de ce journal distribué mensuellement depuis 1984 pour la communauté locale (Tomlin 2004) est clairement soulignée par deux répondant(e)s :

« I know when *The Light* comes, once a month, and for locals and non-locals, it lays on the kitchen table until the next one comes. It represents the community and it's part of the community » (E7).

« Every citizen here reads *The Light*, cover to cover. You wouldn't think of that when you see this flimsy monthly paper. But it's the core of the community. So they need to sell their ideas through *The Light*. » (E13)

Le North Shore LETS

« People want to buy local, they just can't afford to. [...] If you give them the currency to buy local, they buy local. » (E24)

Entre-temps, dès l'été 2004 avait été nourrie l'idée de mettre sur pied un système d'échange local, dont la mission première allait être celle d'un outil permettant de retenir la monnaie à l'intérieur de la communauté. Au cours de leurs recherches extensives, les promoteurs initiaux prennent contact avec deux personnages iconiques de la mouvance du localisme monétaire, Michael Linton, initiateur du premier LETS en Colombie-Britannique, et Paul Gover, le fondateur de l'Ithaca Hours. Les informations ainsi recueillies les portent à choisir un modèle LETS, qui leur paraît alors le plus adapté aux objectifs de la coopérative. Deux

caractéristiques du LETS sont citées par l'un des fondateurs, soit d'abord le fait que la nature scripturale de cette monnaie rend sa fuite à l'extérieur de la communauté impossible (contrairement à une monnaie imprimée, qui peut être perdue, détruite, ou emportée par des touristes), et ensuite que le LETS permet une connaissance et une gestion précises non seulement de la masse monétaire circulant dans le système, mais aussi de la façon dont celle-ci circule (E24). Ce modèle permet donc plus facilement d'identifier les obstacles à la circulation monétaire pouvant affaiblir le système ou sa crédibilité, ainsi que d'agir pour développer la circulation interne. Par exemple, lorsqu'un membre accepte trop de monnaie interne sans pouvoir la dépenser, il est possible de tenter d'identifier avec lui ses besoins pour tenter de recruter de nouveaux membres dont les biens ou les services permettraient d'y répondre.

Le North Shore LETS, qui fait ses débuts sous le nom de Northumberland LETS, est donc construit sur les principes de fonctionnement du modèle général des LETS que nous avons présentés à l'article 2.1.2. Plus précisément :

- a) Son unité interne (appelée à l'origine la « *Northumberland Note* », puis « dollars LETS » [*LETS dollars*] avec l'usage) équivaut à un dollar canadien. Elle est échangée par chèques à trois copies – l'une pour l'acheteur, l'une pour le vendeur, et la troisième destinée au comptable du système.
- b) Chaque compte dispose au départ de 500 unités, ce qui équivaut à une limite de crédit de 500 \$LETS. Les comptes de membres peuvent représenter autant des entreprises que des organismes, des ménages ou des individus, et chaque membre est tenu de récolter les taxes applicables et de déclarer les revenus gagnés au sein du système.
- c) La Coopérative Sunrise dispose elle aussi d'un compte et peut donc réaliser des transactions au sein du système. Les parts sociales de la coopérative peuvent être réglées en monnaie interne, et l'organisation acquiert des revenus en monnaie LETS

grâce aux recettes des événements qu'elle organise (les soirées cinématographiques, le festival de films, etc.).

- d) En plus de la limite de crédit de 500 dollars LETS, le système était protégé à l'origine par une seconde mesure de régulation, par laquelle les nouveaux membres devaient être appuyés par deux membres existants (D1:17). Selon les observations que nous avons faites en personne, cette mesure ne semble pas être appliquée de façon stricte à l'heure actuelle.

Les motifs ayant mené à l'établissement du North Shore LETS étaient à l'origine principalement économiques et centrés sur la localisation et la dynamisation des échanges. Comme le précise l'un des promoteurs initiaux, l'objectif n'était pas de s'opposer au système monétaire ni au marché en tant que tels, mais plutôt à leurs effets néfastes pour la communauté : soit la rareté du moyen d'échange et l'exode des richesses entraînée par les mouvements de capitaux.

« Many of [the local currencies] are set up to be adversarial, or at least view the national currency as an adversary. They're trying to rid themselves of the national currency. [...] On the contrary] our big problem with the national currency was that the entire system was set up to extract the national currency from Tatamagouche. [...] new products, that are not produced locally, really are a distribution system, not to get products into the community, but to get the money out of it. Once that money's gone, once the money goes to [the externally owned business], it gets redistributed to [its] shareholders, and never to return to Tatamagouche. So it was our intention to find a means to prevent that. » (E24)

C'est en mai 2005 lors de l'assemblée de formation de la Coopérative Sunrise qu'a lieu la première transaction du North Shore LETS au cours d'un repas réunissant les premiers participant(e)s. Le système est officiellement lancé quelques semaines plus tard en juin 2005, et compte au départ 20 membres³³. Une première expansion est réalisée après trois mois avec l'accueil de 12 nouveaux membres, et la communauté d'échange s'élargira ensuite à 52 membres en mars 2006 (Herbert 2006; D7:2). Le développement du système s'est donc fait

³³ Comme nous l'avons déjà mentionné, les comptes de membres peuvent représenter des individus, des ménages, des entreprises ou des organismes.

par phases définies dans les débuts, mais aujourd'hui les personnes intéressées par le système peuvent s'y joindre une à une, lorsqu'elles le désirent.

Enfin, un comptable professionnel devient membre du LETS à la fin de l'année 2005 et sera responsable de recevoir et comptabiliser les relevés de transaction ainsi que de gérer la comptabilité du système d'échange.

Une banque LETS

La coopérative a aussi créé dans ses premières années d'existence une banque interne, qui devait disposer par définition de la même quantité d'unités que celle en circulation. La création de cette banque répondait à deux objectifs principaux. Elle devait en premier lieu permettre aux membres d'emprunter pour réaliser des achats plus importants que leur limite de crédit, évitant ainsi que les membres thésaurisent en tentant d'accumuler assez d'unités pour faire ces achats, ce qui aurait pour effet de freiner les échanges (E24). À cet objectif était associée l'idée de pouvoir réaliser éventuellement des prêts de microcrédit en monnaie interne. Le deuxième mandat de la banque était de pouvoir répondre à des « urgences communautaires » (comme l'éventualité où la maison d'un membre passerait au feu), pour constituer ainsi une forme d'assurance collective pour la communauté des membres (D26).

Ressources coopératives

Dans ses débuts, et avant même que soit tenue sa première assemblée générale, la Coopérative Sunrise est parvenue à mobiliser des ressources économiques extérieures en déposant une demande auprès du Secrétariat aux coopératives dans le cadre d'un programme de financement nommé l'« Initiative de développement coopératif », qui lui permit d'obtenir une subvention de 10 000\$. Répartie sur neuf mois entre avril et décembre 2005, celle-ci était destinée à soutenir l'organisation dans sa mise en œuvre et sa recherche d'une viabilité à long

terme à partir de ses trois projets principaux, *Friday Night at the Movies*, le *North Shore LETS* et le *Tatamagouche Film Festival*.

La Coopérative Sunrise devient également membre à cette époque du Conseil de la coopération de la Nouvelle-Écosse, qui lui fournira du soutien et de l'expertise dans l'élaboration de ses projets, et mettra par la suite l'un des initiateurs en contact avec le Directeur du développement économique de la province et leur permettra d'obtenir du financement pour le festival de films prévu pour octobre 2006.

L'articulation des différents projets

Les différents projets sont dès l'origine pensés et articulés autour d'un objectif principal, celui d'identifier et de combler les lacunes de l'infrastructure communautaire. Malgré que le LETS ait eu une vocation principalement économique au départ, la coopérative elle-même a intégré une dimension culturelle importante dans sa conception de l'infrastructure locale, dont témoigne la place occupée par le cinéma dans ses stratégies de développement (E7). Alors que les soirées de projections récoltent des fonds à l'intérieur de la communauté, le festival de films doit être le moyen d'attirer des ressources externes, qui pourront être mises en circulation à l'intérieur de l'espace d'échange communautaire grâce au système LETS. Cette monnaie nationale récoltée par le Tatamagouche Film Festival devait servir à acquérir des produits fabriqués à l'extérieur pour les rendre disponibles localement sans entraîner de fuites dans l'économie locale. La stratégie principale retenue afin de convertir les richesses exogènes en richesses endogènes était à l'époque un projet d'achat de chauffe-eau solaires destinés à être revendus en monnaie LETS. Ce projet aurait répondu à l'objectif de permettre une plus grande autosuffisance de la communauté dans le domaine de l'énergie – domaine d'intervention prioritaire choisi par la coopérative – tout en conférant une crédibilité supplémentaire au système d'échange et en devenant un incitatif permettant d'attirer de nouveaux membres. Un partenariat préliminaire fut tissé à cet effet avec une entreprise néo-écossaise basée à Dartmouth près d'Halifax, et une délégation de la coopérative se rendit à Dartmouth en août 2005 afin de visiter les installations et rencontrer le PDG de l'entreprise.

« to build it solidly on consumer confidence, and at the same time, do a really professional job and demonstrate to people that you can take currency from the outside of the community, and you bring it in, and launder it by purchasing products that you can't produce locally, and then sell them to your members for local currency. [...] It provides a *huge* incentive for joining. » (E24)

4.1.3 L'envolée et le départ des leaders initiaux (2006)

L'année 2006 est la période d'activité la plus intense de la coopérative, et l'apogée de la première phase. Alors que la coopérative, les soirées de projections et le LETS sont bien en marche et que le festival de films est en préparation pour le mois d'octobre, l'initiative bénéficie d'un élan très fort porté en particulier par l'énergie et l'inspiration de Charles et Sarah, qui sont engagés dans plusieurs projets qu'ils tentent de mettre sur pied en parallèle.

Développements organisationnels

Le 17 mai 2006, la deuxième assemblée générale annuelle de la Coopérative Sunrise vit la formation de quatre comités spéciaux chargés d'examiner et de mettre en œuvre des projets en vue de l'autonomie et de l'autosuffisance dans les quatre domaines de la nourriture, de l'habillement, de l'énergie et de l'infrastructure.

« the understanding was that every year, after the film festival, we would sit down and see how much money the Co-op had managed to bring in, in terms of national currency, from outside the community, and we would agree, as a co-op, how much of that money should be allocated to each one of those four committees. » (E24)

La création d'un journal communautaire

Après que le contrat liant la coopérative au journal communautaire soit venu à échéance en juillet 2005, celle-ci continua de publiciser ses activités mensuellement à travers ce média. Ce partenariat fut toutefois rompu lorsque le journal refusa d'être le commanditaire médiatique

du Tatamagouche Film Festival, qui devait avoir lieu en octobre 2006. Pour continuer à assurer la présence médiatique de l'initiative tout en ayant à présent une plus grande influence sur le contenu des articles la concernant, les leaders de la coopérative décidèrent alors de fonder leur propre journal communautaire, *The Northumberland Tide*, qui connaîtra trois numéros, sortis en mars, juin et septembre 2006.

« we wanted to basically have a much stronger involvement, because we see the value of the newspaper, and we wanted a much stronger presence, and control over the actual content. [...] So I explained to them that if we don't [have a media sponsorship from *The Light*], we're going to have to produce our own. And we produced our own, we produced it. » (E24)

« That was all started as a way to get the community an alternative newspaper. They found that the one in the area was just really an advertising delivery mechanism, there was very little substance in it. Charles wanted to talk about social justice issues, things like this. [...] It kind of went hand in hand with the LETS program, because it gave people in the program a space to advertise in. We tried to keep the quality up there too. [...] it was also a way to introduce people in the community and in the LETS community to what was going on within this program, who the members were, what services they were offering, and perhaps their approach to different things. »(E20)

Encore une fois, ce projet est en articulation étroite avec les autres volets du projet de développement local. Le journal, qui est lui aussi distribué selon le principe de couverture totale du marché (par région de tri d'acheminement), donne à la coopérative une présence médiatique plus importante et lui permet de couper ses coûts de publicité qui peuvent dès lors être défrayés en dollars LETS. Il est aussi conçu de façon à former un incitatif pour encourager les entreprises locales à se joindre au LETS, car elles ont alors accès à de la publicité monnayable en dollars LETS – ce qui constitue une contrepartie pertinente aux revenus gagnés en monnaie interne. En outre, le journal a pour objectif d'offrir des débouchés à des membres du dispositif ayant fait carrière dans le milieu intellectuel ou ayant des talents d'écrivain(e), car à la différence de ceux offrant des biens ou services comme de la nourriture ou de la plomberie, le travail intellectuel est en général peu en demande dans un système d'échange de ce type.

Un projet de radio communautaire

Alors que le festival de films est en pleine préparation, d'autres projets se mettent en branle. Dès le mois de mars, un comité de trois membres de la coopérative organise une rencontre pour consulter des résidents intéressés à participer à une station de radio communautaire (D8:2). Une coopérative est formée au mois de mai suivant, la Radio Tatamagouche Cooperative Ltd., et un concert-bénéfice parrainé par le *Northumberland Tide* est organisé en juin. Ce projet n'aboutira toutefois pas faute de ressources humaines.

Un projet de transport communautaire local

Un autre projet d'envergure est alors en préparation, celui de créer un système local de transport et de distribution, dans l'idée de permettre aux petits producteurs de commercialiser plus efficacement leurs produits dans les magasins et épiceries situés à l'intérieur de la géographie de la coopérative. Ce projet devait favoriser la formation d'un système de distribution alimentaire locale en répondant à deux obstacles complémentaires qui entravent l'achat local : le fait d'une part que les détaillants préfèrent l'approvisionnement stable et fiable des distributeurs nationaux et internationaux, et d'autre part, l'obstacle pour les petits producteurs que représentent les coûts prohibitifs en argent et en temps du transport pour la commercialisation efficace de leurs produits. En plus de répondre à ces deux enjeux, les initiateurs du projet comptaient également travailler avec les producteurs locaux pour faciliter leur accès à des cuisines certifiées par l'Agence canadienne d'inspection des aliments et encourager de cette façon une commercialisation plus importante des produits locaux dans les supermarchés (D9:16). Après la réalisation d'une étude de faisabilité au cours de l'été et de l'automne 2006, le lancement du système de transport était prévu pour l'été 2007 (D10:17).

Réseautage

Les initiatives innovantes et proactives qui se multipliaient sous l'égide de la Coopérative Sunrise en 2006 menèrent ses promoteurs à publiciser leur modèle de développement auprès de la Direction du développement économique de la province afin de le faire reconnaître comme stratégie légitime et réalisable d'(auto)développement rural. Introduit grâce aux réseaux du Conseil de la coopération de la Nouvelle-Écosse, l'un des leaders initiaux du projet fit ainsi une présentation auprès des 17 officiers du développement économique de la province pour répondre à leurs questions sur la monnaie locale et son fonctionnement, ce qui permit d'obtenir une subvention de développement pour le Tatamagouche Film Festival. La stratégie des promoteurs était à terme d'obtenir auprès des acteurs gouvernementaux la légitimité qui permettrait de faire éventuellement accepter la monnaie locale comme fonds de contrepartie pour l'obtention de subventions (E24).

Le festival de films

L'apogée de cette première phase de développement fourmillante fut la première et unique édition du Tatamagouche Film Festival, qui eut lieu du 4 au 6 octobre 2006 au Tatamagouche Centre, un organisme à vocation éducationnelle et de retraite spirituelle établi de longue date dans la communauté. Ce projet, dont la mission était de devenir la source principale de mobilisation de ressources économiques exogènes pour la réalisation des projets de la coopérative, ne parvint toutefois pas à récolter les recettes escomptées. Selon les organisateurs du festival ainsi que diverses personnes consultées, le manque de succès du festival aurait été dû principalement à un manque de publicité (en particulier à Halifax d'où l'on attendait une grande partie des visiteurs), et à un choix de dates inadéquates pour l'événement (qui eut lieu pendant la semaine).

Les organisateurs purent cependant amasser un budget de 8 600\$, dont 7 500\$ avaient été obtenus auprès de commanditaires, et principalement du Conseil de la coopération, qui fournit 5 000\$ au festival. Celui-ci obtint également des commandites du Ministère du

développement économique, d'entreprises d'équipement vidéo de Halifax, ainsi que de d'autres acteurs locaux, tels que des coopératives et l'agence de développement régional locale du gouvernement provincial, la Colchester Regional Development Association (CoRDA) (D11:13).

Malgré le travail bénévole que ces derniers y avaient investi, le festival fut considéré par ses organisateurs comme ayant été un projet à somme nulle (E25; D12:1), et même comme un succès considérant le fait que les festivals de films *perdent* en général de l'argent lors de leur première année (D12:3). De plus, eurent-ils pu recommencer la deuxième année, de nouvelles sources de financement auraient pu être sollicitées, telles que Téléfilm Canada et Nova Scotia Film Development, qui ne subventionnent les festivals qu'à partir de leur deuxième année.

Le départ des leaders initiaux

Ce projet sonne toutefois le glas de la première lancée du projet de la Coopérative Sunrise. Les deux leaders initiaux s'étaient investis entièrement dans leur communauté pendant deux ans et demi, et étaient parvenus à mettre sur pied plusieurs projets de développement, allant des soirées cinématographiques à la coopérative de développement local, en passant par le système d'échange local, le journal communautaire et le festival de films. Ils avaient également eu le temps d'explorer et de jeter les bases de projets supplémentaires, tout cela en gérant en parallèle une ferme biologique et un magasin d'alimentation naturelle, et même, pour l'un des leaders, en présentant sa candidature aux élections provinciales de juin 2006 pour le Nouveau Parti Démocratique. Charles et Sarah se trouvèrent donc non seulement à court d'énergie au terme du festival de films, mais également à court d'argent. Ils quittèrent donc la région en décembre 2006 pour retourner travailler à Toronto, dans l'objectif de revenir dans la communauté au moment de leur retraite et poursuivre leur projet de développement rural viable.

Peu avant leur départ, la perspective d'adopter une monnaie manuelle au sein du LETS est soulevée dans une réunion des membres par l'un des leaders, mais ne rencontre pas l'appui des membres.

« We had one last meeting at Dorje Denma Ling [un centre bouddhiste Shambhala membre du LETS]. But all I remember was that discussing if the LETS should go to printed money. Which Charles seemed to be very keen on, but then we had to go around and no one was interested. » (E19)

4.2 Deuxième phase : la reconstruction de la mobilisation (2007-2008)

4.2.1 Une période de flottement (2007)

Même si les leaders initiaux avaient bénéficié du soutien d'un noyau dur de membres de la coopérative, la place prépondérante qu'ils avaient occupée dans l'élaboration de la vision et dans l'administration et le développement de l'initiative fit en sorte que leur départ créa un vide organisationnel important. Lorsqu'ils quittent la région en décembre 2006, tous les projets se trouvent donc suspendus.

Le système d'échange

Malgré le vide administratif qui caractérise cette période, les échanges au sein du LETS se poursuivent. Comme des membres continuent de lui apporter leurs relevés de transactions, le comptable décide de continuer à les compiler même si l'incertitude plane quant au devenir du système et que l'envoi de relevés de compte est interrompu puisque personne n'est officiellement responsable du système. Comme le relate une personne que nous avons interviewée :

« ...it was really quite a clumsy time. [...] Quite frankly, I thought it was going to stop, because Charles had been, like I said, the driving force. He was the guy who got it going, he was the guy who kept it going. When he left, I thought 'ok, this is the end.

Anybody who has a large balance in there has just lost their balance, right?' [...] But it seemed like after a couple of months, people were wondering 'Where is this system going, what's happening?', and a committee was formed and it got going again. » (E2)

« People were saying 'are you still in the program?'. And answering 'well, as long as we have LETS dollars and you'll take them, we'll spend them!' » (E11)

Le LETS avait donc atteint avant le départ des leaders initiaux un degré d'appropriation suffisant parmi ses participant(e)s pour qu'il puisse survivre de lui-même. Cette appropriation témoigne aussi de la confiance qui caractérise le système, et du fait qu'elle n'est plus une confiance placée par chacun en l'initiateur du dispositif (dynamique qui peut être nécessaire pour faire démarrer un projet), mais qu'elle a évolué en une confiance interpersonnelle et multilatérale au sein de la communauté de membres. Ces observations s'opposent aux remarques de Birouste (1998:2) sur les dangers d'un « système d'enfermement local » où la dynamique serait structurée par un rapport de dépendance envers un leader charismatique, prévenant ainsi l'émergence d'une « structure sociale d'échange ». La survie du LETS au départ de son administrateur d'origine témoigne d'une diffusion du projet.

Les soirées cinématographiques

Alors que les échanges dans le LETS se poursuivent tout le long de l'hiver et de l'été, les soirées de projections recommencent dès le printemps de la même année sous l'impulsion d'un petit comité de cinéphiles. Comme les locaux de l'ancienne crèmerie ne sont plus disponibles parce que les travaux de restauration ont commencé, les soirées se déplacent au cours de cette saison dans différents lieux de la communauté. Au répertoire en provenance de l'ONF s'ajoutent des films fournis par l'organisation Cinema Politica, ainsi que des soirées parrainées par le Ecology Action Centre, un groupe environnemental provincial basé à Halifax, et par le Conseil des Canadiens, dont le chapitre local est dirigé par une des membres de la coopérative (D13, E7). Quinze séances ont lieu au cours de cette saison, pour un total de 316 billets vendus (D13).

4.2.2 Reprise et restructuration (2007-2008)

« I think what happened is that when they left, in a way it went quiet for a while, it kind of decreased, because, I don't know if everyone really felt like they understood enough to kind of just take it on. But it's slowly rebuilt itself, and I think there's a few new people that are really committed, putting a lot of energy in it. » (E3)

« People just thought everything stopped, because the newspaper did stop, and there wasn't a second film festival. But then we started to actually go back to the businesses, and recruit for the LETS, and keep it moving, keep it moving, making sure people utilized it, spent their money, bought and sold, and it got the word out. » (E1)

L'automne venu, et le moment de l'assemblée générale annuelle normalement convenu depuis longtemps passé, l'exigence de renouvellement de l'incorporation de la coopérative auprès de la Direction provinciale des coopératives souleva la question de la survie de l'organisation. L'un des membres prit alors l'initiative de convoquer une assemblée générale annuelle, qui se tint le 3 octobre 2007. Deux rencontres suivirent peu après pour discuter de l'avenir du LETS et de la coopérative, au cours desquelles les membres présents décidèrent de concentrer les énergies disponibles au sein du groupe sur deux projets particuliers, les soirées de projections et le système d'échange. Comme le relatent certains membres présents lors de ces réunions, ces décisions furent basées sur les intérêts des membres présent(e)s ainsi que sur une prise en compte des éléments ayant obtenu suffisamment de support parmi les participant(e)s. Cette décision fut en quelque sorte un test de la mobilisation, des énergies et de l'intérêt des membres de la coopérative et du LETS.

« ...some of us thought that there was too much new initiatives, that they were still trying to do new things. [... We] decided that we couldn't do it all, and that we had to pick priorities. And they were two priorities that we felt at the time. One was the LETS, and the other was Friday Night at the Movies. Those were the two things we thought, of all of the projects, that we wanted to make sure they didn't die, and they kept going. [... We] wanted to make sure the LETS and the film nights, which seemed to get a lot of good response, kept going. » (E3)

« it's sort of out of that that we set priorities, that we decided 'Let's continue the LETS program, because if it falls through, it will be very hard to start again'. [...] And it was working, and *is* working. And that the weekly movies is a good way of the

community coming together, and a number of us were interested in carrying that on, and enjoyed previewing movies and all that kind of thing. So we would do that, with the idea of keeping the framework going, and then, if things like the water heater or the radio station or those kind of things, if we wanted to get into that, that would happen later, but we would keep that much of a skeleton going. » (E4)

Parallèlement au comité qui organisait les soirées de projections, cinq membres se mirent de l'avant pour former un comité de coordination du LETS (D14). Le système d'échange, qui avait été géré entièrement jusqu'alors par son fondateur, devint une responsabilité partagée par cinq personnes.

Comme la coopérative comptait alors une douzaine de membres et le LETS, une cinquantaine, il apparut important pour le noyau impliqué lors de ces rencontres d'octobre de consulter les membres du LETS et vérifier leur intérêt à ce que le système soit maintenu en place. Cette rencontre eut lieu en novembre et permit de confirmer auprès des 20 à 30 personnes y ayant assisté l'intérêt des membres à continuer à échanger au sein du LETS. Elle donna ainsi un coup d'envoi à la relance du projet.

De nouveaux individus commencèrent à s'impliquer à cette époque qui ne l'avaient pas été jusqu'alors, tant au sein de la coopérative, des soirées de projections que du système LETS. En particulier, deux nouveaux membres qui avaient administré auparavant un système d'échange ayant fonctionné de 2004 à 2007 à Halifax fournirent leur expérience et leur expertise en fait de localisme monétaire à la nouvelle étape du North Shore LETS, en particulier en ce qui a trait à la structuration horizontale de la nouvelle coordination. La définition des rôles du comité de coordination qui gère le LETS à l'heure actuelle est leur adaptation d'une formule développée par le LETS de Victoria en Colombie-Britannique ainsi que du savoir-faire recueilli auprès des coordonnateurs(trices) de ce système par le passé (E9). Ce savoir-faire transmis de dispositif en dispositif par les réseaux d'activistes monétaires canadiens et internationaux sera donc bénéfique pour la reconstruction du North Shore LETS.

4.3 Derniers développements : un nouvel équilibre se dessine (2008-2009)

4.3.1 Le LETS

Débute donc à partir de l'automne 2007 un processus de restructuration du LETS. Les membres du comité de coordination mirent d'abord à jour le répertoire des membres et retravaillèrent les politiques du LETS, notamment pour inclure une clause de transparence voulant que les soldes des comptes des membres soient publiés périodiquement. Un nouveau répertoire des membres incluant les politiques remaniées fut ainsi lancé le 15 mai 2008.

Des rencontres potluck recommencèrent à être organisées périodiquement afin de permettre aux membres de se rencontrer, de mieux connaître l'offre et la demande et d'échanger. Ces rencontres sont généralement précédées d'une réunion du comité de coordination, à laquelle les membres intéressés sont invités à participer. Une rencontre aux deux mois environ a été organisée entre octobre 2008 et mai 2009 (D15, D16, D17). On tente aussi d'encourager la communication et les échanges grâce à un babillard installé à l'automne 2008 dans le local d'une entreprise membre située sur la rue principale de Tatamagouche. Des courriels d'information sont envoyés aux membres régulièrement, transmettant l'invitation pour une rencontre potluck et donnant des nouvelles du système (accueil de nouveaux membres, projets, etc.). Enfin, neuf nouveaux membres (dont un ménage) se sont joints au dispositif entre octobre 2008 et août 2009 (D15, D16, D27). Une répondante note à ce sujet que la crise économique semble avoir eu pour effet de sensibiliser les gens aux failles de l'économie dominante et à l'intérêt de systèmes alternatifs, encourageant ainsi des personnes autrefois sceptiques à se joindre à la communauté d'échange :

« Is has an impact, people are worried, and people want to know how to utilize their family's well-being in the most cost-efficient way, and if they can trade within the community instead of going outside the community, it keeps their money here, they understand that a little better. It's clicking. » (E1)

4.3.2 Les soirées de projections cinématographiques

Les soirées de projections ont aussi poursuivi leur existence et réalisé leurs cinquième et sixième saisons en 2008 et 2009. La saison 2008 eut lieu dans les locaux du Tatamagouche Centre, l'organisation d'éducation membre du LETS qui avait été l'hôte du festival de films, ce qui permit à l'activité de bénéficier des droits de projection pour plusieurs longs métrages auxquels a accès l'organisation grâce à son affiliation avec l'Église Unie. La saison 2009 se déroula ensuite dans la salle d'un pub appartenant à des membres du LETS, ce qui semble avoir permis d'augmenter encore la taille de l'audience.

4.3.3 Aujourd'hui

Nouveaux projets

Même si les soirées de projections et le LETS sont les deux seuls projets stables à l'heure actuelle pour la coopérative, trois autres sont présentement en branle. Il s'agit d'abord d'un projet de restauration des arbres fruitiers et de noix de la communauté visant à accroître la quantité de fruits frais accessible aux membres de la communauté locale. Le projet a débuté par un atelier de restauration ayant eu lieu en avril 2009, et a obtenu un soutien financier du conseil de santé communautaire local, le North Shore Community Health Board (D18).

Ensuite, le comité de coordination du LETS est en train de développer un bassin de main-d'œuvre, c'est-à-dire une pratique permettant aux personnes de vendre leur temps de travail dans le système d'échange plutôt que des biens ou des services précis. Ceci permettrait aux entreprises, qui tendent à accumuler plus de monnaie interne que les autres et qui peuvent avoir toutes sortes de besoins en termes de travaux divers, d'engager des gens au sein du dispositif ayant de leur côté de la difficulté à gagner des unités internes.

« If there's going to be retail that are going to end up with a fair bit of LETS dollars, the other side of the equation is that they sometimes are going to need a myriad of different tasks done. It's not always specialized stuff, and in a way it's formalizing a

bit the informal economy I guess. That's very important that people will work for LETS dollars. » (E19)

Un autre projet dont nous a parlé certain(e)s répondant(e)s est celui de faire de Tatamagouche une « ville certifiée équitable » par un programme de Transfair Canada. Une visite a été faite par le passé par une délégation de personnes intéressées par le projet à la ville de Wolfville, première ville certifiée par l'organisation et située elle aussi en Nouvelle-Écosse³⁴. Ce projet semble intéresser plusieurs personnes et différents efforts de mobilisation se font peu à peu.

Transformations organisationnelles et structure de la mobilisation actuelle

Plusieurs répondant(e)s nous ont souligné l'immense capacité organisationnelle, publicitaire et conceptuelle des leaders initiaux. Ces deux individus ont eux-mêmes fourni la majeure partie des ressources humaines qui sont intervenues dans la réalisation des projets de la première phase. La coopérative, gérée à cette époque de façon très centralisée, a voulu implanter un modèle englobant et intégré de développement pour la région, où chaque projet était développé de façon à occuper une fonction spécifique pour la communauté, la stratégie de développement et la viabilité de l'organisation. En plus de chapeauter et d'articuler ces différents projets, la structure coopérative, investie par les leaders initiaux et les membres du noyau d'origine, conférait une certaine légitimité à l'initiative et a été un outil de mobilisation de ressources extérieures tant auprès des gouvernements que du mouvement coopératif.

La dynamique qui prévaut dans la deuxième phase est sensiblement différente. Les membres impliqués sont conscients qu'ils ne disposent pas du même niveau de temps et d'énergie que celui investi par les leaders initiaux dans leur vaste entreprise de développement rural viable, et la stratégie qu'ils adoptent les mène à reconstruire la mobilisation en partant de la base. Ils travaillent à partir des deux projets concrets qui ont été considérés viables en raison de la mobilisation et de l'intérêt qu'ils ont suscités, plutôt que d'une stratégie englobante. Alors

³⁴ Six villes sont actuellement certifiées équitables par Transfair Canada : Wolfville en Nouvelle-Écosse (2007), La Pêche au Québec (2007), Port Colborne en Ontario (2009), Nakusp et Golden en Colombie-Britannique (2009) et Gimli au Manitoba (2009) (Transfair Canada 2009).

que les soirées cinématographiques sont portées par des cinéphiles, le LETS est porté par des membres intéressés par l'exploration des possibilités du localisme monétaire.

« We didn't have the time that Sarah or Charles had, and it was a little rough for about a year, but it has kept on. And some new leadership has come in, which has been very important I think. [...] So, there's been a number of new people who are either new to the community or were involved in it but not active, have come forward. » (E3)

La nouvelle dynamique est donc beaucoup plus décentralisée que l'ancienne et reflète les intérêts et les énergies disponibles parmi les membres impliqués. L'organisation fonctionne majoritairement par projet. Même si les revenus des soirées de projections vont à la coopérative, qui défraie pour sa part les coûts de fonctionnement du LETS, ces trois ensembles forment des structures autonomes : ces soirées de projections sont une activité en elle-même et le LETS forme une structure à part entière. Ces deux projets, qui sont coordonnés par des personnes différentes, semblent avoir pris le premier plan, alors que la coopérative est essentiellement une structure formelle, que l'on conserve en raison du travail qui y a été investi et des opportunités (en particulier de financement) qu'elle permettrait éventuellement de saisir. Nous avons pu observer néanmoins que l'organisation – c'est-à-dire principalement son conseil d'administration – a commencé depuis l'automne 2008 à faire avancer de nouveaux projets.

On observe par ailleurs que le LETS a pris une place prédominante dans la nouvelle configuration de l'initiative, en raison de l'énergie que lui donnent ses coordonnateurs et coordonnatrices actuel(le)s ainsi que de l'arrivée de nouveaux membres. L'importance du LETS dans la dynamique actuelle est soulignée par une personne interviewée, qui considère que le LETS constitue le moteur de l'initiative en ce moment.

« The LETS program is actually very moving [...] It's kind of funny because the cooperative is the umbrella that keeps those going, but it's the other way around right now, which is really important. [...] I think it's a growth situation, I think it's something that feeds off of that interest, and off of people utilizing it. I think the cooperative is sustained by the fact that the momentum of the LETS is so strong, and the film board, and the interest and the participation of the community. It's gonna be very interesting to see what happens. » (E1)

En ce qui a trait à l'articulation de l'ensemble, celle-ci se fait par le chevauchement des comités organisateurs des soirées de projections et du LETS avec le conseil d'administration de la coopérative, mais il reste que cette structure est de nature très informelle et que la perception des projets et de l'ensemble varie selon la perspective des participant(e)s. Ce que l'on peut considérer comme étant le « noyau » de l'initiative – les personnes impliquées ou ayant été impliquées dans la coordination des projets et/ou au sein de la coopérative – tend à considérer la coopérative et ses projets comme un tout. Les membres du LETS qui se présentent aux assemblées générales annuelles de la coopérative ont donc le droit de vote même s'ils n'en sont pas membres. À l'opposé, certains membres du LETS ne sont pas conscients que ce dispositif était articulé à l'origine à un projet de développement beaucoup plus large. D'autres n'en savent que très peu de choses. Les rapports qu'entretiennent les différentes personnes impliquées dans cette initiative sont donc extrêmement variables. C'est le contraste entre ces perspectives qu'expriment les remarques suivantes :

« I'm a member of the LETS, but it's the same thing. The Co-op, the LETS, the movie night, it's all the same thing. » (E7, membre du LETS et de la coopérative)

« No, I don't know much about the Co-op. [...] I don't even know if it exists anymore. [...] That was one of Charles' things too. » (E12, membre du LETS)

En résumé, sur le plan diachronique, l'initiative de développement local viable construite autour de la Coopérative Sunrise se caractérise par un changement de structure organisationnelle important lié à une transformation du leadership. Sur le plan synchronique, ses projets sont coordonnés aujourd'hui de façon autonome, le LETS en particulier formant un ensemble social distinct malgré l'articulation fonctionnelle héritée de la première phase et le fait que les membres du noyau demeurent porteurs de la mission initiale englobante. L'émergence et l'évolution du North Shore LETS sont donc indissociables de la Coopérative Sunrise et du projet de développement qu'elle représente.

4.4 Conclusion du chapitre

Cet historique nous a permis de brosser le portrait de la Coopérative Sunrise, du modèle de développement local viable qu'elle a élaboré ainsi que des stratégies qu'elle a développées afin de tenter de le mettre sur pied dans la région de Tatamagouche.

Cette organisation a connu dans ses deux premières années d'existence une croissance très rapide, marquée par une effervescence de projets et d'idées. Le départ des leaders qui avaient porté la première phase entraîna des changements importants au sein de l'organisation. Deux projets continuèrent d'eux-mêmes après ce départ, malgré l'absence de coordination centrale au sein de la coopérative, le LETS et les soirées de projections, qui survécurent à cette épreuve de la mobilisation. Différents constats peuvent être tirés de cet historique :

- a) On remarque avant tout le rôle central qu'ont joué les promoteurs initiaux au cours de la première phase de l'initiative, autant au niveau de sa conception, de sa mise en œuvre, de sa promotion, de sa coordination que de son expansion. Ces leaders ont réalisé des efforts importants afin d'élaborer un modèle de développement innovant, de tisser des partenariats auprès d'acteurs-clés tels que le journal local et le Conseil de la coopérative de la Nouvelle-Écosse, ainsi que de faire reconnaître la pertinence, la légitimité et la faisabilité de leur modèle auprès d'acteurs gouvernementaux.
- b) Le modèle de développement élaboré par les promoteurs initiaux a accordé une grande attention à l'articulation des différents projets, de façon à ce que ceux-ci se soutiennent réciproquement et forment un ensemble cohérent. Ceci a constitué une stratégie de mobilisation sociale importante pour ces leaders et une stratégie de viabilité pour l'organisation dans son ensemble. Ainsi la mise sur pied et l'évolution du LETS sont-elles indissociables du projet plus large porté par la coopérative, tout comme sa viabilité actuelle (grâce aux soirées de projections). Cette imbrication du LETS et de la coopérative aux niveaux social et fonctionnel ainsi que la petite taille de l'organisation limite les possibilités d'identifier et d'isoler les processus qui seraient propres au LETS.

- c) La coopérative a vécu une transformation organisationnelle en profondeur à la suite du départ des promoteurs initiaux. La première conséquence de ce départ fut la cristallisation de l'organisation autour de deux projets, démontrant le fait que ceux-ci bénéficiaient d'une base de mobilisation et d'appropriation assez solide au sein des membres pour continuer d'eux-mêmes. C'est aussi en constatant cette base que les membres choisirent de prioriser le LETS et les soirées cinématographiques au moment de la reprise de la coordination à l'automne 2007.
- d) La reconstruction qui a suivi ce départ a également permis un élargissement de la coordination au sein du LETS comme de la coopérative, et le fait que les membres entreprennent à l'heure actuelle de nouveaux projets sous l'égide de la coopérative témoigne de la stabilité retrouvée de l'organisation ainsi que des possibilités offertes par sa structure et les partenariats développés en son sein.
- e) En ce qui concerne le North Shore LETS, la poursuite des échanges témoigne d'une appropriation de la monnaie interne chez les participants et d'une confiance interpersonnelle, ayant permis au système de survivre malgré l'absence d'une coordination centrale. Le LETS semble donc avoir atteint l'état d'un réseau social à l'existence propre et avoir dépassé le stade d'un projet dépendant de son initiateur.

Ce portrait établit donc les repères contextuels qui nous permettront d'approfondir les trois autres dimensions d'analyse choisies afin de comprendre l'expérience de la Coopérative Sunrise et le rôle du North Shore LETS pour celle-ci. Nous examinerons d'abord dans le prochain chapitre les ressources mobilisées par cette initiative et les impacts qu'elle a pu avoir sur ses participants et la région de Tatamagouche. Notre dernier chapitre nous permettra d'approfondir la dimension des processus sociaux et communautaires qui ont structuré l'histoire de cette initiative afin de comprendre la nature de la collaboration développée en son sein et les rapports qu'elle entretient avec la communauté plus large.

CHAPITRE V

LA MOBILISATION DES RESSOURCES ET LES IMPACTS OBSERVÉS

Comme le soulignent Klein (2006) et Ninacs (2002), le développement local est un processus permettant d'augmenter les capacités d'action d'acteurs locaux en vue du mieux-être de leur communauté locale, capacités où la mobilisation et l'arrimage de ressources endogènes et locales jouent un rôle important. À partir de nos données d'entrevues et de notre analyse documentaire, nous présentons un bref portrait des ressources de différents types qu'ont permis de mobiliser le North Shore LETS et la Coopérative Sunrise, afin d'être en mesure de traiter des impacts de cette initiative pour ses participants et pour la communauté plus large.

Avant de commencer, une limite de notre analyse est néanmoins à préciser. Comme nous l'avons constaté au chapitre précédent, l'articulation des projets sur le plan fonctionnel et leur chevauchement social important font en sorte qu'il est difficile d'isoler le projet du LETS de l'ensemble formé par la coopérative, tant au niveau de la mobilisation des ressources que des impacts observés. En particulier, en ce qui concerne les impacts de l'initiative, cette imbrication rend difficile dans certains cas d'isoler les motivations et les impacts du système d'échange pour les participant(e)s, car 12 des 19 membres du LETS interviewé(e)s ont participé à d'autres projets de la coopérative ou en sont même membres. Pour ces personnes, l'expérience au sein du LETS et de la coopérative tend à former un ensemble.

5.1 La mobilisation de ressources locales au sein du North Shore LETS : présentation synthétique

Le problème central identifié dans l'analyse de départ des initiateurs de la coopérative est celui du manque de ressources, principalement économiques, dans les communautés rurales, et ce diagnostic fut à la base de l'élaboration de deux stratégies de mobilisation de ressources économiques complémentaires : d'une part, attirer des ressources externes dans la communauté, et de l'autre, retenir l'argent capté en son sein. Le système d'échange a été, avec les soirées de projections, une stratégie centrale de mobilisation et de rétention de ressources économiques locales de la coopérative. À l'origine, il devait aussi permettre de bonifier éventuellement la dotation locale en y mettant en circulation les ressources externes mobilisées par le festival de films sous la forme de biens fabriqués à l'extérieur de la communauté (voir l'article 4.1.2), ce qui n'a pu se réaliser. Le LETS a aussi permis de mobiliser des ressources d'autre nature, en particulier des ressources sociales et humaines, car il constitue un outil important de mise en réseau d'individus, d'organismes et d'entreprises et ainsi d'une diversité de compétences, de savoir-faire, de biens et de produits disponibles localement afin de construire l'autosuffisance de la communauté.

Le tableau 5.1 présente les ressources locales mobilisées principalement à travers le LETS, mais nous complétons ce portrait avec des données portant sur la coopérative elle-même afin de situer le système d'échange et son rôle au sein de l'ensemble plus large dont il fait partie. Ceci nous est apparu nécessaire en raison de l'imbrication importante de ce projet d'avec son organisation parapluie. Cependant, comme le point focal de notre cueillette des données était d'abord l'analyse du système d'échange, nous ne disposons pas de données exhaustives ou complètes sur les ressources mobilisées par la coopérative dans son ensemble. Ainsi ce portrait des ressources mobilisées par le LETS et la coopérative ne couvre-t-il qu'une partie des efforts réalisés au sein de cette initiative.

Tableau 5.1 Ressources locales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS

Type de ressources mobilisées	Nature de la ressource mobilisée	Avantages et bénéfices retirés ³⁵
Ressources économiques	Montant des transactions réalisées au sein du LETS entre juin 2005 et décembre 2008 : • 98 280, 96 \$ dollars LETS	• Monnaie retenue par le LETS dans la communauté, correspondant à 98 280, 96 \$ en dollars canadiens
Ressources sociales	Personnes impliquées dans la coopérative et le LETS : • LETS : une soixantaine de membres • Coopérative Sunrise : une douzaine de membres • Coordination de l'initiative et/ou du LETS : une dizaine de personnes	• Création de liens sociaux et développement de l'interconnaissance • Création d'une communauté de valeurs • Facilite la réalisation de pratiques en accord avec ces valeurs • Favorise le développement de projets connexes • Augmentation de la qualité de vie de certain(e)s participant(e)s • Permet des apprentissages relatifs à l'engagement • Permet de mettre en valeur et de diffuser les services et compétences disponibles dans la communauté

³⁵ Les avantages et bénéfices retirés identifiés ici seront illustrés et approfondis à la section 5.3 (impacts observés).

Tableau 5.1 (suite) Ressources locales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS

Ressources humaines	Compétences, biens et services disponibles au sein du LETS (voir l'appendice E)	• Diversité nécessaire à la viabilité du système • Professionnalisme et crédibilité (en particulier grâce à la gestion des comptes par un comptable professionnel) • Expertise et compétences disponibles en monnaie LETS pouvant contribuer à la réalisation de projets de la coopérative
Entreprises	Treize entreprises mobilisées dans le LETS³⁶ • Quatre fermes • Trois restaurants • Un comptable • Une boutique de fleuriste et librairie • Une galerie d'art • Un artisan de pièces de bois tourné • Une entreprise de suppléments pour bétail et d'amendements pour sols • Une entreprise de conception et d'installation de système d'énergie solaire et éolienne.	• Visibilité de l'initiative (en particulier grâce aux commerces de vente au détail et aux restaurants) • Crédibilité de l'initiative auprès d'autres entreprises • Fournissent produits et services en demande • Les espaces des commerces de vente au détail et des restaurants forment des carrefours de rencontres [<i>hub</i>] ainsi que des espaces pour réaliser des activités (rencontres potlucks, soirées cinématographiques) • Fournissent expertise et compétences

³⁶ Ceci correspond à 31 % des membres du North Shore LETS, ce qui est beaucoup plus que les taux relevés dans la littérature, qui vont de zéro à 7 % (North 1998:119) (voir l'article 2.2.2).

5.2 La mobilisation de ressources extralocales réalisée par la Coopérative Sunrise : présentation synthétique

Alors que le North Shore LETS est par sa nature même un outil de mobilisation de ressources dans l'espace local, son développement a bénéficié du travail important de mobilisation de ressources externes réalisé par les promoteurs de la Coopérative Sunrise, surtout au cours de la première phase de l'initiative. Comme il est déjà ressorti de la présentation des données réalisée au chapitre précédent, une des forces de l'approche des leaders initiaux fut dans sa capacité à promouvoir le modèle de développement de la coopérative à l'extérieur de la région et d'aller chercher des appuis leur permettant de construire et de réaliser leurs projets. Le tableau 5.2 présenté ici illustre les ressources extralocales mobilisées par la Coopérative Sunrise.

Tableau 5.2 Ressources extralocales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS

Type de ressources mobilisées	Nature de la ressource mobilisée	Avantages et bénéfices retirés
Ressources économiques	Secrétariat aux coopératives (Initiative de développement coopératif)	• Financement (10 000\$)
	Conseil de la coopération de la Nouvelle-Écosse	• Financement (5 000\$)
	Bureau du développement économique provincial	• Financement
Ressources institutionnelles	Conseil de la coopération de la Nouvelle-Écosse	• Expertise sur le plan coopératif • Référence auprès du Bureau du développement économique
	ONF	• Droits de projection pour les soirées de projections cinématographiques
	Coady International Institute	• Droits de projection
	CoRDA et la Direction du développement économique de	• Financement

	la Nouvelle-Écosse	
--	--------------------	--

Tableau 5.2 (suite) Ressources extralocales mobilisées par la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS

Ressources des mouvements sociaux	Mouvance internationale du localisme monétaire • Personnages clés de cette mouvance (Michael Linton, Paul Glover) • Organisations (le LETS de Victoria et un LETS sud-africain) • Nouveaux membres du LETS ayant de l'expérience au niveau de la mise sur pied et de l'administration de systèmes LETS (le LETS de Halifax et le LETS de Toronto)	• Expertise mobilisée au moment de la création du North Shore LETS, pour le choix entre les différents modèles existants et l'élaboration d'un dispositif fonctionnel et viable • Expertise mobilisée au moment du renouveau organisationnel par l'arrivée de nouveaux membres. A contribué à la définition des rôles des différents membres du comité de coordination et à l'importance accordée à l'horizontalité
	Organisations non gouvernementales • Cinema Politica • Conseil des Canadiens • Ecology Action Centre de Halifax • Pugwash Peace Exchange	• Droits de projection pour les soirées de projections cinématographiques • Parrainage de soirées de projections

5.3 Impacts observés

Comme nous l'avons souligné au début de ce chapitre, l'objectif de cette recherche était de comprendre les impacts du North Shore LETS et non de la Coopérative Sunrise dans son ensemble. Il est apparu néanmoins que l'imbrication du système d'échange avec la coopérative rend difficile d'isoler les impacts propres au système d'échange ou d'associer unilatéralement les impacts observés à celui-ci, en particulier en ce qui a trait aux impacts

sociaux et individuels. Les observations recueillies lors de cette étude entrent toutefois pour leur majeure partie en résonance directe avec les tendances relevées dans notre revue de littérature sur les monnaies sociales de type LETS, en même temps qu'elles reflètent les défis d'articulation à la société plus large associés par Halfacree (2007) aux initiatives de ruralité radicale.

5.3.1 Impacts économiques

Nature des impacts économiques

Les objectifs de développement économique ont occupé une place centrale dans la vision qui a donné naissance à la Coopérative Sunrise et au North Shore LETS en 2004-2006. Cependant, on ne peut s'attendre à ce que les retombées d'un tel projet se fassent sentir à l'intérieur de quatre ans, car c'est à travers le temps que des réseaux se développent et se renforcent, et que des collaborations et des capacités peuvent être développées. La nature relativement récente de cette initiative et l'apprentissage inévitablement requis afin de construire et faire fonctionner un système économique complémentaire font en sorte qu'il est essentiellement encore trop tôt pour juger des impacts et du potentiel réel de ce projet. Cela étant dit, ces initiatives n'ont pas été sans impact économique jusqu'à présent, même si elles n'atteignent pas à ce jour l'ampleur escomptée par les promoteurs initiaux.

On note premièrement qu'entre juin 2005 et décembre 2008, un total de 98 280,96 dollars LETS ont été échangés au sein du North Shore LETS, ce qui correspond à une somme équivalente en dollars canadiens dont la circulation a été contenue dans l'espace local. Ceci équivaut à peu si l'on répartit le montant sur les 42 à 48 comptes de membres et sur l'ensemble de la période concernée. Cependant, ces échanges ont eu d'autres bénéfices sur le plan économique dont ces chiffres ne permettent pas de rendre compte.

Même si certains membres n'échangent presque pas, ou même, pas du tout, le LETS a été l'occasion pour d'autres d'élargir ou de mettre sur pied des activités économiques. Deux

répondants (E2, E12) nous ont affirmé que leur participation au système d'échange leur a permis de créer des liens avec de nouveaux clients pour leur activité professionnelle en monnaie nationale grâce à la publicité du répertoire des membres et l'information disséminée à travers ce réseau.

« I think that it gives them an excellent, new way to market their business, like never before, because here they have a directory, and people who live in Malagash for example, may never before had sold something to River John, so people can just look in that directory and see whatever they pretty much want. So, I think the awareness is one of the big benefits. » (E2)

« I did some work at Linda's shop, and then at Amy's, and it probably got me work other where too, that I'm not getting paid for in LETS, but I think people saw me working there that didn't realize I [had that profession]. » (E12)

Pour d'autres répondant(e)s, le LETS a été l'occasion de rendre disponible sur le marché interne des produits et des services qu'ils n'offrent pas sur le marché conventionnel. Alors qu'une personne ne rend disponible son expertise dans la mise sur pied de systèmes d'énergie alternatifs qu'au sein du LETS, la perspective de participer au LETS a poussé un couple à développer une production qu'il n'aurait pas développée autrement :

« A – it got us thinking about [this crop] more like a business. [...] B – Well it gave us a fresh market right away that we might have had to work a lot harder at getting. [...] A – Actually, we sold quite a bit. B – Probably 500 or 600 \$ worth in a month, or in a couple of weeks really. » (E3)

En ce qui a trait aux impacts sur la situation économique des participant(e)s, deux répondant(e)s (E9, E19) nous ont dit que leurs revenus en dollars LETS forment ou ont pu former pendant un certain temps une part significative de leurs revenus – jusqu'à 15 % pour l'une des personnes interviewées (E19). Le LETS peut donc être utilisé activement par certains dans leur activité économique régulière.

« I've been trading *a lot* lately, so it's beginning to be a significant part of my earnings actually. So that's great. » (E9)

Le LETS peut aussi permettre ou entraîner une consommation de produits ou de services qui n'aurait pas été réalisée en monnaie nationale. Les répondant(e)s de deux entrevues ont souligné que le LETS avait eu l'avantage de leur permettre d'acheter des produits qu'ils ne se seraient pas permis en monnaie nationale (E12, E19). Un couple a indiqué qu'il avait été en mesure de s'acheter une fourgonnette au sein du dispositif, ce qui leur a été très utile dans leurs activités. Pour d'autres, l'achat de certains produits est forcé par la difficulté d'écouler les dollars LETS gagnés, ce qui est vu comme un désavantage.

« I know I have purchases now that I probably wouldn't if I wasn't in LETS. If I wasn't in LETS, I wouldn't be buying books, or going to Sugar Moon Farm [un restaurant local]. It gives me other options. » (E12)

« To get rid of our LETS dollars, we had to spend money that we wouldn't have normally spent, and we had to buy things at a higher price that we would have normally spent. » (E11)

Obstacles rencontrés

L'utilisation du North Shore LETS en tant que communauté économique rencontre néanmoins certains obstacles, qui reflètent à plusieurs égards ceux rencontrés dans la littérature sur ce type de dispositif de monnaie sociale (voir l'article 2.2.2). D'abord, le désir d'échanger activement peut se trouver limité par le manque de demande pour les biens ou les services offerts par certains membres. Inversement, le manque de diversité de l'offre est un obstacle à la participation au sein du LETS, particulièrement pour les entreprises, qui doivent être en mesure de trouver une contrepartie pertinente et suffisante aux revenus gagnés en monnaie interne. Une lacune a aussi été soulignée en ce qui concerne la disponibilité de produits et services de première nécessité, malgré qu'une personne ait pour sa part affirmé qu'elle parvient à se procurer la majeure partie de sa nourriture au sein du système d'échange (E1). Un obstacle majeur au développement du LETS est ici qu'une grande partie du budget des gens soit consacrée à des choses telles que de l'essence ou des paiements bancaires, qui ne sont pas réglables en monnaie interne. Cette problématique correspond justement, dans l'analyse de la Coopérative Sunrise, aux « lacunes de l'infrastructure locale » que les leaders

initiaux s'étaient donné la mission de combler. D'où l'intérêt de la complémentarité de la coopérative par rapport au développement du LETS afin de développer progressivement les infrastructures, les savoir-faire et les produits et services de remplacement permettant d'augmenter l'autosuffisance de la communauté et d'augmenter les possibilités d'échange au niveau interne.

D'autres répondant(e)s ont souligné les coûts de transactions que comportent les achats dans le LETS (E2, E11), car la distance et l'instabilité de l'approvisionnement limitent l'intérêt et les possibilités d'achats au sein du système, ce qui correspond à un obstacle majeur des LETS ruraux identifié dans la littérature (voir l'article 2.2.1). Certains répondants surmontent cet obstacle en raison du fait que d'acheter dans le LETS n'est pas tant fonction d'un intérêt économique ou pratique, mais de la qualité sociale de l'échange et d'un engagement envers le dispositif. Alors qu'un couple interviewé nous a expliqué qu'ils n'achètent pas leur viande dans le LETS parce que la ferme la plus proche n'en est pas membre, un autre explique qu'ils choisissent d'acheter quand même au sein du système, précisément en raison de facteurs qualitatifs³⁷.

« Ok, now I know that there's some stuff available closer, but you have to go out of your way to get it. If you go to a grocery store, you can have everything you want right there. I don't want to have to drive an extra 20 km out of my way to get this and somewhere else to get that. That's why, I say that if you can get it somewhere local, in a market or a fair, once a month or whatever, convenience would be a big thing in my buying habits. Huge. » (E2)

« A – it's often more work to do a LETS trade then to get cash, federal dollars. [...] B – It's more work, but it's a different quality of exchange. A – We like Carolyn and Joseph, so it's nice to connect with them, but it's not just about the eggs. If you just want eggs, go to the grocery store, or to someone else. » (E9)

³⁷ La personne E2 citée suggère que des foires d'échange régulières pourraient diminuer les coûts de transactions entraînés par cette décentralisation et la dissémination des membres sur le territoire. De telles foires sont organisées dans les SEL français sous le nom de « bourses locales d'échange » (BLÉ).

Enfin, une personne souligne que la monnaie LETS est elle-même un frein à la réalisation des objectifs économiques de la coopérative. Selon cette personne, cette monnaie fait du LETS un cercle privé, et diminue sa capacité à rejoindre la communauté plus large :

« By the very nature of the system, it becomes a private club, because you have to be a member of the system, you have to earn out LETS dollars and then spend the LETS dollars. By its very nature it becomes a little club, even if you don't want it to be, it has to be. » (E11)

Cet obstacle que ce répondant attribue à la nature parallèle de la monnaie LETS est potentiellement accru par sa nature scripturale : non seulement doit-on la gagner pour la dépenser, mais l'on doit aussi adhérer plus formellement au système pour y participer. Ceci constitue selon Blanc (2006c) une limite centrale du modèle LETS (voir l'article 2.2.2). L'idée d'introduire une monnaie manuelle a cependant été suggérée auparavant (voir article 4.1.3), mais n'avait pas intéressé les membres. Le fonctionnement avec une monnaie scripturale échangée par chèque semblait mieux convenir aux membres et à leurs besoins.

Les impacts économiques du North Shore LETS restent donc mitigés à l'heure actuelle, et l'augmentation des taux d'échange rencontre encore des obstacles importants. Même s'ils ne sont pas pour autant inexistantes, il est clair que la participation aux LETS est motivée pour la majeure partie par un intérêt autre qu'économique.

5.3.2 Impacts sociaux

Ainsi, conformément à ce qui a été observé dans notre revue de littérature sur la mouvance des monnaies sociales, les impacts du North Shore LETS semblent se trouver largement à l'heure actuelle dans les sphères sociale et culturelle.

La construction d'un capital social

En effet, l'impact le plus souvent cité par nos répondant(e)s participant à l'initiative est le fait qu'il ait entraîné la construction d'un capital social, en permettant des rencontres et le tissage de réseaux de connaissances et de soutien. La dimension sociale du LETS est ressortie de 12 des 14 entrevues que nous avons réalisées avec des personnes participant ou ayant participé au LETS (E1, E2, E3, E4, E7, E9, E11, E12, E13, E14, E18, E19, E20), représentant 17 personnes sur les 19 membres anciens et actuels du LETS interviewé(e)s³⁸. La création de réseaux sociaux et le développement du capital social nous sont donc apparus comme formant l'impact le plus important de cette initiative jusqu'à présent, et sa contribution la plus claire au développement local.

« Probably the biggest thing would be that it's created relationships with people that we probably wouldn't have had otherwise. [...] A relationship because we're trying to do something different, and I think that would probably be the biggest thing. » (E14)

« To me social capital is an indirect benefit, but I think it's the greatest benefit. [...] In the LETS, the main benefit is having the opportunity to share other skills than just the professional skills. The real indirect benefit is that community members come together. » (E13)

« A – It's those people interacting, how LETS dollars change hands... A lot of those little things, probably a lot of those little small bonds. B – I totally agree: community building, on any level. A – One small LETS check at a time... B – Yeah, one LETS dollar closer together. » (E19)

Cette importance du LETS pour la construction du capital social a plusieurs corollaires. Elle contribue à la pérennité du projet, car celui-ci se renforce justement au fur et à mesure que les relations tissées en son sein se renforcent et s'élargissent. Contrairement à d'autres types de projets, le LETS en tant que réseau social et communauté d'échange existe d'abord à travers des échanges de la vie quotidienne qui n'ont d'autres buts qu'eux-mêmes.

³⁸ 9 de ces 19 personnes sont également membres de la coopérative, et 3 répondant(e)s supplémentaires ont participé activement à certains de ses projets connexes sans en être membres (pour un total de 12 membres du LETS interviewé(e)s ayant eut une implication plus large que le système d'échange).

La proximité relationnelle et la qualité de vie

Le LETS a aussi l'avantage de permettre le développement de rapports d'échange marqués par la proximité relationnelle, ce qui leur donne un sens affectif tout en inscrivant les participant(e)s dans un ensemble social plus large. La qualité relationnelle des échanges réalisés au sein du LETS contribue à la qualité de vie des membres ainsi que de façon importante à leur sentiment de proximité avec leur communauté.

« I know when I go shop at Dorothy's, that Dorothy benefits from this, Dorothy is a good person. [...] You totally have a personal relationship, with everything, with the food you eat, to the person who does your slip covers for your sofa, to the person who fixes your car. He fixes your car and is in a way morally obligated to make sure he does a good job, because it's a reciprocal situation. » (E1)

« Oh it enriches it [our quality of life], because all these other people and these values that we support or are supported by others, so it just makes you feel more at home. » (E3)

« I love my community, I love where I live, I feel really blessed that we're able to live here and that we're more or less on our own terms. [...] because of the broader community that we have been able to connect to, and get to know, and feel a part of. » (E20)

Connaître sa communauté

La capacité du LETS à permettre la construction d'un capital social et de rapports d'échange de proximité en fait, comme l'ont d'ailleurs souligné Williams et al. (2001:358) (voir l'article 2.2.3 et la section 2.4), un outil de développement communautaire. En effet, l'impact du LETS en tant qu'espace communautaire est ressorti de 11 des 14 entrevues réalisées avec des membres du LETS (E1, E2, E3, E4, E9, E10, E11, E12, E13, E19, E20). La participation au LETS a permis à plusieurs de mieux connaître leur communauté, autant parce qu'ils ont pu y rencontrer des gens, qu'être mieux informés des produits, des services, et du bassin de talents présents en son sein.

« A – One of the benefits is that by going through the directory, we learned of businesses that we didn't even know existed. B – It was certainly helpful in that sense. » (E11)

« and starting to just know who the producers are. One of the things about LETS is that it's let me know who *does* what, where are things available that I didn't otherwise know were available. » (E4)

« Quite frankly, probably the main impact on myself is that I have been made aware of a few different things that are for sale locally that I wasn't aware before. [...] I was never aware that there was so many small businesses, I'm going to call them micro-businesses, they're almost micro in size, right? They're kind of almost a hobby, in size. And there are tones of them out there, doing very interesting things. Different tradesmen, craftsmen, services, very close-by, it's interesting. » (E2)

« I recognize the value of networking. Now I know products and services that are available in my community, that I would not have known any other way, or maybe it would take *twenty* years to find them. And here it comes in a book. 'Oh wow, somebody does this, just down the road!' And then meeting with these people, that sharing of ideas. That's how good things come to be, right? » (E10)

La construction d'une communauté de valeurs et d'engagement

En accord avec les observations faites au chapitre II concernant le fait que les LETS tendent à se construire sur la base de communautés de valeur, nous avons observé que les valeurs communes se révèlent d'une importance centrale pour comprendre la cohésion au sein de la Coopérative Sunrise comme du North Shore LETS. Plusieurs répondant(e)s soulignent en effet que les valeurs et représentations communes ont joué un rôle important pour la mobilisation : en particulier dans leur analyse des enjeux de la communauté et dans leurs valeurs liées à l'environnement et à l'importance de l'engagement. C'est ce qui s'exprime dans les remarques suivantes :

« It just made so much sense logically, and it was such an extension of sort of what our paradigm was, what our interests were, and what our beliefs were, that it just gave us an outlet and a place to be, that corresponded to our values, and our views, and to how we wanted to live, and the choices we wanted to try to make in terms of, you

know, buying local... [...] So it was wonderful that this community was being created, that gave us a place to be basically. » (E20)

« A similar outlook on life. I think all of us realize that the way to organize and to utilize your own area resources is to cohere as a group, [...] Don't complain about not having something here without trying to do it. » (E1)

« Because it's what I believe in, and because I agreed with the idea of trying to work towards some kind of environmental sustainability, social sustainability here. [...] I think most of them are really interested in the well-being of the community, and are interested in the development of the community. [...] I think there's a common value about environmental sustainability, trying to become more, there's certainly a common value around promoting buying local, supporting local business, that kind of thing. There's a whole set of common values. » (E4)

« I think the reason why a lot of people are interested in this is because we *are* concerned about that, in our food supply, and the businesses, and the money leaving the community, and that kind of thing. » (E6)

Pour plusieurs, les rencontres et les amitiés tissées au sein du LETS, mais aussi de la coopérative, sont souvent basées sur un sentiment de valeurs communes et de représentations partagées, ce qui a un impact au niveau du renforcement identitaire, et de la création d'une communauté de valeurs, mais aussi d'engagement. La participation au LETS est un moyen de s'impliquer dans la communauté, de mettre en pratique des valeurs d'engagement social et de travailler en commun en vue du bien-être collectif.

« It makes our life easier, it does. It makes you feel like you're actually accomplishing something through your social view point. It's a good feeling, it really is, to know that your community, your LETS community is all working together for a common goal, that makes this place a better place to live in, and place where you can find what you need, service-wise or goods-wise, without having to outsource. Keeping the money here. » (E1)

« I think it makes me feel more a part of the community. It helps me feel like I'm involved in building the community here, I'm in a project that is making a difference. » (E4)

« I don't want to always be swimming against the current. It's kind of nice when you get working with people who think along the same lines. » (E6)

Elle est aussi une façon de faciliter des pratiques quotidiennes et des modes de vie en accord avec ces valeurs partagées, faisant ici directement écho aux observations de Seyfang selon lesquelles les LETS peuvent être un moyen important de faciliter le développement de ce qu'elle nomme un « activisme-mode de vie » [*lifestyle activism*] (Seyfang 2001a:994), du fait qu'ils facilitent la création de réseaux de gens partageant des valeurs politiques, sociales et environnementales communes et disposant de savoir-faire et de compétences pertinentes et utiles à la mise en application de ces valeurs. Cette dimension est apparue très importante au niveau du *sens* accordé à la participation au LETS.

« there's some really interesting people around here, who have done more thinking about that than I have, I have learned from it [...] it's a particular group of people that have helped me think. And when I say 'I buy local', then I look at what some other people are doing it, and they really teach me how to be serious about buying local. They're some who really do buy local in more ways than I do. So I've learned a fair bit from that. » (E4)

« There are people in this community that have those skills, and that's what we want to be a part of. » (E20)

Cette qualité du LETS qui a un impact positif, dans le fait qu'elle permet la formation d'un foyer d'engagement communautaire et d'un capital social parmi des gens désireux de contribuer au mieux-être de leur communauté, a aussi sa dimension négative, au sens où elle reflète et cristallise un des obstacles les plus importants rencontrés par le projet de développement de la Coopérative Sunrise – soit sa difficulté à mobiliser des gens à l'extérieur de la communauté alternative, et plus particulièrement des gens appartenant à la population de souche. Bien que les pratiques d'échange informel soient très importantes au sein de la communauté locale, et que la communauté de Tatamagouche se démarque au plan provincial pour sa vitalité communautaire, peu de membres de la communauté de souche sont impliqués dans le LETS. Comme l'explique une personne de la communauté plus large,

« I think there could be a large, large group, that could be interested in it, but they have to know what it means to *them*. » (A15)

L'importance que nos répondant(e)s accordent au LETS en tant que lieu d'expression de valeurs politiques, environnementales et économiques fait écho aux résultats obtenus par Boulianne (2005:188-189), qui a observé des motivations semblables au sein d'une catégorie de participant(e)s qu'elle décrit comme « riches en temps » et « relativement riches en argent », pour qui la participation au LETS n'est pas prioritairement un moyen d'accéder à des biens et des services. Ils ou elles considèrent plutôt le LETS comme l'occasion de choisir un rapport au temps et à la consommation particulier, axé sur la qualité relationnelle, et différent de celui qui prévaut dans l'économie conventionnelle. Dans un cas comme dans l'autre, le LETS est un lieu d'expression de valeurs. Cependant, les données récoltées dans le cadre de la présente étude ne comprennent pas d'information sur la situation socio-économique des répondant(e)s, et nous ne pouvons donc établir si l'importance des valeurs peut être associée à un rapport à l'argent ou au temps particulier.

Une expérience de diversité

Même si plusieurs répondant(e)s nous ont souligné le fait que le LETS comprenne peu de membres de la population de souche, d'autres soulignent qu'on y retrouve une certaine diversité, particulièrement par rapport à la coopérative, qui comporte moins de membres et est plus homogène. Le LETS a entre autres tissé des liens avec la communauté mennonite locale, dont certains membres du système d'échange font partie. Cette diversité se retrouve aussi au niveau des professions et des expériences de vie des différents membres. Elle est soulevée par plus d'un comme un élément de l'expérience positive vécue au sein du LETS, et des échanges que ce réseau leur a permis.

« One of the things I like about the LETS gatherings, and this is particularly LETS rather than the Co-op, but it's a whole group of people that I don't get a chance to meet, people who are carpenters and woodworkers and bakers... And I haven't got a *reason* to go and talk to them as much [...] The very fact that we choose to be part of the LET system, we at least have *that* in common that we're looking for some kind of community exchange system. So that's always the starting point. » (E4)

« A – It's helped me see that... In most things, if you're doing something that's activism-related, it's always the same crowd, but in the LETS, there's a more diverse group involved, so that's good. It broadened my outlook in terms of different perspectives about changing things. [...] B – There's a member in the system who's [from another confession of faith], and we have very different views, but at the same time we're able to co-operate and do this work. » (E9)

Les impacts sociaux du LETS et le développement local

On voit à travers ces différentes dimensions que le LETS a un impact important au niveau de la cohésion sociale à travers le groupe de personnes impliquées. Tant en ce qui a trait à la création d'un capital social qu'au développement des rapports de proximité et à la création d'une communauté de valeurs et de pratiques permettant au gens de diversifier leurs cercles d'échange, le LETS offre une contribution importante au développement local dans sa capacité de favoriser la communication et la sociabilité au sein de la communauté et le tissage de réseaux de gens partageant des valeurs communes – mais laissant tout de même place à une certaine diversité. Une diversité où la force unificatrice semble être l'engagement envers la communauté elle-même, comme en témoigne cette personne :

« They put a great amount of importance in community. I don't think you join the LETS or the Co-op if you're not vested in the importance of community. [...] Initially, I think there might have been people who said 'Ok, this might be a good way of increasing money market', but when they come out to a LETS get-together, and when they start talking to people, they realize 'Wow, I can see that these people really love their community'. And then they start realizing 'Yeah, what's not to love?' I have seen that with some members who jumped on board thinking, 'Well, one, it's 500 free dollars, and two, if I could make all my sales here, that would be great'. But then they realize that these people really *love* their community. » (E13)

5.3.3 Impacts culturels

Les impacts du LETS au niveau culturel sont mitigés. Afin de saisir les impacts culturels de ce projet, nous avons interrogé nos répondant(e)s à savoir si leur participation avait eu un impact sur leurs valeurs, sur leurs représentations liées à eux-mêmes, à la communauté, à l'économie, à la monnaie et à l'environnement, ainsi que sur leurs pratiques de consommation.

Généralement, le fait que le LETS fonctionne en tant que communauté de valeurs signifie également que les personnes qui y sont impliquées étaient déjà sensibles aux valeurs généralement véhiculées par le LETS, en particulier en ce qui concerne l'environnement et l'achat local. L'importance préalable de ces derniers est un trait qui revient souvent dans le discours des participant(e)s à cette étude. C'est ce qu'illustre bien la réponse de cette personne :

« I would say that it could have that impact obviously on some people, but we went into this thing because of a certain mindset. We already felt that the environment is very important » (E20)

Quelques répondant(e)s notent toutefois que leur participation a eu quand même un certain impact sur ce plan, en leur apprenant des façons de mettre en pratique leurs valeurs, ce qui se réfère à ce que nous avons noté plus haut au sujet de LETS comme forme de « *life-style activism* ». Certains soulignent également que leur participation au sein du LETS ainsi que le fait de côtoyer des gens partageant ces valeurs avaient eu comme effet de les renforcer pour eux, ou encore de les pousser à une plus grande cohérence entre ces dernières et leurs pratiques quotidiennes. Une répondante a souligné que sa participation à cette initiative avait en particulier renforcé l'importance qu'elle accorde au travail de groupe fondé sur le consensus et au développement communautaire (E9). Un autre nous a expliqué qu'elle avait eu l'effet de renforcer l'importance qu'il accorde à l'engagement communautaire et au bénévolat, signifiant ainsi paradoxalement que cette transformation l'a éloigné du système d'échange, car il entraîne pour lui une monétarisation des relations d'entraide qu'il préfère éviter (E13).

La situation est aussi généralement celle d'un renforcement en ce qui concerne les représentations de nos répondant(e)s envers l'économie et la monnaie, tout comme pour leurs pratiques de consommation à l'extérieur du LETS. Certain(e)s répondant(e)s témoignent des apprentissages sur l'économie et la monnaie que leur a permis le LETS :

« It made me understand more how much money is faith-based or trust-based, and how the LETS system addresses that, how your trust is not in a larger organization. It just bring a lot of that down to the local level, and I'm a bit of a localist, if there's such a thing, I suppose. I just see how much of that is really trusting people that you interact with all the time, and so it's busted some myths I guess I had about money. B – It's to tie the value of money to something that is valuable in your community. » (E19)

Là où la participation au LETS semble avoir eu le plus d'impact au niveau des représentations (du moins celles correspondant aux indicateurs sélectionnés dans notre méthodologie), est au niveau de la communauté, car, comme nous l'avons indiqué, nos répondant(e)s soulignent pour la majorité le fait que leur participation leur a permis de mieux connaître leur communauté et de se sentir comme faisant partie d'une communauté. Sept entrevues (E1, E3, E4, E9, E10, E19, E20) relèvent aussi que ce sentiment a eu des effets sur la perception que les répondant(e)s ont d'eux-mêmes, en particulier grâce aux apprentissages réalisés dans cette expérience d'engagement.

Certain(e)s de ces répondant(e)s expriment une transformation de leur représentation de soi par la réflexion que leur participation au LETS a suscitée sur la question des savoir-faire, tant en ce qui a trait à la valorisation qu'ils avaient de certains savoir-faire et de professions, que grâce à l'exercice de recherche de leur(e)s contribution(e)s à la communauté d'échange. C'est ce qu'expriment les répondant(e)s suivant(e)s :

« A – I think it's been for me a learning to thinking about, 'what do you have to offer' [...] Well, I'm feeling like you have a place, you know, you have something to contribute. [...] B – It's validating. » (E3)

« A – It's vastly increased my respect for people who are doing real work, as opposed to bureaucrats. There's a lot of disrespect for people who are involved in the actual physical reality. That's changed my attitude about that a lot. [...] B – That's been a big learning for me. If I want to have those skills to work in the LETS system, because it needs people who are going to help each other do those things, then I need to learn the skills, and it's hard to learn them. » (E9)

« I think it's showed them a little bit more about the fact that we are a little bit more than what we get paid for too. So there's a lot of talents that we have ourselves, and people that we pass in the streets have, that we just don't often recognize and value. So I think that's been a huge impact. » (E13)

« People can look at you in a different way, which is gratifying. [...] You start to look at yourself in a different way, you have value beyond this foolish thing you do for work. [...] People tell you 'well you should try that', and you think 'wow, I never would've thought that you would think that I'd be in any way qualified to even attempt to do such a thing'. But I appreciate it, and it gives you confidence, and encourages you to try different things, and get out there, be a part of what's happening, not to be an outsider. » (E20)

5.3.4 Impacts environnementaux

Bien que notre collecte de données n'a pas couvert de façon extensive le thème des impacts environnementaux de cette initiative, nos données nous permettent d'observer que le LETS ne semble pas avoir pour effet de transformer les valeurs et les représentations des participant(e)s en ce qui a trait à l'environnement (en raison du fait que les préoccupations environnementales tenaient déjà une place importante pour eux), mais qu'il contribue de façon importante à un réseautage et au développement de collaborations entre individus sensibles aux valeurs environnementales et désireux de s'impliquer dans ce domaine. L'acte d'adhésion au LETS est en lui-même une façon de mettre en pratique ces valeurs, et nous avons vu plus haut qu'il est le lieu d'échange de connaissances et de savoir-faire à ce sujet. Nous avons aussi pu observer que le développement de ce capital social et d'une communauté d'engagement a comme effet concret de faciliter l'implantation d'autres projets, ayant des répercussions environnementales plus directes, telles que le projet de restauration des arbres à fruits et à noix mis en marche par la coopérative ce printemps, et un projet de

conversion de bateaux à moteur à l'énergie électrique que deux membres du LETS étaient en train de planifier à l'automne 2009.

5.4 Conclusion du chapitre

La conclusion la plus importante que nous permettent de tirer les résultats présentés dans ce chapitre est celle de la centralité de la dimension sociale de cette initiative. Malgré que cet aspect semble avoir été secondaire par rapport aux objectifs de départ, ce sont les réseaux sociaux et leurs multiples suites qui forment le tissu de l'initiative à l'heure actuelle.

Imbriquée à cette formation du capital social se trouve la thématique des valeurs et de leur importance pour la mobilisation des participant(e)s tout comme dans les bienfaits qu'ils en tirent. À cet égard, le LETS participe manifestement au développement d'une communauté de valeurs et à la cohésion sociale parmi des personnes sensibles aux objectifs de transformation sociale sur lesquels est fondé le projet de développement local viable de la Coopérative Sunrise. L'importance de l'adhésion préalable à ces valeurs pour la mobilisation fait en sorte que le LETS lui-même ne semble pas agir en tant qu'outil de transformation culturelle pour les participants, mais plutôt comme lieu de renforcement identitaire. Grâce à cette communauté de valeurs, la qualité de vie de plusieurs participant(e)s se trouve enrichie, et la présence de ces réseaux peut faciliter le passage des valeurs aux pratiques. Elle peut aussi donner naissance à des projets de développement connexes, ce qui confirme les hypothèses faites par Seyfang (2001:982).

Les impacts économiques du LETS paraissent aussi à plusieurs égards liés aux bénéfices du développement des réseaux et de l'interconnaissance que permet le système d'échange. Le LETS fait néanmoins face à divers obstacles dans sa capacité à générer des taux d'échanges significatifs, qui font écho à plusieurs égards aux obstacles généralement identifiés dans la littérature concernant les dispositifs LETS. La prééminence de la qualité sociale de l'expérience sur les avantages économiques que semblent en tirer nos répondant(e)s nous permettra au prochain chapitre de faire la lumière sur les raisons pouvant expliquer l'insularité dans laquelle cette initiative est restée.

Ainsi, les avantages économiques du North Shore LETS restent encore en majeure partie potentiels, alors que l'on remarque des impacts importants en termes sociaux et de façon moindre, culturels, principalement par le renforcement identitaire. Nos données ne nous permettent pas de conclure sur l'étendue précise de ses impacts environnementaux, bien que le capital social tissé par le système d'échange puisse favoriser la durabilité. Les résultats présentés dans ce chapitre confirment donc notre première hypothèse de recherche (voir l'article 3.1.2) en ce qui concerne les impacts du North Shore LETS aux niveaux économique, social et culturel, alors que la question des impacts environnementaux reste pour la majeure partie ouverte.

CHAPITRE VI

DÉVELOPPEMENT LOCAL ET MOBILISATION SOCIALE

L'objectif de cette recherche était de comprendre la façon dont une initiative de développement local viable utilisant une monnaie locale – soit la Coopérative Sunrise et le projet du North Shore LETS – peut contribuer à élever les capacités de développement local d'une communauté – soit celle de la région de Tatamagouche. Cette interrogation nous pousse à examiner comment et jusqu'à quel point cette initiative a favorisé la formation d'un système d'acteurs local du développement, c'est-à-dire un système social de collaboration et de coopération au sein de la communauté, permettant aux acteurs de réaliser des objectifs communs d'intérêt général et de s'arrimer au système d'acteurs local existant. C'est de cette quatrième dimension de recherche (voir la section 3.1) que traitera le présent chapitre. Vu la forte imbrication du LETS et de la coopérative et le fait que l'articulation de ce projet à la communauté plus large ne se comprenne pas sans prendre en compte les dynamiques de l'organisation en tant que telle, l'angle d'approche privilégié dans ce chapitre sera celui de la Coopérative Sunrise dans son ensemble en tant qu'initiative locale de développement.

Parmi les diverses difficultés qui se dégagent de nos entretiens, ce qui apparaît de loin comme étant le principal obstacle rencontré par la Coopérative Sunrise est une difficulté d'arrimage à la communauté locale plus large, correspondant à la population des résident(e)s de souche ou d'origine, que l'on nomme les « *locals* ». En effet, la grande majorité des participant(e)s s'identifient eux-mêmes, et savent être identifiés par les résident(e)s de souche comme des « nouveaux arrivants » (dits « *newcomers* » ou « *from-aways* »). Par ailleurs, lorsqu'interrogés (e)s sur la base commune de leur mobilisation, nos répondant(e)s ont souligné à maintes reprises la communauté de valeurs et de représentations que forme l'initiative, renforçant ainsi l'observation selon laquelle ils participeraient d'une frange

« alternative » de la population. Ces deux caractéristiques sont à l'origine de différences culturelles et représentationnelles d'une grande importance lorsqu'il s'agit de comprendre la mise sur pied et l'évolution de la Coopérative Sunrise et de son projet de développement.

Concernant aussi l'enjeu de formation d'un système d'acteurs du développement, deux autres obstacles ressortent de nos entretiens : le fait que la dynamique de départ et l'approche énergique des leaders initiaux aient limité l'appropriation collective au sein du groupe impliqué, et inversement, le manque de ressources humaines et de temps des leaders actuels afin de donner au projet la même ampleur qu'il avait du temps où les initiateurs étaient encore là. Ces limites sont les deux revers d'une même médaille, et définissent également un apprentissage important réalisé dans cette expérience d'engagement.

La dynamique initiale n'aurait donc pas permis une réelle appropriation collective au sein du groupe impliqué lui-même, mais aussi, les stratégies mises en œuvre dans cette initiative n'auraient pas réussi à surmonter – ou auraient même approfondi, tout dépendant du point de vue de nos répondant(e)s – la démarcation existant au sein de cette communauté entre les gens d'origine locale et les nouveaux arrivants. Dans les deux cas, on observe les forces et les limites de l'approche axée sur les résultats adoptée par les leaders initiaux, en comparaison avec une autre forme de stratégie de développement axée plutôt sur le développement communautaire et favorisant un partage du leadership et le travail dans la diversité. Un enjeu récurrent au sein de ces deux thématiques est donc celui du modèle de développement mis en œuvre.

Nous analyserons tout d'abord des enjeux de mobilisation internes qu'a connus cette initiative, afin de comprendre quelles formes a prises et prend la collaboration en son sein. Ceci nous permettra d'aborder l'évolution des dynamiques internes à l'organisation et les apprentissages réalisés au niveau du leadership et de la gouvernance. C'est par la suite que nous approfondirons la question du rapport de l'initiative locale à la communauté plus large, afin de comprendre les dynamiques qui le structurent et l'insularité du projet.

6.1 Dynamiques internes : la transformation du leadership et ses conséquences pour la mobilisation sociale

Le thème de la mobilisation sociale est un thème central pour la compréhension de cette initiative. Nous avons vu l'importance accordée par les promoteurs initiaux à la mobilisation des compétences nécessaires à la réalisation des différents projets de la coopérative. Ces leaders de l'initiative semblent avoir été en mesure d'aller chercher les ressources qui devaient leur permettre de réaliser la visée ambitieuse d'autodéveloppement local qui était la leur. Ils s'attachèrent à mettre sur pied un modèle de développement innovateur et crédible, et à élaborer un système de projets se renforçant mutuellement. La pérennité du projet aujourd'hui à travers le LETS et les soirées de projections en témoigne. Inversement, la mort immédiate des autres projets entraînée par le départ des leaders initiaux suggère qu'une vaste part de l'entreprise reposait sur ces deux piliers plutôt que sur un ensemble d'acteurs. Il ressort de nos entrevues que la question du leadership a fait l'objet d'un apprentissage organisationnel important, et que ce dernier a entraîné un élargissement de la coordination des projets et permis une appropriation collective plus grande.

6.1.1 L'approche initiale

Une personnalisation du projet de développement local

Le rôle joué par les deux leaders initiaux dans les premières années du projet est tel que la genèse et les débuts de l'initiative sont indissociables de ce couple d'activistes. Si Charles et Sarah ont réussi à regrouper autour d'eux un noyau assez solide d'individus partageant leur vision, un sentiment partagé au sein des répondant(e)s de ce noyau est celui d'avoir joué surtout un rôle de soutien moral pour ce couple de leaders.

« ...this was all Charles and Sarah's idea. [...] And it was all Charles and Sarah's doing, the energy was theirs. [...] They voiced our concerns. And they mobilized us, and I think they united us in a way » (E1)

« He would make things happen, he would see things through, whereas most people, myself included, we just talk about them. » (E20)

« And sometimes, just to get it done, he just did stuff, and so we didn't necessarily disagree, but it wasn't like everybody got together and constantly consulted on it. I think he just took the lead on some things, and we weren't unhappy with him having the energy to do that, and just looked for ways to support it happening. » (E3)

« We used to call him the 'benevolent dictator'. He ran meetings, and you wouldn't have known that you were in a meeting. [...] He had a lot more up in his mind than what was shared. » (E13)

« A – There wasn't a committee or anything at that time. I guess that's the thing. Charles had a lot of pretty strong visions. He wasn't such a death by committee... B – Which wasn't bad, he had some really... he was leading the charge, and taking the initiative, and doing a lot of work. And it was, yeah, his baby, and I think they had lot on their plates, and just... A – It's a different way of working too. There wasn't so much capacity building at that point, you know, in terms of getting anyone else on board or things like that... » (E19)

Charles et Sarah firent donc office de véritables entrepreneurs sociaux disposant de ressources personnelles impressionnantes, et cette dynamique initiale, où ils furent à la fois moteur et volant de la coopérative et de ses projets, eut l'avantage de donner vie à une structure qui devait prendre beaucoup d'énergie à bâtir. La détermination qu'ils mirent à poursuivre une vision ambitieuse permit de démontrer auprès de certains la faisabilité et la crédibilité d'une telle vision alternative du développement. Une force de la coopérative identifiée à l'heure actuelle par nos répondant(e)s est donc le fait qu'elle dispose d'une structure, d'une histoire et d'une expérience qui lui donnent un potentiel d'action considérable, des ressources sur lesquelles pourront tabler des projets futurs.

« ...while we say they took on a lot of it, they demonstrated it could work. And I think that's why it's still around. [...] people were confident in continuing to participate. » (E3)

« it takes a lot of work just to put something like this in place. So one of the strong assets that we have is that it's all in place. The machine is built, it's just ready to run. [...] It needs drivers. » (E4)

On assiste cependant dans cette première phase à une forme de personnalisation du dispositif, au sens où l'élaboration de ce dernier et son administration sont concentrés sur une ou deux personnes. Cette personnalisation reflète une tendance que Blanc (2002b) et Birouste (1998) ont observée au sein de la mouvance des monnaies sociales, qu'ils considèrent comme fragilisante pour les dispositifs (voir l'article 2.2.3). Alors que Blanc souligne les risques de conflits et l'éclatement des groupes que peut entraîner un leadership trop centralisé, Birouste note le risque « d'enfermement local » que l'on retrouve dans les dispositifs gravitant autour de figures fortes et charismatiques et étouffant l'émergence d'une structure horizontale et d'une dynamique collective qui donneraient forme à un projet de développement social.

Les conséquences d'un leadership centralisé

Comme le laissent prévoir les observations de ces deux auteurs, le corollaire de cette approche fut que les leaders eurent de la difficulté à permettre au groupe de s'approprier le projet, ce qui aurait permis de réaliser une mobilisation plus large et de répartir la charge de travail. La conséquence de cette concentration du leadership fut de concentrer la charge de travail sur les promoteurs initiaux. Si les leaders de l'initiative eurent le sentiment que les autres participants n'étaient pas disposés à prendre les rênes des projets, inversement, ces personnes eurent l'impression qu'il n'y avait pas réellement de rênes à prendre.

« we were hoping that other people would take ownership, [...] and so what we were trying to do is that we realized that it was in our nature to start these things, but we were hoping that we could identify people quickly that we could hand ownership over to. [...] I don't think anybody wanted to take ownership of it. I think that some people decided that they would *share* ownership of it. » (E24)

« And I say it with a great appreciation, because, thank goodness, but that would mean that we would have sort of an annual meeting, and we would really just be saying yes to Charles ' vision. [...] I think it went through the difficulty in a sense, where a Co-op is started by some very strong visionary people, because sometimes then it never becomes really a co-op. And I think that was a bit of the beginnings of it. » (E4)

« I give full credit to Charles and Sarah, and particularly Charles, for what he did, but he often kind of went off and didn't always consult and didn't always have everybody else involved. And I think that after a while that weakened the organization, because that was too much one person, and not enough of the collective. » (E3)

« And they ran it like an enterprise, it wasn't ran completely democratically. Too tight, like an enterprise. Then you don't share the work load. There are a lot of decisions made with a very clear direction, but you loose a lot of people on your way. It's more like an enterprise. [...] We didn't leave room for definition, for different opinions. And that also eliminates a lot of people. If you're too tight, you become unfair. Not because you're a bad person, but because your definition is too small. » (E7)

« It ended up initially excluding more than inviting, because of the agenda. » (E13, au sujet des soirées de projections)

« If you have people who are creating something, this is their vision, and they know how it should run, then it doesn't really allow for other people to come in and say 'this is what I think we need to do today'. And it's not that they don't invite that participation, but it doesn't make it easy for people to assume that role. » (E20)

Comme il a été souligné au chapitre précédent, la construction de la coopérative autour d'une communauté de valeurs, favorisée par la centralisation du leadership, a limité la diversité en son sein et créé une dynamique peu propice à l'inclusion de membres de la communauté plus large. Il semble donc que la clarté de la vision et des objectifs de départ ainsi que la force des valeurs partagées aient constitué des obstacles à l'implication de personnes qui auraient eu une analyse différente des besoins de la communauté, une observation que les répondant(e)s de trois autres entrevues ont partagée avec nous. Ceci explique aussi pourquoi la mobilisation a été en majeure partie restreinte à une part de la frange « alternative » de la population locale, partageant la vision des leaders initiaux. C'est la thématique des défis et des enjeux du travail dans la diversité dans un contexte de développement local qui est soulevée ainsi par nos répondant(e)s, ainsi que ceux de la mise en œuvre de pratiques de développement alternatives. Ces défis s'expriment autant au sein des dynamiques sociales internes à l'initiative que dans ses difficultés à s'articuler à la communauté plus large.

Ces dynamiques ayant accompagné la mise sur pied de la coopérative font écho aux observations de McAreavey (2006) relevées à l'article 2.2.3 concernant la tendance à la centralisation présente dans les projets de développement rural, qui tend à entraîner un sentiment de dépossession vis-à-vis du projet de la part des autres personnes impliquées, et à diminuer la légitimité perçue des initiatives. Ces dynamiques, qui relèvent selon McAveary de la dimension « micropolitique » du développement (rural), ont des impacts sur la capacité des groupes à collaborer efficacement en vue du bien-être de leur collectivité.

Le développement : les objectifs et les processus

L'ambition et la vision des leaders initiaux étaient très grandes et articulées. Comme nous le soulignent deux répondant(e)s (E3, E13), leur énergie et leur savoir-faire ont convergé dans une stratégie axée sur les résultats et sur la réalisation des projets eux-mêmes, aux dépens d'un processus – plus long – de mobilisation, de discussion, et d'engagement des acteurs de la communauté. En ce sens, l'identification des besoins de la communauté s'est faite d'une façon que l'on pourrait nommer exogène, car comme nous l'illustrerons plus bas, elle ne semble pas avoir résonné avec les préoccupations de la population plus large, mais aussi parce que les stratégies elles-mêmes furent élaborées de façon centralisée.

« That's probably the pace, not as much the order of the projects themselves. It really needed to be coming more from the leadership. [...] broad-based, and based on passions, versus strictly philosophy. » (E13)

« I think what happens is that it's slower to have everyone involved every step of the way, but then you have greater commitment from everyone » (E3)

Si donc ces projets eurent de la difficulté à atteindre la masse critique leur permettant de devenir des projets à l'existence sociale et organisationnelle plus large que leurs initiateurs, et que cette difficulté peut être attribuée à une centralisation du leadership, inversement, cette centralisation de l'élaboration des projets a pu entraîner un décalage entre l'étendue des projets et celle des intérêts et des énergies disponibles, expliquant du coup la désagrégation

immédiate de l'initiative après le départ des leaders initiaux. C'est ce que suggère une personne impliquée dans l'initiative :

« What went wrong? Well, let's put that way: to a certain extent, you could also say 'What went right?' And the LETS and Friday Night at the Movies are still existing, so maybe those are the two projects which *have* some type of sustainability here. Time has shown what works. The newspaper didn't work, the film festival didn't work. The Co-op is, let's say, medium. But two projects are still working. The Co-op is still like an umbrella, to give it a legal form, so the Co-op has its purpose. It's open for new projects and new initiatives. So the things that weren't working here, which couldn't *root* here, got eliminated. » (E7)

L'examen des dynamiques sociales et organisationnelles de la Coopérative Sunrise dans sa première phase nous permet de saisir les enjeux d'un leadership axé sur les résultats dans la construction d'un mouvement de développement local. Si ce portrait illustre les réalisations impressionnantes d'individus s'étant mobilisés corps et âme pour donner forme à une vision innovante de développement local viable, il démontre également le rôle que joue pour la viabilité sociale et organisationnelle d'un projet de développement le travail d'élaboration et de négociation collective pouvant permettre à un groupe de s'approprier un projet en l'articulant à des préoccupations et des besoins partagés. Si la concentration du leadership permet d'accomplir beaucoup en peu de temps, son élargissement peut faciliter une mobilisation plus large et pérenne. La question qui se dégage est donc celle de l'articulation d'un leadership axé sur les résultats à un leadership qui serait axé sur les processus dans la réalisation d'un projet de développement.

Comme l'illustre la prochaine section, la reconstruction de la mobilisation qui s'opère dans la deuxième phase de l'initiative a correspondu à une reformulation de la structure du projet de développement local, par laquelle on en est venu à établir un leadership partagé. Le contraste entre les apprentissages et les réalisations de cette deuxième phase et la première permet d'approfondir la question des dynamiques sociales et organisationnelles nécessaires à la réalisation d'un projet de développement.

6.1.2 La forme du leadership actuel

« I think we're doing some of that right now with LETS. We're learning to work in committees, or figure out structures, we're getting a sense of who's in the community. » (E9)

« And maybe we're not accomplishing too much, but there's a couple of things going on, and we're learning a lot. We're learning... [...] learning to work together is important, because you can accomplish a lot more in a group. » (E6)

La reconstruction de l'initiative se fit donc sur des bases différentes de celles qui avaient prévalu dans sa première phase. À l'inverse des dynamiques qui ressortent de nos entrevues au sujet de l'époque de mise sur pied de la coopérative, nos répondant(e)s mettent l'accent sur la dynamique consensuelle et le partage du travail qui prévalent à l'heure actuelle, malgré le fait que le noyau de personnes impliquées dans la coordination reste encore relativement restreint. Les remarques suivantes de nos répondant(e)s permettent d'illustrer la dynamique de la coordination au sein des différents projets en ce moment :

« I think it's quite participatory, yes, amongst the people involved. But it's a fairly small group of people. [...] It's a pretty co-operative kind of leadership, and it's fairly balanced, so it isn't kind of one person being a leader and the others the followers » (E4, au sujet de la coopérative et des différents projets)

« It's largely the committee that meets, first of all to discuss them [the LETS issues]. I think there are five committee members. And then they discuss things amongst themselves, and every so often they approach the whole members at large, and ask them in what direction they want to take this whole thing. So primarily, it would be the committee members making decisions, but they get input during meetings from all the members » (E2, au sujet du LETS).

« A – It seems that... The meetings are always open, but only *we* show up... The committee meetings are always open, that's what's driving the force now, and we'd love to have more people come on, because maybe we won't be running this forever. » (E19)

« A – we're really intentional about operating by shared leadership principles, which is a very different way of operating. B – I think it's not perfect. It's hard to identify who amongst members wants to have more input, and who is just happy to trade. We're trying to keep everybody informed in that way. » (E9, au sujet du LETS).

Malgré la taille encore restreinte du noyau impliqué, l'avantage de cette nouvelle approche se voit dans la stabilité dont elle semble bénéficier à l'heure actuelle. Par la répartition des tâches qu'elle permet, et par le fait qu'elle soit fondée sur les intérêts et penchants individuels des membres.

« I think we have worked out where people enjoy where they want to be doing things. » (E4)

« A – I think the leadership is a bit more dispersed now, so different people are taking on projects, and that's more sustainable in my view than one person doing everything. And it's more what this is about for me, it's building relationships and building people's capacity to do for themselves. I think it's pretty good right now. B – Like in LETS, we have a good committee, and everyone's taking on a role and doing their share of the work. A – That's a big change. B – So if we disappear, it will still go on, and the same with the Co-op, it's a bunch of us. » (E9)

Nos entrevues permettent donc d'observer l'émergence d'une forme d'appropriation collective au sein des personnes impliquées dans la coordination de l'initiative, et cette transformation du leadership a constitué un apprentissage significatif pour les participant(e)s. On est passé dans cette évolution d'une approche axée sur les résultats et sur la mobilisation fonctionnelle de compétences, à une approche favorisant plutôt les processus et la mobilisation à long terme d'individus, considérant la mobilisation sociale comme une condition de la réalisation des objectifs de développement viable.

Cependant, l'accent sur les processus n'a pas les mêmes forces que l'approche axée sur les résultats, et certains répondant(e)s ont déploré le manque de ressources humaines que connaît la coopérative, plus précisément en ce qui concerne la réalisation de sa vision plus large. Alors que l'énergie des leaders initiaux avait permis de donner un élan fulgurant à la réalisation d'une multitude de projets, la dynamique actuelle est plus lente à définir ses orientations. Comme le souligne nos répondant(e)s :

« Maybe it's too loose now. It's important to go the middle way. And where's the middle way? Well, we are looking for it. We are searching. [...] If you have too much democracy, then things fade away as well. [...] I think the Co-op is on ice in the moment, that means there are no decisions, no projects. Nobody's willing to spend time. Maybe because nobody is willing to move ahead and point in a direction, to take the lead. So obviously, in the beginning there was too much leadership, and now we have too little leadership. [...] It's a leadership issue really. And for me, that's really a super interesting experience. » (E7)

« I think it needs, again, it's people basically. It's not like you want the leader, because, again, it's not just one person, but you almost need somebody that can spearhead, or take some time, have enough time that they can... You need the effort and the energy put into it. And that's what we're realizing. » (E6)

« There is many visions, there's just not enough implementation. [...] I think it just needs a broader range of applicable power. [...] maybe we don't have the skills necessary to organize and mobilize. [...] And I think it's essential for us in order to stay healthy as an organization, to bring in people who can do that. Otherwise I don't think it will *stop*, but I think it will continue to fold on itself. » (E1)

D'autres sont plus optimistes et inscrivent le développement de la coopérative et de ses projets dans la durée et dans le développement communautaire – essentiels à leur avis s'ils veulent parvenir à des changements durables et à un mouvement à long terme. Ces répondant(e)s posent clairement l'importance d'un modèle où l'on priorise les processus de mobilisation, de négociation et de création de terrains d'entente qui permettent à une communauté de travailler dans sa diversité. Certains des leaders actuels expriment donc des priorités différentes de celles qui semblent avoir été mises de l'avant dans les débuts de la coopérative.

« It's reinforced my values around consensus decision-making and community development. The importance of shared leadership and the importance of bringing people together, because I've seen what happens when it doesn't work, and personally, I've seen what happens if I do too much in the system. » (E9)

On note toutefois que d'autres répondant(e)s (ne faisant pas partie de la coordination cependant) expriment des apprentissages différents, et même opposés à ceux que nous venons de citer, mettant plutôt l'accent sur la nécessité et le rôle d'un leadership fort.

« A – And what's interested about that for me, and it sort of reverberates with other things that I'm involved in, is this whole idea of grassroots. We talk about it coming from the community, and coming from the people, and grassroots action, and you know, the more I think about it, I think you need a good dictator, to really make things happen. B – I think you meant leader. A – Well, yeah, but not a leader that espouses all these things, like 'I need to hear from all the grassroots, and then I'm going to know what to do', because that's just not realistic. You have to have somebody with vision, who's gonna put it out there, and say 'this is what I'm creating, who wants to be part of it?'. »

Ces observations reflètent les tensions paradoxales inhérentes à tout projet de mobilisation sociale que sont la nécessité d'une force directrice et d'un leadership d'une part, et celle de l'ouverture et de la négociation d'autre part. Sur cette question, nos observations permettent de voir que les membres de la coordination de l'initiative favorisent à l'heure actuelle la seconde branche de l'équation, en raison des enjeux de viabilité qu'ont entraînés les écueils de l'approche précédente, et en raison des limites rencontrées auprès de la communauté. La question de l'appropriation collective fait donc émerger celle du travail et de la coopération dans un contexte de diversité, ainsi que celle du dialogue avec la communauté plus large.

« I'm really nervous about what's gonna happen if we don't have systems where people can get together and problem-solve. I think the most important part of *any* community right now should be able to figure out how to solve problems together. Because we are going to be faced with a series of ever-escalating problems. And there's not going to be anyone to rescue us. Building our capacity to talk and solve problems together in a real way. » (E9)

« I always think that the real key to our society that we fail on is creating unusual partnerships. The more unusual partnerships, I think, the greater creativity. Greater creativity, but I think what it often shows is the commonality. [...] You learn a lot about yourself through compromise, and you do get greater buy-in for it, in the long run, if more thoughts, and ideas, and ownership happen. People feel like it is something of value. » (E13)

« We could use situations like that in order to encourage discussions like this, we could have public discussions. » (A5)

Le désir et les possibilités de dialogue ainsi exprimés nous permettent de revenir à la question de la formation d'un espace public de proximité soulevée dans notre revue de

littérature à l'article 2.2.3. Selon ce que rapporte Blanc (2006c), le potentiel des LETS de donner naissance à de tels espaces de délibérations est souvent restreint par une tendance à limiter ou à refouler les débats. Cependant, la question du consensus et du travail dans la diversité soulevée par nos répondant(e)s suggère que la voie sur laquelle s'engage le projet à l'heure actuelle pourrait favoriser le développement d'un tel espace, favorisant du même coup l'apprentissage de la citoyenneté qui lui est lié.

Ce désir de dialogue est aussi issu en grande partie des préoccupations des répondant(e)s eut égard à l'insularité qui a caractérisé jusqu'à maintenant le projet de développement, et que nous aborderons à présent.

6.2 L'articulation de l'initiative locale à la communauté plus large

6.2.1 La difficulté à rejoindre et mobiliser la population locale

Pour creuser la question de l'articulation de cette initiative à la communauté plus large, nous avons inclus dans notre échantillon des personnes non impliquées dans le projet. Celles-ci étaient autant des personnes impliquées dans d'autres projets de développement, des propriétaires d'entreprises ou des personnes impliquées dans la communauté et la connaissant bien (voir le tableau 3.5). L'insularité de l'initiative et son peu de diffusion au sein de la communauté ressortent au premier plan de ces entretiens, car l'obstacle sans doute le plus important que connaissent la coopérative et ses projets dans la réalisation de leurs objectifs de développement local se trouve dans leur difficulté à aller chercher le soutien de la communauté plus large et de ses leaders. Cet isolement, ainsi que la représentation concourante identifiant la coopérative et ses projets à la « communauté alternative » ou aux « nouveaux arrivants », ont été maintes fois soulevés par nos répondant(e)s, autant du côté de ceux impliqués dans l'initiative que du côté des acteurs et actrices du développement de la communauté plus large (E3, A5, E6, E7, A8, E9, E10, E11, E12, E13, E14, A15, A17, E19, E20, A22, E24).

« So I would expect there's *that* group that was interested in it initially. Likely, some of the same people that go to book club. Those are their interests. [...] Well I think they're likely very good projects. But I think, again, and you see that it's a narrow... Different people are involved in *that* then say might be involved in the Legion, or the Tatamagouche Fire Department, or whatever. » (A8, au sujet de l'initiative en général)

« I guess the focus of all of these things, the LETS, and even the movie night, and the *Tide*, they're... I don't know, it's a really small focus too. I think it's a small network of people that they're reaching. So maybe that's ok. [...] There is a little bit of the same people being involved in all the same stuff, and so in some ways, maybe it becomes a social thing too, and I don't know if they filter out really well to the entire community. » (A22)

« But there's not that many local... like people that grew up here, there's not many people that grew up here that are in the LETS program. I don't know *why* that is... [...] I assume that they don't have enough things that appeal to the local people – that grew up here – I don't know. Those are things I wondered: how am I going to pay the bank if I'm making LETS dollars, you know? » (E12, au sujet du LETS)

« If you go down the directory, you see it's a lot of people that have moved here, relatively recently. [...] It hasn't really encompass the generally commercial aspect of the local area. There's still so many things that actually aren't part of it yet. So I don't feel, from my perspective, that it's really taken hold of the community, of a really serious aspect of the community. The majority of people who aren't members don't really even think much about it. That's what I suspect, that it's not really on people's radar screen. » (E11, au sujet du LETS)

« It's a problem, we need more local people involved, it's a problem. [...] And that's the thing, that's a big thing that I think about sometimes, how to get more local people involved in stuff like this, and talking about this stuff. » (E6)

Les acteurs de la communauté plus large que nous avons interviewés disposaient en général de peu d'informations sur la coopérative et ses projets. Même s'ils en connaissaient l'existence, et en particulier celui du système d'échange et des soirées cinématographiques, nous nous sommes retrouvée au cours des entrevues à répondre à plusieurs de leurs questions au sujet de la coopérative et de ses projets, témoignant ainsi d'un vide communicationnel entre la coopérative et la communauté plus large. C'est ce qu'illustrent bien les remarques suivantes :

« And so *I'm* not familiar enough with what they do, which is unfortunate, because it would be nice to have more information. [...] I'm sure there was an article about it in *The Light*, and I read it, and it didn't stick with me. I don't have anywhere that I could go and find out about it. I might go and talk to Linda. She would be the person that I would go to, but I'm not likely to do that. » (A8)

« What's this co-op you mentioned? I've heard of that, but I don't recall what that's about now. [...] Like for example, I told you that I saw a [LETS] booklet from a few years ago, and all the members have probably seen an updated booklet. But if I'm not a member, how do I get updated about this program, and if it still exists? Are they taking new members? Have they just not approached us because they figure we're still in the same situation as we were before, or are they not really seeking anybody new? Are they just waiting for people to come to them? Is there growth, I don't know. » (A22)

« Apart from the trading system itself, which would be taking place among individuals and businesses, one might not know that unless a person is a part of that particular network. The movies has been the most visible sign, and other than that, I'm not aware of a particular activity. There may be an activity, but I haven't got the label attached to it, I don't know of another one at the present time. [...] Unless people are made aware of something, the knowledge of it tends to fade, so it's not a topic of discussion. » (A15)

6.2.2 Imbrications et isolement : postures des acteurs de la communauté par rapport au projet de développement local

Cet enjeu de l'articulation avec la communauté plus large est tel qu'il a été soulevé et discuté longuement par nos répondant(e)s au cours de nos entrevues de recherche. Il est apparu clairement que ce rapport est loin d'être dichotomique, et qu'une gamme de positions existe au sein de la communauté, tant parmi les participant(e)s de l'initiative elle-même qu'à l'extérieur de ce groupe. Tous nos répondant(e)s ne voyaient pas l'initiative du même œil, et nos entrevues nous ont permis de relever quatre perspectives principales concernant le LETS et la coopérative, soit dans les positions exprimées directement par nos répondant(e)s ou à travers leurs observations sur les rapports de l'initiative avec la communauté. Les perspectives exprimées par les participant(e)s de l'initiative chevauchent celles des acteurs de la communauté plus large et nous les présentons donc en un seul continuum : 1) l'appui, 2)

l'ambivalence, 3) la neutralité, l'indifférence ou le désintérêt et 4) le désaccord et l'opposition.

Appui

Certains répondant(e)s témoignent de leur appui ferme à l'initiative, à ses objectifs, à ses projets et à sa démarche. Cette posture se retrouve dans nos deux groupes de répondant(e)s. Dans cette perspective, les difficultés de l'initiative à trouver appui dans la communauté plus large sont dues en majeure partie à un manque de communication et/ou de compréhension. C'est ce dont témoignent ces deux répondant(e)s :

« All the subterranean things... I think there is a form of resentment that happens with the local community when people from away move in and start organizing things, and saying 'well this is the way, wouldn't this be nice...'. There is a huge... well maybe resentment is too strong a word... a wariness, where people just go 'What, this again?'. And they won't think it'll last. [...] I see sometimes inability to comprehend maybe on a long range how the system works, and why it would be beneficial. [...] First you're scared, then you're curious, and then you understand. » (E1)

« I think what Charles did was very well appreciated among the people who knew what he was doing. But there would be a large part of the population that would not understand what this was. [...] I think Charles was way out here, saying 'Here's something we can do, it will benefit us all.' But a lot of people would not have understood this. It would disturb their status quo. » (A15)

« I've talked to people who, when you're trying to explain what this program does, they look at you and say 'what do you mean, some kind of underground economy?', as though we're communists or something, that there's something wrong with this. B – Or that people are trying to get around tax paying. 'Why else would you do it, that must be the reason'. » (E20)

Ambivalence

D'autres répondant(e)s témoignent plutôt d'une certaine ambivalence par rapport au projet de développement. Cette ambivalence prend deux formes. D'une part, une majorité des

participant(e)s de l'initiative que nous avons interviewé(e)s témoigne d'une ambivalence, au sens où s'ils sont profondément en accord avec la mission de la coopérative ainsi qu'avec sa vision, ils expriment parallèlement leurs préoccupations concernant le fait qu'elle ne soit pas parvenue à mobiliser la population plus large, préoccupations qui se reflètent dans les apprentissages tirés de l'expérience de mise sur pied de la coopérative, même si on remarque une large appréciation pour l'énergie que les leaders initiaux ont consacrée à mettre la coopérative sur pied. On souligne l'importance de travailler avec la communauté plus large et de valoriser la diversité en son sein. Même si cette perspective alternative du développement est légitime, le développement ne peut se faire sans établir un dialogue avec la communauté plus large. Particulièrement au sein du leadership de l'initiative, établir ce dialogue apparaît comme un objectif de développement en soi, et nécessite de s'attarder aux processus, d'établir des ponts et de faire émerger des objectifs communs.

Des répondant(e)s extérieur(e)s à l'initiative nous ont aussi exprimé leur ambivalence et une distance critique par rapport aux activités de développement entreprises sous l'égide de la coopérative. Un répondant en particulier est d'avis que peu de l'activité économique réalisée au sein du LETS contribue aux coffres publics, malgré que les participant(e)s soient tenus en théorie de déclarer les revenus réalisés en monnaie locale. Ce même répondant exprime aussi son malaise vis-à-vis du positionnement idéologique qu'il observe dans le groupe de développement, comme en témoignent ces remarques sur la programmation du Tatamagouche Film Festival :

« I enjoyed film, but would've thought that there could be a broader range of films that could be brought to bear, as opposed to, a lot of the films were related, in my opinion, to a lot of people who were already convinced in a certain direction. [...] I think that maybe there was too much reinforcing of established opinions within a specific group of people, in terms of how things should happen politically, and environmentally, or whatever. » (A16)

Ce désaccord est donc issu à la fois des limites perçues du LETS comme outil de développement et de l'approche promue par la coopérative, qui est ressentie comme une forme de cloisonnement.

Neutralité, indifférence ou désintérêt

Une troisième posture se dessinant dans nos entrevues est celle d'une perspective plutôt neutre, allant d'une distance curieuse à un simple désintérêt. Comme nous l'avons illustré plus haut, nous avons pu constater lors de notre recherche que beaucoup de gens non impliqués dans le noyau de l'initiative sont très peu informés sur elle, voire pas du tout, même s'ils connaissent certains de ses projets. Le flou entourant la coopérative se retrouve au sein des membres du LETS même. Ceci semble dû en partie à un manque d'information, à un manque d'intérêt, ou à la personnalisation de la coopérative au cours de sa première phase, qui a fait de la coopérative le projet de quelqu'un, et non pas un projet dans lequel on se serait senti appelé à jouer un rôle. C'est ce dont témoigne une personne interviewée qui fait partie du système d'échange depuis 2006 :

« No, I don't know much about the Co-op. [...] I don't even know if it exists anymore. [...] That was one of Charles' things too. » (E12)

Parallèlement à cela, nous avons rencontré des personnes non impliquées dans les projets de l'initiative, et en particulier des propriétaires d'entreprises qui nous auraient semblé susceptibles par la nature de leurs opérations d'être impliqués dans un dispositif LETS. Certains nous ont témoigné d'un intérêt et d'une curiosité pour le projet, mais étaient d'avis que le système d'échange ne pouvait pas leur servir puisqu'il n'y avait rien dans le répertoire des membres qui pouvait être utile à leur entreprise. Une répondante avait quelque méfiance du fait qu'elle ne savait pas notamment que la comptabilité était assumée par un comptable professionnel. Une autre personne a témoigné du fait que le LETS n'était pas pertinent pour elle parce qu'elle n'avait pas de service ou de bien à vendre, et que les soirées de projections ne l'intéressaient tout simplement pas :

« If I go to a movie, I don't want to be educated, I want to be entertained. But I think it's wonderful that we have this, because many people like that. It's not my cup of tea, but that's not to say that it's nobody's cup of tea. » (A8)

Ce que nous illustrerons aux deux prochains articles concernant le décalage entre les préoccupations et les intérêts qui prédominent chez les individus appartenant à la frange alternative de la communauté et ceux de la communauté plus large est un élément expliquant le désintérêt pour le projet de développement relevé par certain(e)s répondant(e)s au sein de la communauté.

Désaccord et opposition

Nos entrevues révèlent le désaccord de certaines personnes avec le projet de développement de la coopérative, tant directement, dans les positions exprimées par nos répondant(e)s eux-mêmes, qu'indirectement, par le témoignage qui nous en a été rapporté. D'une part, quatre répondant(e)s nous ont exprimé leur fort désaccord avec l'approche adoptée par les promoteurs de l'initiative au cours de sa première phase. Ce désaccord est lié en particulier à la personnalisation de l'initiative qui s'est produite à cette époque, et d'un sentiment que la diversité des opinions et des visions au sein de la communauté n'avait pas respectée, au profit du caractère innovant de la vision initiale. Ces perceptions ont des conséquences sur la légitimité qu'ils accordent au projet dans son ensemble et aux intentions de ses promoteurs.

Ces critiques sont venues aussi d'un désaccord sur la pertinence des stratégies et des projets mis en œuvre par rapport aux objectifs de la coopérative. Ces critiques nous ont été exprimées tant par des membres du LETS que par des entrepreneurs locaux extérieurs à l'initiative. Alors que – paradoxalement – les premiers voyaient le LETS comme étant trop radical pour parvenir à des impacts significatifs en terme de développement économique local, pour certaines personnes situées à l'extérieur, le projet ne l'est pas assez pour remettre en questions les valeurs qui sous-tendent le système économique et monétaire conventionnel. En particulier, le North Shore LETS ne s'adresserait pas selon eux à la question de l'équité et à la reconnaissance de l'utilité sociale cruciale de certaines professions, en particulier de celle d'agriculteur.

« It's an exclusive club because you have to earn and spend LETS dollars to participate. If it was more of a general, looser organization that was simply promoting

the *buying* of local products and services, *that*, to me, would be something that would be more valuable, and for the whole community. » (E11)

« A – and this is really the main thing, is that it doesn't crack this mainstream monetary system. It simply replaces the old monetary system with a new monetary system, but the principles behind it, they're not cracked. B – Profit, lack of value, all of that, you know you *don't* address those issues [...] A – we stick with the same monetarian principles that are so disruptive, and that have brought about the problems that we have. You're just exchanging it for a local currency. You could also destroy your planet or your environment locally. It doesn't matter whether you use the Canadian dollars or the LETS dollars, the principles behind it is what needs to be addressed. » (A5)

D'autre part, sept répondant(e)s nous ont parlé du rapport de l'initiative aux leaders locaux réels. Certains ont mentionné l'opposition silencieuse que les promoteurs initiaux auraient rencontrée au sein de la communauté plus large, et en particulier de la part de certains piliers de l'équilibre de pouvoir local. D'autres ont plutôt abordé la question sous l'angle inverse, et étaient d'avis que les promoteurs n'avaient pas su créer les alliances nécessaires et manœuvrer de façon à s'arrimer au microsystème de pouvoir local. Les propos suivants soulèvent donc la question de l'articulation micropolitique d'une initiative nouvelle, fondée sur des principes alternatifs et mise en place par des gens de l'extérieur, à un système de pouvoir local préexistant.

« They didn't connect well with the people who are the hard core, main tillers of the community. [...] And if you're outside of that, and they know it... You have to work with *these* people to get what you want. » (E11)

« A – I think that the people who tried to bring it about were sort of trying to take on leadership without having... B – Acknowledging that there's already a leader. A – Without acknowledging that there already *is* leadership. » (A5)

« But if the right person came along and ran it, and everybody trusted... See Charles, not too many knew Charles. But he was an intelligent man. » (E12)

« The old guard of the community *never* approached us about anything. [...] Because we're from away, and we're changing things. It's the nature of the old guard that they *run* things. If people are advocating for change, it means they're not happy with the

way things are being run. » (E24)

« It's small town politics. Big fish in a little pond. You have certain people who look at this town a certain way, and I know that that group did not like Charles, and they tried to sabotage lots of things that he would do.. [...] Dragging their feet, not responding fast, and probably in some cases, not doing what they should do to make it work. » (A7)

Plusieurs éléments soulevés par nos répondant(e)s au cours de nos entrevues nous permettent d'approfondir ces difficultés d'articulation à la communauté plus large que nous avons tenté de décrire dans cette section. Outre la question du leadership et de la mobilisation illustrée plus haut, différents éléments ont été discutés par nos répondant(e)s qui permettent de jeter un éclairage sur l'isolement que connaît l'initiative, soit 1) la structure et les caractéristiques de la communauté elle-même et la diversité qui la caractérise et 2) les défis issus d'écarts dans les préoccupations, de différences culturelles, de besoins différents, et du contexte rural lui-même dans lequel s'est inscrit le projet de la Coopérative Sunrise.

6.2.3 Une démarcation sociale et culturelle propre à la communauté locale

Nos données révèlent tout d'abord que cette séparation est tout autant l'expression d'une caractéristique de la communauté de Tatamagouche et des environs que la résultante de l'approche de développement adoptée par la coopérative. Comme nous l'ont souligné plusieurs fois nos répondant(e)s, la communauté de Tatamagouche et de ses environs est elle-même caractérisée par une grande diversité³⁹. Celle-ci est d'une part issue du fait que la communauté attire à l'heure actuelle beaucoup de personnes à la retraite, originaires des environs ou d'ailleurs, et ayant travaillé toute leur vie à l'extérieur. Ces nouveaux arrivants amènent avec eux une diversité de savoir-faire et d'expériences, ainsi que du temps, ce qui contribue à la vitalité de la communauté locale (A15, A16). Un trait structurant de cette diversité se trouve toutefois dans la distinction identitaire qui existe entre résident(e)s originaires de l'endroit (depuis parfois plusieurs générations) et nouveaux arrivants, une

³⁹ Ce qui avait également été noté dans le portrait de la région que nous avons présenté à l'article 1.7.

distinction qui reflète des différences culturelles significatives. Cette démarcation devient d'autant plus importante dans le cas de la frange « alternative de la communauté, qui – le plus souvent – n'est pas originaire de l'endroit mais de la ville, et qui de plus adhère à des valeurs et des représentations très de gauche, où l'environnement occupe une place centrale⁴⁰. Ces deux aspects de la diversité locale sont illustrés par ces citations, démontrant la façon dont des intérêts et des préoccupations divergentes peuvent entraîner un cloisonnement au sein des divers groupes formant la communauté locale :

« A – There's a big difference between people who come from away and the ones who lived here for many generations. I find it's a big gap. [...] B – You get that smashing of two different cultures almost. Just completely different. » (A7)

« There are generations of people from all these communities around here who are very connected to *their* community, and define their community in a very particular way. And then I would say that there are other people, there're scores of people who, maybe are from here originally, but I'd say there's also a large percentage of people for whom this is their chosen home, and they come from different places and experiences and they come here for very specific reasons – much like when I was describing how the LETS community was a place *for* us – it's like finding a place where you can live according to your values. [...] So we're talking about people from very different backgrounds and orientations, and so it creates separate communities within the community. And that's not the intended purpose. We want to invite everybody, and to service and benefit, and maintain this community in the long term. To make the rural economy more viable, and more self-sufficient, and independent from the tides of the world. But you know, human relations, knowing how people relate to one another, things don't always play out according to your greatest ideals. » (E20)

« For the rural people, I think they perceive it as that. It's all those people from away and their grandiose ideas. » (E11)

« I think they're more... Perhaps more entrepreneurial, they're more risk-takers.

⁴⁰ Tatamagouche a en effet une communauté alternative importante, attirée en partie par la beauté et l'isolement géographique de la région et le fait qu'elle soit peu urbanisée. Comme le souligne ces répondant(e)s : « There's a group of people that come here because *there is no* Tim Hortons. That like it *because* of that. Whereas the true locals think it's a disadvantage. » (E7) / « All through these hills here are back-to-the-landers, are hippies, people who are draft dodgers from the sixties in the States, you'll find them, all through these parts. And they are people with very, very vital skills, very important skills, incredible knowledge, and incredible passion for the place. »

Perhaps more creative, think-out-of-the-box type of thing. Because to me, some of the things they're doing are quite innovative, and very unique. So to me, they're more, I guess creative, innovative. And I see that as entrepreneurial, and maybe more forward-thinking. And so instead of saying 'this is the way it is, it's the way it's gonna be', they look to find new and different ways to do it. » (A8).

Le rapport entre la communauté alternative et la communauté plus large nous est décrit de façon positive et critique par nos répondants. Certains parlent de la tolérance qui existe entre les deux groupes, mais d'autres témoignent des dynamiques d'exclusion réciproque que peuvent entraîner ces différences et des défis que rencontrent les nouveaux arrivants qui tentent de s'intégrer à la communauté locale.

« After 20 years, you are still not considered as being local. You're still from away. » (E11)

« It's not that the community's not welcoming. I think they *can* be welcoming, but you also have to meet them on their terms, right? So it's a two-way street. » (E20).

« There are certain customs. And you *have* to know the customs, they're very subtle. If you follow them, you have great support. And it's difficult to follow them because they're really... for people like *us*, we don't know them. Most of the intellectuals who are trying to build community *are* from away. » (A5)

« A – There's a rural second language. [...] B – True, there's that whole other language that you have to learn. A – I can't elaborate. It's *really* subtle, and really hard to figure out. [...] Body language is part of it, but also.... They saaaay one thing, but no, that actually means... It's not a good thing or a bad thing, but it's just that it means... What they're *actually* saying is something that's slightly different. B – It's one of those little culture gaps. [...] It's a challenge, the difference between the come-from-away language, and then the real, old school, lived-here-for-generations, language. That might be a challenge, something to overcome, in terms of bringing kind of different worlds together. A – That's a challenge for the LETS system too, and for the whole community. Because it's hard... Well it's harder for *me* I think to meet people who are *not* come-from-aways. We tend to hand out more with other come-from-aways. [...] But we definitely have things going on that bridge those gaps. Like farming, asking for expertise in farming. B – And working locally. » (E19)

6.2.4 Différences culturelles, représentations et développement local

Même si ce serait polariser la réalité que de peindre la communauté locale seulement en termes de tensions et d'hiatus, et en tenant compte du fait que nous nous concentrons ici sur les défis de la communication et non sur les lieux de dialogue, les témoignages recueillis au cours de nos entretiens illustrent les impacts des différences culturelles portées par les divers groupes sociaux présents dans cette communauté sur la façon dont ces derniers entrent en relation. Ces décalages culturels se retrouvent en particulier dans les obstacles rencontrés par la Coopérative Sunrise et ses projets auprès de la population plus large, obstacles qui relèvent autant des contenus des projets eux-mêmes que de l'approche adoptée pour les réaliser.

Des préoccupations différentes

Deux répondant(e)s (E1, E7) ont mentionné les difficultés que rencontrent les nouveaux arrivants dans cette communauté en voulant mettre sur pied des entreprises. D'une part, il faut compter le temps nécessaire afin de faire ses preuves auprès de la communauté et d'obtenir du soutien. Mais une difficulté importante viendrait aussi du fait que ces nouveaux arrivants tendent à ouvrir des commerces qui s'adresseraient plutôt à une culture citadine ou même à la communauté alternative, plutôt qu'aux besoins de la communauté rurale locale.

Notre étude révèle que ces enjeux semblent aussi avoir joué pour la Coopérative Sunrise et influé sur son rapport à la communauté plus large, car il semble qu'elle n'aurait pas répondu aux préoccupations ni aux intérêts d'une large part de la population locale. Les enjeux principaux pour la population locale qu'ont fait ressortir nos répondant(e)s tournent en grande partie autour de l'emploi, du maintien des services de soin de santé dans la communauté, de l'exode des jeunes et du transport (le prix de l'essence et des réparations). Même si la mission de la coopérative s'adresse à long terme au développement de l'emploi et à la rétention des jeunes, au sens où ceux-ci seraient des conséquences éventuelles du développement local viable visé par la coopérative, l'analyse et les postulats sur lesquels elle est construite (en particulier en ce qui concerne l'urgence des préoccupations

environnementales et sociales globales) ne coïncident pas nécessairement avec les préoccupations de la communauté locale⁴¹. Ce décalage entre les besoins de la population en général et les projets de la coopérative sont soulignés ainsi par nos répondant(e)s :

« Gasoline, cars, jobs, emergency room. So movie night is not an issue. Buying organic is not, if you're worried about your car. » (E7)

« There was a lawyer in the system, but local people here, they've got their lawyer picked out and it's probably a friend of a friend of a family member that they've known since they were three. [...] It's mostly food and restaurants, and there's not a lot of local rural people who are gonna be eating out on a regular basis. [...] I don't think a lot of the local people that I know, and specifically farmers, go into the village to have lunch. » (E11, au sujet du LETS)

« From my point of view, it's not something that would be accepted by a large number of people in the community [to participate in]. They wouldn't be people that would be wanting to participate. I think you have to have a very special type of person or group of persons to work in this sort of situation, and the hard-nose commercial business man is not going to be interested in this, not that I think, that I can see anyhow. Most of the participants are people that are looking at life from a different angle [...] I'm thinking of some of the business people that I know in this community, and this would be too... this would not be something that they would want to be part of, because it would be too back-to-the-lander, too... » (E14, au sujet du LETS)

« But there's kind of different communities within the community. [...] Different people are in different head spaces. And they don't feel the same fears or threats, or concerns, so they're not motivated by the same things. And I think some people are just more... they put their trust in the system as it is, as it exists, as they're told it works best. And so they never think twice about how they live, the choices that they make, and how they buy things, and where they shop. They don't think of the ripple effect of those choices. So to create a community that's trading economically, some people wouldn't even understand. Some people might think 'why are they creating their own little clique'. I can't speak for them but when people think so differently, it just creates that division in the community without trying, because some people are clearly for it, and some people are clearly not interested. » (E20)

⁴¹ À cet égard, le projet de transport communautaire aurait peut-être eu plus de chances de s'accorder aux préoccupations locales.

La définition de l'achat local

La localisation et l'achat local occupent une place centrale dans le modèle de développement local viable de la coopérative. Or, deux défis se présentent ici : savoir d'abord quelle importance la population locale accorde au soutien des entrepreneurs locaux, et ensuite, l'entente sur la définition à donner à l'achat *local* ou l'articulation entre des définitions différentes. D'une part, même si certains considèrent que le contexte rural favorise la sensibilisation à l'importance de soutenir ses voisins et sa communauté (E19), d'autres sont d'avis que la population pourrait être plus consciente des mécanismes menant au drainage de richesse et à l'appauvrissement de la communauté. Cependant, la nature de ce que l'on considère comme un achat local diffère selon que l'on met l'accent sur les *commerçants* ou les *producteurs* locaux. De reconnaître l'importance de l'achat local ne signifie pas adopter la perspective localiste stricte promue par la coopérative. Alors que certains, comme la personne de l'entrevue A8 citée ci-dessous ou celle mentionnée dans l'entrevue E11, considèrent les entreprises établies dans la communauté comme des entreprises *locales* même lorsqu'elles sont des franchises de grandes corporations – du fait qu'elles se trouvent *situées* dans la communauté, ou encore qu'elles appartiennent à des entrepreneurs locaux, fournissent des biens, des services et des emplois à la population locale et soutiennent les causes et les activités de la communauté –, la perspective localiste de la coopérative comporte une définition beaucoup plus stricte de l'achat local, considérant l'achat de tout produit en provenance de l'extérieur comme un achat extérieur et une fuite de revenus. L'interaction entre ces différentes perspectives est illustrée dans les divergences entre les perspectives exprimées par les citations suivantes :

« I think that's where Tatamagouche has been great, because people are really into that, into supporting other businesses, or other people around here. » (E19)

« Something we have to be very careful of, and I'm not sure that people really understand this, is that every time I go outside of my community, and spend money outside, I'm hurting my community. You can't buy everything in your own community, but I've heard people say 'You can get this 20 cents cheaper at SuperStore'. Well I'm sure you can, but what does SuperStore do for *this* community? People don't seem to... I just don't think they think about it, that they realize... Like the grocery store, or the drug store, or any of those local businesses, they put money,

they provide things in the community, through programs, such as sponsoring sports teams. [...] If I don't support Home Hardware, then eventually, then we loose the service. » (A8).

« We also know a person that lives out in Earltown, and he gets his morning coffee at the Robins which is on the other side of Tatamagouche, *every* morning, and I'm sure that if he asked him, he would say that he shopped locally. I think that it depends on the individual, what their definition of local is, and how they perceive their contribution to the local economy. » (E11)

« The pork they sell at [the local grocery store] comes from China, and every time I walk by I think 'why can't we buy this from here?' [...] It makes you think... The whole thing about LETS is 'support your neighbour', and then you go to the supermarket, and you see the opposite ideal. I don't want pork from China, and their beef is from Brazil [...However,] when he [the local farmer] spends money, he spends it back in his community. Those dollars going to Brazil are gone. And they're not going to the farmer down there, right? » (E10)

On est donc en présence de trois perspectives distinctes. Alors que certains ne s'inquiètent pas de la fuite de revenus hors de la communauté et ne tiennent pas compte du risque de perdre les biens, services et emplois offerts par les entreprises locales, d'autres sont préoccupés des conséquences de ces fuites. Cette perspective est attentive à soutenir les commerçants locaux et met de l'avant les divers rôles sociaux et communautaires assumés par ces entreprises. Elle priorise donc l'*accès* local et les contributions sociales que représentent ces entreprises, voyant le territoire rural d'abord comme un espace de vie (Jean 2006). Enfin, une troisième perspective, dans l'esprit de la coopérative et du LETS, questionne la provenance des produits mêmes, prend d'abord le parti des *producteurs* locaux et tend à être critique envers les commerces locaux affiliés à des corporations. Cette posture priorise la dimension productive du territoire rural et le rôle de celle-ci pour la sécurité alimentaire de la région (Jean 2006)⁴². Le rapport entre ces différentes perspectives illustre ainsi un enjeu important du dialogue entre les espaces ruraux radicaux (Halfacree 2007) et les autres types de représentations et de pratiques associées aux territoires ruraux contemporains.

⁴² Nous ne voulons pas dire que l'importance donnée à la dimension productive occulte pour autant la dimension d'espace de vie, mais seulement que la préservation de la dimension productive est considérée comme une condition nécessaire à la viabilité et à la pérennité de la communauté.

La culture d'entraide locale et le LETS

Plusieurs répondant(e)s (A5, E6, E7, E11, E12, A15, E19, E20) nous ont rapporté qu'une des raisons pour laquelle un grand nombre de résident(e)s ne participent pas aux LETS viendrait du fait que la population locale dispose *déjà* d'un réseau de soutien, et qu'elle n'en a donc pas *besoin*. Par le fait même, la culture d'entraide rurale qui facilite la compréhension des principes du LETS en limite l'intérêt.

« Even though there are many people who are living on very little money, and do a lot of trading informally, and receive a lot of assistance informally, they wouldn't connect to a LETS program. » (A15)

« It seems like in a way it's formalizing a lot of the way the rural economy already works anyways. [...] it already intuitively makes sense to people, which is kind of one of the reasons... It helps the LETS system, but I think it kind of hinders it because people are like 'well, we're already doing this in a different way, no thanks. » (E19)

« And we kept saying 'But it doesn't apply to us. We don't need it.' As you've probably noticed being here, there *is* a strong community commitment to people. If you *need* help, you can find somebody who will help you. » (E11)

« A – there's a real understanding that you can only make it if your neighbours help you. [...] B – Yes, interdependence, they still understand that. » (A5)

« I talked to one local person about the LETS system. And she said to me 'well, we've got our LETS system already'. I said 'what do you mean, there's another LETS in the community?'. She said 'no, we exchange goods with neighbours and friends *all* the time.' And I said 'this is not a LETS system'. And she said 'of course it's a LETS system, we are trading back-and-forth.' » (E7)

Par ailleurs, la culture d'entraide qui caractérise la communauté est une réalité culturelle avec laquelle un LETS peut même interférer, notamment en monétarisant les rapports d'entraide communautaire régis par des codes culturels déterminés. Cette monétarisation de la réciprocité perçue par certain(e)s répondant(e)s est exprimée ainsi :

« A – But we are also talking LETS \$, that's money too. B – But in terms of calling our neighbours, if we have a problem with something and we call them, then, it would be a mistake to *pay* them, and they also make it clear. [...] everybody would strongly reject any payment. LETS dollars or Canadian dollars. No question. That's community too. » (A5)

« If you need somebody with a backhoe, you know a neighbour, or a neighbour knows somebody who has one. And you might not have to pay for it, they might just volunteer their time because they're being neighbourly. And that's how it is in rural Nova Scotia. [...] I think a lot of people are focused in on the almighty dollar, and there's an element in rural Canada that doesn't see it that way. » (E11)

« I have a hard time charging for it. [...] Mainly because I think it's important to... we have a value system in my family where you give to the community. That's all part of how you live, it's what living's about. So I love any opportunity to help somebody take in hay, or build something. That's something that I would do for free, so it's difficult to go around and use the LETS system. » (E13)

Ces observations confirment celles de Pacione (1997) et North (2004) concernant la perception que peuvent avoir des LETS des personnes déjà inscrites dans des réseaux d'entraide informels (voir article 2.2.3). Ainsi, la zone grise dans laquelle se situent les échanges LETS entre l'entraide communautaire et l'économie marchande fait en sorte qu'ils peuvent être perçus comme entrant en conflit avec la logique du don prévalant dans l'économie de la réciprocité locale. Il s'agit d'un statut paradoxal, puisque comme nous l'avons vu, pour certaines personnes extérieures à ces réseaux d'entraide préexistants, la participation au LETS est un moyen de développer des rapports d'échange de proximité par l'intermédiaire de l'échange économique.

Ces observations témoignent d'une différence de besoins entre les nouveaux arrivants qui sont la plupart des membres du LETS et une portion significative des résident(e)s de souche. Pour une grande part de la communauté de souche, le LETS est un dispositif superflu en tant que réseau de soutien puisqu'ils disposent déjà de réseaux sociaux et familiaux. Inversement, le LETS ne contient pas encore assez de biens de première nécessité pour comporter de réels avantages pratiques ou économiques pour la population de souche. Il s'agit d'une double caractéristique du LETS permettant d'expliquer une part du désintérêt rencontré au sein de la

communauté de Tatamagouche : ses vertus communautaires sont superflues, et ses avantages économiques, pas assez importants. Le LETS recrute donc surtout des individus désireux de profiter de ses avantages en termes sociaux, et adhérant d'avance au concept de l'initiative de telle sorte que leurs critères de participation ne se fondent pas seulement sur des intérêts économiques ou pratiques. D'où sa tendance à recruter des nouveaux arrivants sensibles aux pratiques alternatives. Ces conclusions corroborent les observations recueillies au chapitre II concernant le peu d'intérêt pour les LETS des communautés culturelles et des communautés traditionnelles, qui disposent déjà de réseaux d'entraide denses (Maruyama 1997). Ce facteur est même cité par Blanc pour expliquer pourquoi les monnaies sociales ont pris plus de temps à se diffuser dans les pays du Sud comparativement aux pays industrialisés dont le tissu social serait plus atomisé (voir à cet égard l'article 2.2.3). L'importance des valeurs et de motivations autres que monétaires pour l'engagement au sein du LETS est encore une fois soulignée par nos répondant(e)s :

« But really that wasn't the reason why we got involved, or offered the services we did. I never viewed it as a way to make profit, but rather, what I would gain from it would be something far more substantial, and that was this sense of community, people that you could rely on, that sort of thing. » (E20)

Par ailleurs, certains répondant(e)s sont d'avis qu'une part des gens impliqués aurait négligé de reconnaître ce niveau d'entraide présent dans la communauté et la force des liens déjà existants, ce qui aurait placé l'initiative en confrontation avec la culture locale plutôt qu'en articulation ou en complémentarité avec celle-ci :

« Again, we're talking of having a community of like-mindedness, well there's a community of like-mindedness here already. [...] And they see somebody coming in from outside, maybe there's this assumption that 'well you're going to be all full of new fangled ideas. Next thing you know you'll be telling me not to do this or that'. » (E20)

« A – What I mean is that there was already something before, but simply it wasn't what certain people wanted, or certain people wanted to see. Maybe certain people would describe it as depressed, backward and conservative, you know, and they want to change things, without understanding that there is actually something. [...] We, as people coming from outside, want to change the community so that it suits *us*, and we

have to convince, or we think we have to convince those people that have been here since eight generations that what we want is more important and better. B – The real community. A – The real community, and that what they are doing here is just a nightmarish daydream, and they don't have any idea at all anyways. So because we come from the big city where the mainstream happens, we have to bring in structures of the big city. » (A5)

Notons la proximité étonnante de ces observations avec celles faites par Purdue et al. (1997) sur l'existence des systèmes LETS en tant que pratiques d'autodéveloppement basées sur des principes alternatifs, que nous avons déjà citées, mais qu'il est utile de rappeler ici :

« Thus LETS resemble former versions of community activism, in that they both attempt to mobilize local communities and to impose a new social movement definition of the local community. That is, they blur the distinction between geographical proximity and like-mindedness. The LETS definition of local community is filtered through the symbolic universe of one particular milieu which contests existing definitions claiming the support of local tradition.[...] LETS are clearly the shared milieux of likeminded people, but they also claim a geography and therefore a construction of locale. » (Purdue et al. 1997:659-660).

Le rapport social au temps

Une dimension essentielle des codes culturels régissant les échanges d'entraide par lesquels sont tissés les rapports communautaires et les liens de collaboration est celle du temps social qui les accompagne. Des différences importantes dans le rapport social au temps apparaissent en effet comme une dimension importante de l'hiatus entre l'approche de développement adoptée et la culture locale liée au temps.

Tout d'abord, des répondant(e)s ont suggéré qu'une stratégie plus apte à favoriser le contact avec la population locale et à aller chercher un appui plus large aurait été d'étendre le projet dans la durée. L'importance d'une approche de lenteur et de patience est en particulier associée au contexte rural de la communauté et au rapport social au temps qui y prévaut.

« It takes a long time to change a mindset *anywhere*, let alone in a small rural community. You can't just have it happen like that. [...] It just comes down to a lack of patience. You have to make a commitment to a rural area, by which I mean a commitment to 10, 15, 20 years, if you want to make *any* significant kind of impact. » (E11)

Certains répondant(e)s ont expliqué ce hiatus à partir des différences entre cultures citadine et rurale, et en particulier des différences correspondantes dans le rapport à l'argent. Dans une communauté rurale marquée par sa périphérie et ses difficultés économiques, les ressources ne sont pas les mêmes qu'à la ville : les gens ont beaucoup de temps, et peu d'argent, ce qui transforme non seulement la façon dont on interagit, mais aussi la façon dont on peut faire du développement. C'est ce qu'exprime cette répondante :

« A – But we are also *city people*. And that is a *big* cultural difference. [...] In the city, time is money, because everything is expensive. [...] Here you have the time, and you don't have money, generally speaking. People have time here, but no money, which is very charming. It's *very* charming, and it gives you a lot of potential. So here, in Tatamagouche, your potential is *time*. Take time, for development, for community development. There is a lot of time. However, there's not a lot of money. That means that you're not going to make a big revenue fast, it's not going to happen. Whereas in the city, you've got to make a big revenue fast, you don't have time. Nobody's waiting for you there. » (E7)

« I think they could've really taken the LETS program and made it more part of the community. The problem with that is that I don't think they really had a good grasp on what *drives* a rural community. Because they're really urban people. So I don't think they really had a good handle on... The standard urban business thing is that they thought it was all going to happen very quickly [...] so they could go on with another project. » (E11)

Ce rapport au temps est non seulement une caractéristique, mais une dimension centrale des relations sociales locales car elle informe des pratiques et des codes culturels sans lesquels il est difficile de tisser des liens avec les gens de souche.

« I think of the friendliness and the slowness. People take time for people. [...] When we first came, it was almost like going to the moon. If you go to Tatamagouche - and everybody who's from away experiences that and will tell you that - you go through talking about the weather with *every* single person you meet. [...] And you just take

the dignity to *do* that. You don't just... And I find it really wonderful. It slows you down, and if you go to the village, you have to, whoever you meet - and you will meet people - you will have to go through that. [...] they really care about it, and they can get *really*, if you don't go by it, then you're done. Then they get very... *Chercheuse* – *It's a lack of respect?* A – Yup. » (A5)

Dans un milieu où l'on a peu d'argent, mais beaucoup de temps, la nature sociale de l'échange prévaut sur sa nature économique. Puisque la monnaie fait défaut, c'est le lien social qui permet l'échange et la survie, et on ne peut donc se passer de tisser des rapports de collaboration et d'entraide. Réciproquement, le fait de ne pas accorder assez d'importance aux *processus* et aux rituels sociaux par lesquels sont tissés ces liens constitue un manque de respect important. Il peut signifier que l'on se considère au-dessus de l'interdépendance sociale, signifier un refus de participer à la communauté, mais aussi, on peut considérer que là où le temps est la principale richesse, être pressé devient une forme d'avarice.

On voit donc l'importance particulière que peut avoir une approche du développement axée sur les processus dans ce contexte, car de négliger de prendre le temps nécessaire afin de tisser des liens avec la communauté représente une rupture avec un trait essentiel de la trame sociale locale. La conséquence peut être un sentiment de détachement et d'étrangeté de la part de la population, allant aussi jusqu'à la méfiance ou au ressentiment – postures que nous avons effectivement relevées à la section précédente. Des différences dans le rapport social au temps furent donc invoquées au cours de nos entrevues afin d'expliquer à la fois la vitesse à laquelle la coopérative s'est développée et ses difficultés à trouver résonance et appui au sein de la communauté plus large.

« Identity wise, I also think that it *is* important to recognize that there *are* come-from-aways, and that there are locals. I think it's great that LETS community has a *bit* of a mix of both. But I think it's important, especially when you're trying to do something that's very different, that you take your time, and then it becomes very process-oriented, and ideally, I think if you can buy some of the long time generational residents of this area there's a lot more strength in your endeavor. » (E13)

6.3 Leadership, diversité et mobilisation : apprentissages tirés de l'expérience de la Coopérative Sunrise

Les résultats présentés dans ce chapitre confirment notre seconde hypothèse de recherche, soit celle d'une articulation partielle de l'initiative locale avec la communauté plus large. Or, notre étude a révélé que l'insularité de la Coopérative Sunrise et de ses projets n'était pas due qu'à l'alternativité de ses stratégies de développement, mais aussi en partie à l'approche préconisée pour leur mise en œuvre et aux décalages culturels qui existent entre la population rurale locale de souche et les nouveaux arrivants, qui forment la majeure partie de la frange alternative de la communauté.

L'analyse de l'évolution des dynamiques internes de la coopérative autant que l'examen de son rapport à la communauté plus large ont fait émerger dans ce chapitre les enjeux imbriqués du leadership, de la mobilisation sociale et du travail dans la diversité pour la mise en œuvre, mais aussi et surtout, pour la pérennité d'une initiative de développement local.

Notre recherche illustre les défis que comporte l'articulation entre un désir de réalisation d'objectifs précis et la mobilisation sociale nécessaire à leur réalisation. Comme nous l'enseigne l'histoire des mouvements sociaux, ce paradoxe touche plus particulièrement les groupes alternatifs et radicaux, du fait que la radicalité même des objectifs portés restreint le bassin de population susceptible de les soutenir, alors que l'ampleur des transformations sociales envisagées nécessiterait une diffusion sociale très grande.

Nul doute dans ce contexte que la présence de leaders charismatiques puisse favoriser la diffusion sociale d'une vision alternative, par la force de conviction dont ils disposent. Par contre, comme l'illustre bien l'histoire de cette initiative locale, la capacité d'ouvrir la définition des objectifs pour aller chercher une plus grande gamme et un plus grand nombre d'appuis dans une communauté est tout aussi importante. Cela dit, l'équilibre entre la conviction personnelle et l'engagement énergétique qu'elle permet d'une part, et la capacité de lâcher-prise et de compromis de l'autre, relève d'un savoir-faire qui demande de l'expérience, et que l'on peut dans ce contexte nommer sagesse.

Un apprentissage important qui se dégage de ce projet de développement local entrepris par la Coopérative Sunrise est celui de la complexité que comporte la construction du leadership au sein d'une initiative de développement. C'est une question qui reste ouverte : comment engager un développement qui soit porteur d'objectifs ambitieux et radicaux tout en restant sensible à l'importance de sa diffusion dans son environnement?

Par ailleurs, la dimension rurale de cette initiative et les différences culturelles et de représentations que l'on retrouve entre les membres de la coopérative et la population rurale de souche sont des paramètres qu'il est essentiel de prendre en compte et de comprendre, car ils semblent avoir eu un impact réel sur les possibilités du projet à s'arrimer aux systèmes d'acteurs existants, et à augmenter les capacités de développement locales.

« A – The problem with that is to bring in fresh blood and broaden your base while still keeping your vision. We think we understand what we're about, in terms of LETS and the Co-op, but other people maybe don't have the same vision or our understanding so... [...] And most people, maybe haven't come to that understanding yet, or would have a different vision, so there would be negotiation. And in this community it might be the same thing. B – I think that negotiation is healthy, to make the system thrive, because then you get representation and you get ideas that makes sense to other people beside just the alternative crowd. A – That's how you get an alternative movement instead of just a marginalized one, right? » (E9)

« I've learn the importance of having the right... How difficult a leadership role is. It's super difficult. I had read before that they were giving seminars at the Tatamagouche Centre about leadership, and I was always thinking 'what's that about, what do you mean, *leadership*? You are the boss or you are not the boss, it's just a position. Why do they make such a big fuss about a *position*?'. Now I understand it a bit, because we went through this process. [...] I learned a whole lot, I definitely learned a whole lot. » (E7)

« A – Definitely it's been part of our journey, and learning what it is to be part of a social movement, because that's what it is in some ways: it's a social movement, it's an alternative community. And so learning sort of the dynamics of people, how people work within those communities, and learning also about the dynamics between the communities. Getting to know more your community, but getting to know more human beings almost, and how they function and work within certain systems, and interact. [...] It's not always perfect, it's part of life. B – But dialogue can overcome all of these problems. » (E20)

CONCLUSION

L'objectif de cette recherche était d'examiner les potentialités et les défis d'une monnaie sociale de type LETS en tant qu'outil de développement local en contexte rural, et plus particulièrement en vue d'un développement s'adressant aux enjeux de viabilité et de pérennité auxquels font face les communautés rurales contemporaines. Pour ce faire, nous avons choisi de documenter l'initiative de développement local viable mise en place par la Coopérative Sunrise à Tatamagouche en Nouvelle-Écosse, construite autour d'un dispositif de monnaie sociale, le North Shore LETS.

Ces objectifs nous ont menée au préalable à réaliser une revue de littérature sur deux thématiques centrales pour notre objet de recherche, soit celle du développement local, puis celle des monnaies sociales de type LETS comme outil de développement local et rural. La première partie de ce mémoire nous a donc permis de situer au sein de ces thématiques la région rurale de Tatamagouche, la Coopérative Sunrise en tant qu'initiative de développement local viable en contexte rural, et le North Shore LETS en tant que dispositif de monnaie sociale de type Local Exchange and Trading System. Cette mise en contexte nous a permis de constater d'une part que cette initiative comporte plusieurs traits des « ruralités radicales » que Halfacree (2007) situe parmi les différents espaces ruraux postproductivistes, et qu'elle s'inscrit d'autre part dans une approche progressiste du développement local basé sur des principes d'autodéveloppement et de localisme. Enfin, cette initiative avait l'intérêt de nous permettre d'examiner la mise en œuvre de pratiques de localisme monétaire en milieu rural, ce qui a été très peu étudié jusqu'à présent dans les pays du Nord.

Trois questions principales ont par la suite guidé l'étude de terrain qui constitue la seconde partie de cette recherche. Il s'agissait d'abord de comprendre l'étendue à laquelle la Coopérative Sunrise et ses projets ont été en mesure d'élever la capacité de développement local de la communauté de Tatamagouche. Nous voulions ensuite approfondir le rôle que

peut jouer une monnaie locale de type LETS dans la mise en œuvre d'un projet de développement local viable, pour examiner au final les défis que rencontrent les pratiques alternatives dont l'objectif est d'accomplir un développement local rural plus large.

Pour ce faire, nous nous sommes concentrée sur quatre dimensions de notre objet d'étude, soit les conditions d'émergence et de développement de l'initiative (chapitre V), les ressources locales et extralocales mobilisées et les impacts principaux de cette initiative (chapitre VI), ainsi que le système d'acteurs éventuellement formé grâce à celle-ci (chapitre VII). L'étude de cette dernière dimension a fait ressortir en cours de route une question importante à la croisée des thématiques de la mobilisation sociale et des rapports à la communauté plus large : la question du leadership au sein de l'initiative et de ses rapports à l'appropriation collective et au travail dans la diversité. Nous avons donc approfondi cette question dans la première partie du chapitre VII, ce qui devait éclairer la question des difficultés d'articulation à la communauté plus large examinée à la deuxième partie.

Première question de recherche :

Comment la Coopérative Sunrise et le North Shore LETS sont-ils en mesure d'élever la capacité de développement local de la communauté de Tatamagouche ?

—La construction d'une communauté de valeurs et d'engagement

Les résultats présentés dans nos chapitres IV et V suggèrent que jusqu'à présent, la contribution principale de cette initiative au développement local de la communauté de Tatamagouche, et plus particulièrement à un développement local viable, a été dans la construction d'une communauté de valeurs et d'engagement parmi des personnes sensibles aux problématiques de viabilité et de pérennité à long terme de leur communauté (tant sociale, économique qu'environnementale).

Le LETS démontre un fort potentiel de développement communautaire, favorisant l'interconnaissance, l'identification et la mise en valeur des ressources et compétences des membres de la communauté sur un espace géographique assez important. Il serait pour cette

raison un outil qu'il serait profitable d'arrimer à une campagne d'achat local, ce qui fait d'ailleurs partie des idées en cours de germination au sein du groupe impliqué. Les potentialités démontrées du LETS en termes de mise en valeur des compétences locales pourraient être élargies à cette occasion de façon à englober la population plus large et non seulement la communauté du LETS. Ceci permettrait en effet de dépasser les limites que connaît pour l'instant ce système d'échange en raison de son profil de communauté alternative (qui exclut de façon non intentionnelle une part de la population) ainsi que de réseau d'entraide informel (dont la population locale n'a pas besoin).

Cependant, les potentialités de la Coopérative Sunrise et du North Shore LETS en termes de développement local sont fortement restreintes à l'heure actuelle par l'insularité dans laquelle est demeurée l'initiative. Nos résultats montrent qu'elle n'a eu que peu d'emprise sur la population plus large, et qu'elle semble même au contraire cristalliser certaines tendances au cloisonnement présentes dans la communauté locale. Ils suggèrent que cette insularité est due autant aux dynamiques sociales de la communauté elle-même, aux différences culturelles et représentationnelles existant entre les divers groupes infracommunautaires, à l'approche adoptée initialement pour mettre sur pied le projet de développement, qu'aux besoins spécifiques qui ont influencé la composition du groupe mobilisé.

Comme le LETS semble en effet répondre à des besoins de liens sociaux, d'ancrage communautaire et de partage d'une vision et de valeurs déterminées, il est naturel qu'il se soit développé par voie de ressemblance au sein d'un groupe spécifique plutôt que comme espace de dialogue et de collaboration entre plusieurs groupes. Ainsi, même si les objectifs officiels visent à englober la communauté dans son ensemble, les besoins implicites et les processus concrets qui s'expriment au sein de cette initiative engendrent une dynamique de distanciation réciproque.

Plusieurs de nos répondant(e)s étaient conscient(e)s de cette dynamique d'isolement caractérisant le LETS et les autres projets de la coopérative, et soulignent la nécessité de s'ouvrir pour tenter de rejoindre la population plus large. Ce désir est issu d'apprentissages tirés de l'expérience acquise au sein de la coopérative et de ses projets, qui constitue

aujourd'hui une richesse sur laquelle peuvent tabler les personnes impliquées pour poursuivre et peaufiner leur projet de développement local viable.

Advenant l'éventualité où cette initiative parvenait à mobiliser un segment plus large de la population, et en particulier des producteurs et commerçants locaux, elle aurait le potentiel de faciliter la mise en réseau de ces derniers (que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur du LETS) de façon à favoriser le développement des activités économiques locales passant par la micro, petite et moyenne entreprise. Elle propose en effet un angle d'approche de la viabilité locale innovant qui permet de mettre en valeur la dotation en ressources (économiques, productives, humaines, sociales) locales et d'identifier les lacunes des capacités productrices locales.

Deuxième question de recherche :

Que nous apprend cette initiative sur le rôle que peut jouer une monnaie locale de type LETS dans la mise en œuvre d'un projet de développement local viable ?

– Les tensions existantes entre les LETS comme espaces de développement communautaire fondé sur des valeurs et pratiques alternatives et outil de développement local

La Coopérative Sunrise et le North Shore LETS se sont inscrits dans un processus de construction d'un espace de ruralité radicale au sens où l'entend Halfacree (2007), en s'articulant à diverses pratiques connexes, telles que l'agriculture biologique, l'achat local, le partage d'expertise ou le développement de systèmes énergétiques alternatifs. Or, d'après cet auteur, les dispositifs LETS peuvent constituer des plateformes de rencontre et de dialogue entre ces espaces alternatifs et la communauté plus large. Nos résultats montrent que le North Shore LETS a pu intégrer quelques membres considérés comme faisant partie de la population de souche et qu'il recèle un potentiel à cet égard, mais que les dynamiques autour desquelles il s'est implicitement construit ont limité sa capacité à jouer ce rôle de plateforme.

Le North Shore LETS illustre en effet le paradoxe bien identifié par Seyfang (2001) concernant les monnaies sociales : celles-ci tendent à chercher à réaliser deux formes d'objectifs différentes, et jusqu'à un certain point, en opposition l'une avec l'autre. D'une part, elles permettent le développement de communautés de valeurs et d'engagement qui ont

beaucoup d'importance aux yeux des participant(e)s. Celles-ci représentent et permettent l'expression pratique d'un mode de vie et de valeurs alternatives. Comme nous l'avons souligné au chapitre V, les impacts sociaux et culturels sont de loin ceux qui prédominent pour les participants : que ce soit au niveau du développement du capital social ou du renforcement identitaire, le LETS se manifeste d'abord comme *communauté signifiante*.

Les monnaies sociales de type LETS peuvent parallèlement être porteuses d'une visée de transformation sociale plus large et d'un désir de localiser et de dynamiser les échanges en vue d'un développement économique local. Contrairement au premier objectif qui se trouve favorisé par l'homogénéité de la communauté d'échange et sa convergence culturelle, le deuxième nécessite une vaste diversité de participant(e)s permettant de créer une variété fonctionnelle et viable de l'offre et la demande. La diffusion dans la communauté, permettant de rejoindre la part de la population ne partageant pas la vision alternative et écologiste des participants mobilisés par le premier objectif, nécessite un vaste travail de promotion et de recrutement auprès de la communauté. Elle requiert du même coup de développer une culture de la diversité et de l'inclusion, dans un contexte où la radicalité de l'initiative risque d'être diluée. Le travail dans la diversité constitue autant une question de culture locale, de stratégie de mobilisation et de développement, que d'attitude individuelle.

Comme le souligne Blanc (2006c), contrairement à la première famille d'objectifs qui s'accommode en général bien d'une approche « laissez-faire » et plus minimaliste en termes administratifs, la deuxième tend à nécessiter de plus hauts niveaux d'énergie au niveau de la promotion du système d'échange, et tend à comporter un degré de technicité plus élevé dans l'ingénierie du dispositif. Ce niveau de professionnalisme est nécessaire pour permettre à des activités professionnelles et semi-professionnelles de s'y développer et d'intégrer des outils de développement complémentaires comme le crédit d'investissement. C'est ce qu'il explique très bien dans cette remarque :

« La logique de localisation et de dynamisation s'en trouve considérablement renforcée, car ce n'est plus seulement une solidarité d'échanges réciproques qui est promue mais un développement local solidaire. Un micro-entrepreneuriat enraciné localement et porteur de valeurs de réciprocité émerge, qui peut être vu comme la raison d'être de ces monnaies locales. Deux raisons principales expliquent que ce type

de dispositif demeure rare. D'une part, il suppose une technicité certaine [...] D'autre part, ce dispositif met moins l'accent que d'autres sur le motif de transformation de la nature des échanges et privilégie un objectif de développement local solidaire, plus exigeant au plan économique et donc moins susceptible d'être porté directement par des groupes de citoyens peu organisés préalablement. » (2006c:184).

C'est ce que suggèrent également les recherches de Seyfang :

« There is evidence that a more 'managed' or 'proactive' management regime for community currency schemes, with better administrative support and outreach development work, are more successful in terms of recruiting members with a wide range of skills, building confidence in the scheme, stimulating trading, and matching members' needs and offers (Boyle 1999) » (2001:994).

Ainsi, l'approche de départ promue par les leaders initiaux avait-elle tenté, de par son caractère proactif et planificateur, d'assumer ce rôle spécialisé pour mettre en œuvre un modèle de projets articulés de façon à favoriser le recrutement. C'est ici que se situe la fonction centrale d'un leadership fort basé sur l'expertise et axé sur les résultats. Comment cependant articuler cette fonction à l'appropriation collective nécessaire à la viabilité sociale, à la légitimité et à la diffusion d'un tel projet ? Voilà une question centrale qui émerge de cette recherche et à laquelle nous n'avons pas de réponse pour l'instant.

Le localisme monétaire fait face par ailleurs à un second paradoxe en ce qui concerne la réalisation d'objectifs de développement local de nature économique, du fait qu'il est construit sur la base d'un moyen de paiement à usage restreint. Cette difficulté est toutefois le corollaire même de son objectif fondamental : rendre disponible un moyen d'échange qui ne soit pas assujéti à la rareté caractéristique de la monnaie nationale et aux mouvements de capitaux; restreindre sa circulation à l'intérieur d'un espace local spécifique au bénéfice de sa communauté. Cette restriction est donc au cœur du principe d'existence même du localisme monétaire, que les dispositifs peuvent néanmoins chercher à atténuer en favorisant une ouverture maximale avec leur environnement socio-économique (Blanc 2006c:185). C'est ce qu'a tenté de faire le North Shore LETS (comme d'autres dispositifs du même genre) en utilisant une unité fixée à l'unité nationale et en permettant des échanges bimonétaires à proportion variable. Cependant, toujours selon Blanc (2006c), la nature scripturale de la

monnaie LETS – qui requiert que l’on devienne formellement membre du système d’échange pour pouvoir l’utiliser – reste un obstacle difficilement surmontable :

« Par ailleurs, cette ouverture suppose l’usage de moyens de paiement utilisables aisément, de façon décentralisée et par qui que ce soit sans l’exigence d’un acte volontaire d’adhésion. Il est impossible dans ces conditions de confiner l’organisation monétaire interne à une stricte monnaie scripturale. » (*ibid.*).

Le passage à une monnaie imprimée augmente la complexité de la gestion du système et le caractère fonctionnel de la monnaie, diminuant du même coup le caractère informel et relationnel des échanges par chèque caractéristiques du LETS. Il s’agit d’une seconde illustration de l’articulation difficile entre les objectifs de développement communautaire et de développement économique. Nous pensons que les gens impliqués dans le North Shore LETS et dans la Coopérative Sunrise gagneraient à discuter de ce paradoxe et à clarifier leurs objectifs collectifs afin de pouvoir mettre sur pied des stratégies leur faisant consciemment écho. Nous ne cherchons pas à dépeindre les problématiques qui s’expriment dans ce paradoxe comme une impasse : simplement, d’être conscient(e)s de ces tensions entre les besoins d’une communauté de valeur et le désir d’une mobilisation plus large permettrait de chercher des avenues susceptibles de répondre séparément à ces deux ensembles de besoins, ou mieux, d’en trouver la synergie.

Cela dit, bien que ces paradoxes aient été relevés dans la littérature sur les LETS, notre recherche permet de les situer au sein de dynamiques rurales. Le fait que le North Shore LETS n’ait pas encore clairement démontré ses capacités pratiques a de plus grandes conséquences sur la structure de la mobilisation sociale dans cette communauté rurale du fait des niveaux d’entraide déjà élevés dans la population locale. Le bassin de population sensible aux avantages sociaux et culturels du LETS semble en effet plus restreint et homogène que ce qu’il pourrait être dans une ville. Il semble donc que, particulièrement dans le cas d’une telle communauté, les avantages pratiques (ou économiques) d’une telle initiative doivent être mis de l’avant et démontrés, car ceux (sociaux et culturels) qui jouent un rôle important pour la mobilisation des nouveaux arrivants ne collent pas aux besoins de la population de souche.

Troisième question de recherche :

Que nous apprend cette initiative sur les défis de pratiques alternatives cherchant à accomplir un développement local rural plus large ?

« How do you encourage people to do things differently? How do you get them to come to the conclusion that it was their idea? [...] But at the same time, you can't spend all of your time to do an outreach program, to get everybody on board, or trying to promote what you're doing in a way that speaks to the status quo, or the lowest common denominator [...] You need to speak out intelligently what you're doing, and you need to have enough conviction to follow through with these things. » (E20)

Cette recherche nous permet de dégager des enseignements importants sur les défis que peut rencontrer un projet de développement local fondé sur des pratiques et des représentations alternatives aux analyses socio-économiques et aux approches du développement conventionnelles, particulièrement dans un contexte marqué par une communauté, une culture et une tradition locales fortes. Cette double caractéristique de l'entreprise de développement étudiée est apparue à l'origine de défis conjoints.

On voit d'abord à quel point la construction d'un espace alternatif est une tâche ardue. On dépeint parfois les groupes alternatifs comme issus d'une frange de la classe moyenne ayant un certain capital culturel, et donc à considérer leur homogénéité comme une forme d'élitisme et d'exclusion, en contradiction avec leurs valeurs de justice et de transformation sociales. Il semble utile de renverser ce prisme pour éclairer autrement ces dynamiques, car cette représentation occulte le fait que ces groupes, par leur alternativité même, connaissent aussi une forme de marginalisation. De bâtir et donner sens à un système de représentations et de valeurs opposées à celles qui se trouvent largement partagées dans la société occidentale actuelle représente en soit une entreprise culturelle de taille. La tendance à former une communauté homogène permet dans ce contexte de conférer une existence forte à ces systèmes culturels marginaux et de vivre la richesse d'un ancrage communautaire culturel.

De plus, de mettre en œuvre au quotidien des pratiques allant à contre-courant des pratiques conventionnelles⁴³ nécessite le plus souvent une énergie logistique, une conviction, ainsi qu'une ingéniosité et des compétences de toutes sortes pour la mise en place des systèmes nécessaires. En particulier dans le cas qui nous intéresse, les objectifs d'autonomie et d'autosuffisance qui forment la clé de voûte de la vision de la Coopérative Sunrise font surgir le besoin incontournable de communauté. C'est ce qu'expriment bien ces répondant(e)s :

« You can't have this romantic idea of doing it on your own. The way you *can* do it is by doing it co-operatively. Doing it as a community, and basing it on certain strengths and assets that everybody can bring to that community. » (E20)

« A – Oh, sustainability and community is identical. You cannot have sustainability without a group. [...] trying to be self-sustained has really made us the most dependent. We've never spent as much money in our entire life as in the phase where we were self-sustained. B – It's more vivid that you are dependent. A – Yes, it's *so* vivid. I mean, try to be self-sustained... As long as you have money and you go to the grocery store and you buy your dinner and so on – and your cup. But don't do that and then try to be self-sustained, you know. *Then* you'll understand that you need a neighbour, and hopefully he's a blacksmith, and hopefully that neighbour is a mechanic, and hopefully that neighbour, you know, oh my God...! Hopefully she's a weaver, or I won't have anything to wear! » (A5)

L'homogénéité qui permet de donner une existence forte et intersubjective à des systèmes de valeurs différents des systèmes de la société plus large, et la proximité sociale et les réseaux sociaux communautaires qui facilitent la réalisation de certaines pratiques, sont deux phénomènes caractéristiques de nombres de communautés culturelles minoritaires, qui ne sont pas propres aux communautés alternatives.

⁴³ Nous pensons plus particulièrement aux diverses pratiques d'autosuffisance observées dans la communauté que nous avons étudiée : production de nourriture et de viande, transformation de celles-ci (congélation, conserves, etc.), mise en place de systèmes de production énergétique autonomes fonctionnant le plus souvent à l'énergie solaire et au bois de chauffage et permettant un recours minimal au réseau de distribution électrique public ou aux combustibles fossiles (« *off grid energy systems* »), compostage et installation de toilettes compostables, et plus encore. Une de nos répondantes nous a dit que l'autoproduction leur permet, à elle et à son conjoint, de se nourrir pendant la majeure partie de l'hiver, et qu'ils ne recommencent à faire l'épicerie qu'aux environs du mois de mars. D'autres ont des systèmes élaborés de production d'électricité et d'énergie thermique autonomes et fonctionnent sans être branchés au réseau de distribution public. Ces pratiques entrent en droite ligne dans ce que Halfacree décrit comme le développement à faible impact, principale caractéristique que recoupe la notion de « ruralité radicale » présentée à la section 1.6.

Par ailleurs, la teneur des défis d'un projet de développement basé sur des pratiques alternatives dépend en grande partie de ses objectifs. Lorsque l'on vise un *développement local alternatif*, les enjeux liés à la *mobilisation* s'ajoutent aux enjeux liés à la réalisation de *pratiques*. C'est l'ampleur de ce défi que nous avons illustrée au chapitre VI. Comment présenter des idées de façon à rejoindre le plus grand nombre possible? Comment réaliser un programme de développement innovateur qui rejoigne des gens aux préoccupations différentes, sans diluer ses objectifs et la force et l'enthousiasme des gens qui le portent?

Si le développement « avec » est difficile, on peut se demander si le développement « malgré » est lui-même possible. Il est donc important de rejoindre les gens par voie de préoccupations qui sont effectivement les leurs, pour qu'ils puissent se sentir appelés par les solutions proposées. Ceci nous ramène aux observations dégagées à l'article 6.1.1 sur les avantages et limites d'une approche du développement axée sur les objectifs, versus une seconde axée sur les processus. Dans le cas de l'expérience de la Coopérative Sunrise, l'intérêt clairement identifié qu'aurait l'organisation à rejoindre la population plus large ainsi que la nécessité de trouver des avenues permettant le travail dans la diversité et l'inclusion d'un plus grand groupe d'acteurs suggèrent qu'un tel projet aurait beaucoup à gagner d'une approche attentive aux processus – lents – de négociation, d'élaboration collective et de discussion qui permettent à un plus grand nombre de s'approprier le projet et la vision qui la sous-tend. Cette étape permet en effet d'établir des bases communes par lesquelles le projet puisse s'insérer et se diffuser dans la communauté, et pour que puissent se tisser les réseaux sociaux de collaborations et de visions communes sur lesquels pourra se développer le projet par la suite. L'articulation entre la réalisation d'une vision au bénéfice de la communauté et l'engagement des différents membres de cette communauté dans une vision commune ressort de notre recherche comme l'enjeu central du développement local passant par des pratiques alternatives.

Limites de la recherche

Cette recherche comporte certaines limites quant à l'étendue à laquelle elle peut prétendre répondre aux questions qui lui ont donné naissance. Une première limite a trait à l'importance de la dimension historique de cette initiative, dont la phase d'activité principale a eu lieu de 2004 à 2006. Cette époque a été structurante pour l'initiative et on ne peut certes comprendre la dynamique actuelle sans s'y référer. Par contre, nous n'avons pu l'observer qu'à travers les récits que nous en ont donnés les personnes interviewées – récits pouvant être épisodiques ou incomplets. Même si l'analyse documentaire a permis d'établir des repères pour ces récits, et si le recoupement des témoignages a fait ressortir les éléments marquants de cette expérience, il reste que les témoignages recueillis en entrevues peuvent radicaliser les faits et les tensions en raison de l'écart temporel. Ceci a pu limiter notre capacité à rendre justice aux nuances de la réalité. – particulièrement lorsqu'il s'agit de comprendre les dynamiques internes et celles de l'articulation de la coopérative à la communauté plus large.

Ensuite, cette recherche s'est concentrée sur un projet particulier de la Coopérative Sunrise, le North Shore LETS. Ce choix est parti à l'origine de l'impression préalable où nous nous trouvions que ce projet s'était développé du bas vers le haut, alors qu'en réalité il a été implanté à partir d'activités préexistantes. Son évolution et son fonctionnement sont donc inséparables de la coopérative, et nous nous sommes aperçue en cours de route qu'il était difficile de traiter des impacts du LETS en se limitant à l'échelle de ce projet ponctuel sans l'articuler au projet de développement plus large duquel il est une composante. Le chevauchement des personnes impliquées dans les différents projets nous empêche aussi d'associer unilatéralement les impacts observés au LETS, plus particulièrement aux niveaux social et culturel, même si la pérennité du projet et sa prédominance pour la coopérative font en sorte qu'il joue un rôle central dans l'expérience qu'en a la majorité des participant(e)s.

Il est apparu par ailleurs que pour être en mesure d'identifier les particularités et les potentialités propres à une monnaie sociale de type LETS en tant qu'outil de développement, il aurait fallu pouvoir comparer le projet du North Shore LETS à d'autres types d'outils et de

projets de développement, ce qui n'avait pas été prévu par la présente étude. Cette question reste donc ouverte, et pourra inspirer les interrogations de futures recherches.

Enfin, cette recherche comporte la limite importante d'avoir été rédigée dans une langue différente de celle des personnes qui auraient été le mieux en mesure d'en bénéficier, soit les répondant(e)s eux- et elles-mêmes. Nous avons tenté de remédier en partie à ce désavantage en incluant le plus de citations possible dans ce travail. Celles-ci illustrent plusieurs observations, problématiques, expériences positives et apprentissages relevés lors de nos entrevues. Nous avons également transmis à la coopérative un texte en anglais présentant nos résultats de recherche.

Contributions de cette recherche à la littérature

Comme nous l'avons souligné en introduction, peu d'études sont disponibles à l'heure actuelle sur des expériences de monnaies sociales canadiennes, et aucune n'existe à notre connaissance sur les expériences tentées dans les provinces Maritimes. De plus, le nombre d'études réalisées sur des monnaies sociales en contexte rural demeure restreint à ce jour, et toujours selon notre recension des écrits, aucune étude approfondie n'avait été réalisée sur ce thème auparavant. Une contribution importante de cette recherche est donc d'avoir documenté un tel projet, qui représente en même temps une expérience de développement local viable innovante et fascinante sous maints aspects.

De plus, cette étude détaillée de la mise en œuvre, de l'évolution, du fonctionnement et des dynamiques sociales d'un dispositif LETS a permis d'approfondir et de confirmer plusieurs observations présentes dans la littérature scientifique portant sur les monnaies sociales.

D'une part, comme plusieurs études avaient déjà fait état de l'homogénéité qui tend à caractériser le membership des LETS et leur forte proportion de nouveaux arrivants, il était pertinent d'examiner dans une perspective qualitative les dynamiques pouvant expliquer cette tendance.

Notre recherche a également permis d'illustrer en profondeur ce que des auteurs comme Blanc (2006c) et Birouste (1998) avaient déjà soulevé au sujet des enjeux d'un leadership centralisé et du rôle de personnalités charismatiques dans le développement des LETS, et illustre aussi les conditions par lesquelles un LETS pourrait encourager la formation d'un espace public de proximité. Cette recherche élargit également la question du leadership, en illustrant comment la forme que prend celui-ci dans un projet de développement peut se répercuter à la fois sur les dynamiques internes et sur ses rapports avec le système d'acteurs local et la population plus large. Encore une fois, notre recherche confirme ce que d'autres expériences ont pu dégager et ce que Blanc (2006c) rapporte en ces termes :

Les débats cependant apparaissent consubstantiels à la logique des monnaies sociales au sens où la communauté doit constituer un espace délibératif dans lequel les règles peuvent être transformées ; en particulier, l'économie solidaire des monnaies sociales ne peut se passer de la constitution de cet espace public de proximité. C'est l'une des raisons pour lesquelles il n'est pas pertinent d'imposer un modèle importé sans concertation, discussion, appropriation locale. Les ONG travaillant dans les pays du Sud l'ont bien compris qui privilégient l'appropriation locale de possibilités imaginées en amont, moyennant une longue procédure d'interaction entre les responsables de projets et les populations locales [...] Cette appropriation est la condition pour que le dispositif mis en place soit enraciné dans l'espace local et concoure effectivement au développement local. (p. 186)

Cette étude du North Shore LETS et de la Coopérative Sunrise a aussi été l'occasion de réaliser une analyse détaillée des conditions avec lesquelles doivent composer les projets de LETS développés dans des contextes où existe déjà une tradition locale d'entraide forte, soit ici celui d'une communauté rurale. Elle a permis de voir que les facteurs mêmes qui peuvent à première vue devoir faciliter l'implantation d'un LETS en milieu rural (comme l'interconnaissance et la rareté du médium monétaire) peuvent au contraire constituer des défis importants. Les milieux où les gens disposent déjà de réseaux de soutien peuvent être moins réceptifs à la participation à un LETS, à moins que celui-ci ne démontre clairement ses avantages pratiques et économiques.

Ce mémoire illustre enfin comment l'applicabilité d'un LETS à un tel contexte peut être limitée simplement par le fait que ses promoteurs s'inscrivent dans une perspective citadine,

en décalage avec les pratiques, les représentations et les codes culturels de la population rurale locale. Dans un contexte où l'on tend à observer une résorption des différences entre la ville et la campagne, il est intéressant d'examiner un cas où ces différences non seulement subsistent et continuent à structurer les rapports sociaux locaux, mais informent de plus les avenues qui s'offrent à des entreprises de développement local.

Nouvelles questions de recherche

Cette recherche ouvre plusieurs voies de recherche intéressantes en vue d'une compréhension approfondie des monnaies sociales comme outil de développement local et rural.

Comme il a été noté plus haut, il serait pertinent de poursuivre la réflexion menée dans ce mémoire en comparant les impacts d'un projet de monnaie sociale avec ceux de projets de développement connexes afin de mieux comprendre ses potentialités propres pour le développement local – plus spécifiquement, en ce qui a trait à la nature de la mobilisation qui se réalise en son sein et au développement communautaire qu'il permet d'engendrer.

Il serait également profitable de pouvoir comparer l'analyse des dynamiques communautaires et sociales que nous avons observées au sein du North Shore LETS et de la Coopérative Sunrise avec celles qui peuvent s'exprimer dans d'autres types de dispositifs de monnaies sociales, comme les systèmes Hours, les banques de temps ou les systèmes de *trueque* de type argentin. Ceci permettrait de comparer les différentes configurations de motivations qui s'expriment à travers leurs dynamiques de mobilisation respectives, ainsi que sur des différences éventuelles dans les formes de leadership qui favorisent leur succès.

D'approfondir cette question du leadership en contexte d'alternativité serait par ailleurs une question de recherche en elle-même qui gagnerait à être creusée plus avant. Il serait à cet égard intéressant d'examiner l'expérience d'initiatives de développement basées sur des approches non conventionnelles ou même radicales qui parviennent à réaliser leur objectifs propres tout en s'articulant véritablement au système d'acteurs local pour augmenter la force

des solidarités territoriales. Une attention aux dynamiques sociales internes et aux formes de leadership qui s'expriment en leur sein nous semblerait une voie d'investigation féconde, ainsi que la réalisation d'études comparatives sur cette question.

Enfin, même si les résultats de la présente recherche illustrent la nature parfois paradoxale d'une entreprise de développement passant par des pratiques alternatives, ces paradoxes ne sont pas pour autant des impasses. Bien plutôt, ils forment selon nous des tensions qu'il s'agit d'identifier et de comprendre, de façon à pouvoir réarticuler au besoin les efforts et trouver la synergie possible entre les motivations et rêves individuels et ceux de la communauté dans son ensemble.

Les problématiques sociales, économiques et environnementales que connaissent les communautés rurales tout comme la société dans son ensemble peuvent difficilement trouver solution dans les paradigmes mêmes qui leur ont donné naissance. C'est pourquoi ces efforts d'expérimentation et de réflexion que portent des innovations sociales comme celle à laquelle s'est intéressée cette recherche ont un rôle social et culturel essentiel en tant que lieux d'expériences et d'apprentissages collectifs, ainsi que de recherche de voies d'engagement et de pratiques qui soient à la fois gratifiantes et adaptées aux défis auxquels font face les collectivités à l'heure actuelle. En tant que telles, elles forment des avant-gardes susceptibles d'ouvrir le champ des possibles qui inspirent la façon dont on conçoit le développement. Il est donc important de les reconnaître et de leur permettre de se diffuser, pour que la sagesse du vivre ensemble qu'elles tentent de développer puisse contribuer à une alternativité non plus marginale mais partagée.

APPENDICE A

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT LIBRE ET ÉCLAIRÉ

Consent Form

Community Currencies and Local Development in a Rural Context:
A Case Study of the North Shore LETS in Tatamagouche, Nova Scotia
and Surrounding Area

Person in Charge of the Research:

Myriam Beaudry, Master's student in sociology, Université du Québec à Montréal
(UQÀM), Montréal, Québec.
beaudry.myriam@courrier.uqam.ca

Research Supervisor:

Prof. Jean-Marc Fontan, Sociology Departement, Université du Québec à Montréal
(UQÀM), Montréal, Québec.
fontan.jean-marc@uqam.ca

Research Description: This research project aims to understand how a local currency in the form of a Local Exchange and Trading System (LETS) can contribute to the qualitative or noneconomic aspects of local development in a rural community. Focusing on the North Shore LETS, it investigates how such an initiative can contribute to the development of a rural community. In practical terms, it documents four aspects of the North Shore LETS and its related initiatives: 1) the way in which they developed and mobilized people and resources in order to become sustainable projects ; 2) how the different actors involved, in and around the LETS, collaborate ; 3) the significance of the LETS and its related projects to the members and participants ; 4) the relationships that exist between the North Shore LETS, its related projects and other community initiatives, businesses or organizations that have development objectives or responsibilities in the Tatamagouche and surrounding area.

Researcher, Supervisor and Reason of the Research: The person carrying out this research, Myriam Beaudry, is a Master's student of the Sociology Department of Université du Québec à Montréal, and is being supervised by Prof. Jean-Marc Fontan, from the Sociology Department of Université du Québec à Montréal. This project, for which I am assuming the entire responsibility, represents one of the requirements for the Master's program in sociology.

Nature of the Participation: Data for this research will be gathered mainly through individual interviews. Consequently, the purpose of this consent form is to ask for your participation in one such interview, which would last 1h to 2h and would be recorded using a digital voice recorder. Your participation in this research is voluntary, and you remain free not to answer any particular questions, and to notify me if there are specific comments you do not want to be quoted on. At any given time, you are free to discontinue your participation in this research without penalty. If you decide to opt out of the research, I can, upon your request, destroy the information gathered through the interview (the recording, the transcript and the consent form).

Confidentiality of the Personal Information and Anonymity of the Respondent: The only persons who will have access to the information gathered through the interviews will be my supervisor and I. The consent forms, the recordings and the transcripts of the interviews will be stored in a secure manner, using a secure filing cabinet for the consent forms, and by encrypting the audio files containing the interviews and the document files containing the transcripts. By means of this form, I am committing myself to ensure the confidentiality of the personal information contained in the interviews, and to make anonymous any information published.

However, since the object of this research – the North Shore LETS, its related initiatives and the Tatamagouche and surrounding area – represents a fairly small community, absolute anonymity may be impossible to maintain at the community level: people tend to know personally each other, and especially people who are involved in the community. Careful measures will be taken to minimize these risks, like cutting out personal information from quotes. Despite this, because of the limited number of organizations and businesses in each sector of activity, and/or the nature of the ideas expressed (if specific individuals in the community are known to hold them), it could remain possible that some people in the community would be able to identify some respondents.

Why a Consent Form?: Consent forms are a normal part of the ethical procedures of the Université du Québec à Montréal (UQAM) for all research projects involving human beings. This consent form has been approved by the Research Ethics Committee of the Sociology Department. If you have any questions regarding my liabilities as a researcher or to lodge a complaint, you can contact the Research Ethics Committee president, Prof. Jean-Marc Larouche at 514-987-3000, ext. 3837 or at larouche.jean-marc@uqam.ca.

Results and Publications: If you wish to be notified of the publication of this research, or for any other information, please do not hesitate to contact me through my email address given above.

I understand the nature of my participation in this research and I accept this agreement.

Participant's full name: _____ Participant's signature: _____

Researcher's signature: _____ Date: : _____

APPENDICE B

SCHEMA D'ENTREVUE: PERSONNES IMPLIQUEES DANS L'INITIATIVE DE DEVELOPPEMENT (VERSION CONDENSEE)

1. About the Respondent
 - 1.1. Are you a LETS member, a Co-op member, or are you a member of both?
 - 1.2. When did you first get involved with this project? Which initiative did you join first?
 - 1.3. Do you hold any specific responsibilities within this or these projects? If so, what are they?
 - 1.4. Are you participating in any other LETS or Co-op-related projects? If so, do you have any specific responsibilities in this or these initiative(s)?
 - 1.5. Have you been living in this area for a long time?
2. The Community Development Project
 - 2.1. Could you tell me what are, according to you, are the Co-op's mission and objectives?
 - 2.2. The LETS's mission and objectives?
 - 2.3. Why did you decide to join this or these projects?
3. History
 - 3.1. How was the whole project born and what were the stages of its development?
 - 3.2. Who were the people involved in the Co-op's early stages of development? How did they manage the project? What was the initial leaders' role its development?
 - 3.3. At which point did you have the idea of implementing a local currency? (From the beginning? Or along the way?)
 - 3.4. What are the different projects that the Co-op has undertaken? Can you tell me about them?
 - 3.5. Did you have support from other organizations? If so, with who did you collaborate? [Inside / outside the community]
 - 3.6. Did you encounter any obstacles or problems while setting up the Co-op? Setting up the LETS? [Internal / external difficulties]
 - 3.7. What happened when the initial leaders left? How was the transition made? How did this affect the way the different projects work and function now?

4. Current projects
 - 4.1. Beside the LETS and Co-op members, are there any other individuals, organizations or businesses contributing to the LETS or the Co-op (even if they are not formally involved)?
 - 4.2. The LETS
 - 4.3. What do you think a LETS needs in order to work and to reach its goals?
 - 4.4. What resources is the LETS currently benefiting from? How does the LETS have access to them? (like skills, money, time, etc.)
 - 4.5. The Co-op
 - a. What does this Co-op need in order to run and be able to reach its goals?
 - b. What resources is the Co-op currently benefiting from? How does it have access to them? (like skills, money, time, etc.)
 - 4.6. What do you think LETS members and/or Co-op members have in common? Is there something in particular that brings them together?
 - 4.7. Decisions
 - a. What is the decision-making process regarding the functioning of the LETS? How are the decisions made?
 - b. Who participates in these decisions?
 - 4.8. In concrete terms, how would you describe the relationship between the LETS and the people involved in the Co-op? In Sunday Night at the Movies?
5. Exchanges
 - 5.1. Frequency, characteristics
 - a. Do you often exchange in the LETS? Until now, about how many exchanges have you made? Between 0-10 / 10-50 / 50-100 / More than 100?
 - b. What do you normally exchange? What do you sell? What do you buy?
 - c. Do you sometimes use barter to make exchanges instead of using LETS dollars?
 - 5.2. How do the exchanges work?
6. The Community
 - 6.1. If I say "your local community", what does this refer to for you?
 - 6.2. Can you describe to me this local community? What are its characteristics? What are its strengths / assets? What are its weaknesses / challenges?
 - 6.3. What are the main issues that this community is faced with? Which of these issues would you define as a priority?
 - 6.4. Are there projects or organizations in the community that are currently addressing these issues?
 - 6.5. Are there individuals, businesses or organizations that are not currently involved in these efforts but that could be or should be involved?
 - 6.6. What does the expression 'sustainable rural community' mean to you? What does a rural community need in order for it to be sustainable?

7. The LETS/Co-op and the Community

- 7.1. According to you, who are the individuals, the organizations, the businesses, etc., who play a concrete and significant role in the development of this community? Of its surrounding area? Of this region?
- 7.2. Do these individuals/organizations/businesses have any connections with the LETS or the Co-op? (Through direct involvement, or through networks, financial contributions, non-financial contributions, support, information, etc.?)
 - a. If not, do you think they know about these projects?
 - b. Do you think they are supportive of the projects and/or of their objectives / neutral / detrimental to them?
- 7.3. How would you describe the Co-op's and the LETS' relationship with the community? What impacts do they have on the community?

8. LETS Impacts at a Personal Level

- 8.1. What do you think are the main impacts of the LETS and/or the Co-op...
 - a. on the members and participants?
 - b. on you?

For example...

On your values?

On the way you see the economy?

On purchases you make outside the LETS?

On the way you see money in general?

On the way you see the community?

On the way you see the environment?

On the way you see yourself?

On your quality of life?

On your economic situation?

- 8.2. Did you meet new people because of your participation in the Co-op or in the LETS? If so, are they people you can count on for help or support? Are they friends? Are they project partners?
- 8.3. Did you embark on any new projects as a result of your participation in the Co-op or in the LETS?

9. Would you like to add something we did not have the chance to talk about?

APPENDICE C

SCHÉMA D'ENTREVUE: ACTEURS ET ACTRICES DE LA COMMUNAUTÉ PLUS LARGE

1. About the Respondent
 - 1.1. What are your responsibilities in this organization?
 - 1.2. Since when have you been involved in this organization?
 - 1.3. Are you currently involved in other associations / community organizations / governmental agencies / enterprises, etc.? Do you play a specific role in them?
 - 1.4. Have you been living in this area for a long time? If not, what brought you here?
2. About the Organization
 - 2.1. According to you, what is the mission of this organization?
 - 2.2. Who are its main partners?
 - 2.3. Who funds this organization?
3. About the Community
 - 3.1. If I say 'your local community', what does this refer to for you?
 - 3.2. Can you describe to me this local community? What are its characteristics? What are its strengths / assets? What are its weaknesses / challenges?
 - 3.3. What are the main issues that this community is faced with? Which of these issues would you define as a priority?
 - 3.4. Are there projects or organizations in the community that are currently addressing these issues?
 - 3.5. Are there individuals, businesses or organizations that are not currently involved in these efforts but that could be or should be involved?
 - 3.6. What does the expression 'sustainable rural community' mean to you? What does a rural community need in order for it to be sustainable?
 - 3.7. According to you, who are the individuals, the organizations, the businesses, etc., who play a concrete and significant role in the development of this community? Of its surrounding area? Of this region?
 - a. Do you know these individuals, or people who work in these organizations or businesses?
 - b. Are you in contact with them?

4. About the LETS and its Related Projects
 - 4.1. Did you know about the Sunrise Trail Community Development Co-op / the LETS before this interview?
 - a. If so, have you or your organization ever been involved with the Co-op or the LETS?
 - 4.2. Have you ever attended the film nights at the Tatamagouche Center or at its previous location, the Creamery Square?
 - 4.3. Do you know who set it up or the people who are currently involved in the project? Who are they?
 - 4.4. Why do you think people would be interested in setting up a local currency?
 - 4.5. Personally, what do you think of this local currency project?
 - 4.6. Have you ever considered joining the LETS? Or becoming a member of the Sunrise Trail Community Development Co-op?
5. Would you like to add something we did not have the chance to talk about?

APPENDICE D

RÉFÉRENCE DES DOCUMENTS DE LA COOPÉRATIVE SUNRISE CITÉS

- D1 « Sunrise Project, Final Report », rapport soumis au Secrétariat des coopératives, décembre 2005
- D2 Publicité pour *Friday Night at the Movies* publiée dans *The Light*, 21 juillet 2004, p. 7
- D3 Publicité pour *Friday Night at the Movies* publiée dans *The Light*, 20 novembre 2004, p. 5
- D4 Certificat d'incorporation, 12 janvier 2005
- D5 Rapport présenté à l'assemblée générale annuelle du 13 mai 2005
- D6 Demande de subvention présentée au Secrétariat des coopératives
- D7 « LETS program expansion complete », article publié dans *The Northumberland Tide*, vol. 1, no 2, juin 2006, p. 2.
- D8 « Pump up the volume. Radio station fun-raiser », article publié dans *The Northumberland Tide*, vol. 1, no 2, juin 2006, p. 2.
- D9 « The wheels on the bus go round and round », article publié dans *The Northumberland Tide*, vol. 1, no 2, Juin 2006, p. 16.
- D10 « Rural transit », article publié dans *The Northumberland Tide*, vol. 1, no 3, septembre 2006, p. 17.
- D11 « The sponsors », publicité pour le *Tatamagouche Film Festival* publiée dans *The Northumberland Tide*, p. 13.
- D12 « Shareholder Update », novembre 2006.
- D13 « Report on Friday Night at the Movies Season 2007 », Rapport présenté à l'assemblée générale annuelle du 3 octobre 2007
- D14 Procès-verbal de la réunion de la Coopérative Sunrise et du North Shore LES, 11 octobre 2007
- D15 « LETS Update, Potluck this Wednesday ! », courriel au membre du 19 octobre 2008
- D16 « LETS Update and Gathering », courriel aux membres du 18 novembre 2008

- D17 « LETS Update », courriel aux membres du 17 Mai 2009
- D18 « Fruit Tree Restoration Workshop in Tatamagouche », courriel aux membres du 2 avril 2009
- D19 « LETS trading activity 2007 »
- D20 « LETS trading activity 2006 »
- D21 « LETS trading activity 2008 »
- D22 Courriel reçu du comptable du North Shore LETS, le 29 juin 2009
- D23 « Tatamagouche may get radio station », article publié dans *The Northumberland Tide*, vol. 1, no 1, mars 2006, p. 2.
- D24 « LETS Directory », Local Economic Trading System, avril 2008, 13 p.
- D25 « Proposal to Increase Area Usage of Renewable Power », faite à une session de planification de la Coopérative Sunrise entre août et décembre 2005.
- D26 « LETS Directory », juin 2006, 27 p.
- D27 « LETS update », courriel aux membres du 11 août 2009

APPENDICE E

PRODUITS ET SERVICES DISPONIBLES AU SEIN DU NORTH SHORE LETS

Source : Adaptation et mise à jour de la section « By Service Category » du répertoire des membres du North Shore LETS d'avril 2008 (D24).

Agriculture et ferme

Algues (2)
Amendements pour sols (1)
Entraînement de chevaux (1)
Fines herbes (2)
Fleurs (2)
Foin et paille (1)
Jardinage (2)
Leçons de jardinage biologique (1)
Œufs (1)
Plants (1)
Poules reproductives de races
patrimoniales (1)
Produits agricoles (3)
Soin des arbres et élagage (1)
Suppléments pour bétail (1)
Transformation de viande de volaille
(1)
Viande (3)

Arts et divertissement

Art et leçons d'art (5)
Billets de cinéma (1)
Cadeaux (2)
Décoration d'événements (1)
Encadrement sur mesure (1)
Instruments de musique (1)
Livres (1)
Musique et cours de musique (1)
Poterie (1)

Éducation

Cours d'allemand (1)
Cours d'informatique (1)
Cours de couture (1)
Cours de cuisine indienne orientale (1)
Cours de français (1)
Cours de leadership (1)
Études shambhala (1)
Mentorat et alphabétisation (1)

Entreprises et services professionnels

Communications (1)
Comptabilité et tenue de livre, préparation de
déclarations de revenus (1)
Conception graphique et mise en page (1)
Écriture et édition (2)
Illustration (1)
Location et utilisation d'un projecteur LCD
(1)
Marketing (1)
Montage vidéo (1)
Parts de la Sunrise Trail Community
Development Co-operative (1)
Photographie (2)
Planification d'événement et management (1)
Préparation de demandes de subvention (2)
Services d'édition (1)
Services Internet (2)
Traduction (2)

Métiers et travail manuel

Électricien (1)
 Forgerie (1)
 Menuiserie (3)
 Peinture (1)
 Pelle excavatrice et nivellement de terrain (1)
 Soudure (2)
 Travail manuel (4)

Produits et services pour la maison

Bois de chauffage (1)
 Bols à salade faits à la main (1)
 Chandeliers (1)
 Conception et installation de système à énergie solaire et éolienne (1)
 Consultants en conservation d'énergie (3)
 Meubles (3)

Restauration

Boulangerie (1)
 Plats à emporter (1)
 Restaurants (2)
 Services de traiteur (1)

Santé et croissance personnelle et sociale

Animation de groupes et médiation (2)
 Consultations pour l'allaitement (1)
 Counselling post-partum (1)
 Formation antiracisme (1)
 Gardiennage (1)
 Herboriste (1)
 Méditation (1)
 Retraites personnelles et de groupe (2)
 Séminaires sur la justice sociale (1)

Transports

Construction et réparation de canoës en bois (1)
 Livraison et déménagements (1)
 Réparation de vélos (1)

Vêtements et textiles

Laine (1)
 Laine polaire (1)
 Peaux de mouton (1)
 Produits tricotés (2)

LISTE DES RÉFÉRENCES

- Aldridge, Theresa et al. (2001), « Recasting Work : The Example of Local Exchange et Trading Schemes », dans *Work, Employment and Society*, vol. 15, no 3, p. 565-579.
- Aldridge, Theresa et Alan Patterson (2002), « LETS Get Real: Constraints on the Development of Local Exchange Trading Schemes », dans *Area*, vol. 34, no 4, p. 370-381.
- Arseneault, Samuel et Rodolphe Lamarche (1997), « Aperçu de la région », dans M. Beaudin (dir.), *La région économique du nord et est de la Nouvelle-Écosse*, Moncton, Institut canadien de recherche sur le développement régional, p. 15-30.
- Birouste, Jacques (1998), « Éviter le système d'enfermement local », dans *Silence*, numéro hors série : « Les systèmes d'échange locaux. Pour changer, échangeons », p. 57-58, disponible en ligne sur le site de l'organisation française SEL'idaire, [http://www.selidaire.org/spip/article.php3?id_article=505], consulté le 08-04-2009.
- Blanc, Jérôme (1998), « Les monnaies parallèles : évaluation et enjeux théoriques du phénomène », *Revue d'économie financière*, vol. 49, p. 81-102.
- . (2000), *Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire*, Paris, L'Harmattan, 351 p.
- . (2002a), « Formes et rationalités du localisme monétaire », dans *L'Actualité économique*, vol. 78, no 3, pp. 347-369.
- . (2002b), « L'internationale des monnaies sociales. Multiplication et différenciation des dispositifs de monnaies sociales », *Colloque de l'AISLF, Sociologie économique*, Montréal, 33 p.
- . (2006a), « Les monnaies sociales : un outil et ses limites », dans Blanc (dir.) (2006), p. 11-24.
- . (2006b), « À quoi servent les monnaies sociales ? », dans Blanc (dir.) (2006), p. 31-41.
- . (2006c), « Choix organisationnels et orientation des dispositifs de monnaies sociales », dans Blanc (dir.) (2006), p. 173-195.

- . (2007), « Une mise en perspective des monnaies sociales », Site de Transversales Sciences & culture, [http://grit-transversales.org/article.php3?id_article=242], consulté le 10-01-2008.
- Blanc, Jérôme, Cyrille Ferraton et Gilles Malandrin (2003), « Les systèmes d'échange local », dans *Hermès*, vol. 36, pp. 91-99.
- Blanc, Jérôme (dir.) (2006), *Exclusion et liens financiers : Monnaies sociales, Rapport du Centre Walras 2005-2006*, Paris, Economica, 547 p.
- Bollman, Ray D. (2007), « Les facteurs stimulant l'économie rurale canadienne. 1914-2006 », Statistique Canada, Série de documents de travail sur l'agriculture et le milieu rural, No 21-601-MIF au catalogue, 34 p.
- Bourgois, Andreea (2006a) (2006a), *Small Business Profile - Nova Scotia's Small and Mid-sized Business Sector*, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, [http://www.cfib.ca/en/small-business-profile.asp], consulté le 20-03-2009.
- Boulianne, Manon (2005), « Les systèmes d'échange de proximité : une économie politique du temps et de la consommation », dans J. Ferrando y Puig et S. Giamporcaro-Saunière (dir.), *Pour une « autre » consommation. Sens et émergence d'une consommation politique*, Paris, L'Harmattan, p. 179-193.
- . (2006), « The Movement for an Economy of Solidarity : Urban Agriculture and Local Exchange Trading Systems in Quebec », dans N. Dannhaeuser et C. Werner (dir.), *Markets and Market Liberalization : Ethnographic Reflections*, Oxford, Elsevier JAI, p. 261-279.
- Byers, Bob et Anne DeAdder (2008), « Lieutenant Governor's Community Spirit Award Essay », disponible sur la page « Community Stories » du site Web du *Lieutenant Governor's Community Spirit Award*, [http://www.communityspiritaward.ca/stories.htm], consulté le 17-10-2008.
- Cameron, Greg (2008), « Rural Nova Scotia Issues », Truro, Department of Business and Social Sciences, Nova Scotia Agricultural College, [http://www.ruralcommunitiesfdn.ca/], consulté le 15-03-2009.
- Complementary Currency Database (2008a), « Types de système d'échange – sommaire des mécanismes de recouvrement de coût », site du Complementary Currency Resource Centre, [http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/les_public.html], consulté le 24-03-2008.
- Complementary Currency Database (2008b), « Systèmes d'échange locaux par pays », site du Complementary Currency Resource Centre, [http://www.complementarycurrency.org/ccDatabase/les_public.html], consulté le 12-06-2008.

- CCN – Coastal Communities Network (2004), *Between the Land and the Sea. The Social and Economic Importance of Wharves and Harbours in Nova Scotia*, Rapport préparé par Praxis Research and Consulting, Halifax, 134 p.
- Collom, Ed (2005), « Community currency in the United States: the social environments in which it emerges and survives », dans *Environment and planning A*, vol. 37, p. 1565-1587.
- Conrad, Margaret R. et James K. Hiller (2006), *Atlantic Canada : A Concise History*, Don Mills, Ontario, Oxford University Press Canada, 250 p.
- CoRDA – Colchester Regional Development Agency (2005), *Growing Colchester 2005 – 2010. Regional Economic Plan*, 27 p., disponible en ligne [<http://www.corda.ca/aboutcorda/communitystrategicplans>], consulté le 10-10-2008.
- CoRDA - Colchester Regional Development Agency (2008), « Tatamagouche », site web [<http://www.corda.ca/livingworkinghere/communities/tatamagouche>], consulté le 18-10-2008.
- Creamery Square Association (2008), Site Web [<http://www.centralnovascotia.com/members/creamerysquare/>], consulté le 18-10-2008.
- CSPAF - Comité sénatorial permanent de l'agriculture et des forêts (2006), « Comprendre l'exode : lutte contre la pauvreté rurale », rapport intérimaire présenté en décembre 2006, [<http://www2.parl.gc.ca>], consulté le 18-03-2009.
- DeMeulenaere, Stephen (2006), « Les systèmes de monnaie complémentaire : des pratiques anciennes à une réponse moderne au problème de l'exclusion », dans Blanc (dir.) (2006), p. 231-243.
- Denieuil, Mouret et Uharde (1997), « Lien social et transactions économiques », dans P.-N. Denieuil (dir.), *Lien social et développement économique*, Paris, L'Harmattan, p. 163-175.
- Douthwaite, Richard (1996), *Short Circuit: Strengthening Local Economies for Security in an Unstable World*, Totnes, Devon, Green Books, disponible en ligne [<http://www.feasta.org/documents/shortcircuit/contents.html>], consulté le 20-03-2009.
- du Plessis, Valérie, Roland Beshiri, Ray D. Bollman et Heather Clemenson (2001), « Définitions de "rural" », Bulletin d'analyse - Régions rurales et petites villes du Canada, Vol. 3, n° 3 (novembre 2001), N° 21-006-XIF au catalogue, 18 p.
- DuPuis, E. Melanie et David Goodman (2005), « Should we go 'home' to eat? : toward a reflexive politics of localism », dans *Journal of rural Studies*, vol. 21, p. 359-371.

- Favreau, Louis (2002), « Mouvements sociaux et démocratie locale. Le renouvellement des stratégies de développement des communautés (1990-2000) », dans M. Tremblay, P.-A. Tremblay et S. Tremblay (dirs), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy (Québec), Presse de l'Université du Québec, p. 85-102.
- Ferreira, Ana et Peter Moers (2006), « Le projet Fomento à Fortaleza » dans Blanc (dir.) (2006), p. 355-380.
- Fondation STROhalm (2005), « Recycling Money- Plugging the leaks of local economies in rural Honduras », disponible sur le site de la ccLibrary du Complementary Currency Resource Center, [<http://www.complementarycurrency.org/materials.php>], consulté le 15-03-2009.
- Fontan, Jean-Marc et Juan-Luis Klein (2004), « La mobilisation du capital socio-territorial : le cas du technopôle Angus », dans *Lien social et Politiques*, no 52, p. 139-149.
- Fontan, Jean-Marc, Juan-Luis Klein et Diane-Gabrielle Tremblay (2002), « La mobilisation des ressources. L'enjeu du développement local », dans M. Tremblay, P.-A. Tremblay et S. Tremblay (dirs), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy (Québec), Presse de l'Université du Québec, p. 103-124.
- Gagnon, Christiane, Serge Gagnon, Luc-Normand Tellier, Koassi D'Almeida et Marie-José Fortin (2006), « Territoires et communautés rurales : une complémentarité de méthodes pour l'étude du développement territorial viable de MRC québécoises », dans *Recherches sociographiques*, vol. 47, no 3, p. 597-612.
- Glover, Paul (2000), « A History of Ithaca HOURS », site *Ithaca Money Home Page*, [<http://www.ithacahours.com/archive/0001.html>], consulté le 12-06-2008.
- Goodman, David (2004), « Rural Europe Redux : Reflections on Alternative Agro-Food Networks and Paradigm Change », dans *Sociologia Ruralis*, vol. 44, no 1, p. 3-16.
- Gouvernement du Manitoba (2006), « Affectation 1(d) – Analyse des politiques », dans *Programmes et services. Rapport annuel 2005-2006*, Agriculture, alimentation et initiatives rurales Manitoba, 15 p., disponible en ligne [<http://www.gov.mb.ca/agriculture/programs/annual2005-2006/aaa25s05.fr.html>], consulté le 06-07-2009.
- Hachey, Leanne (2002), *Rural Nova Scotia Means Business. Small Business and Rural Development*, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, [<http://www.cfib.ca/legis/novascot/rural-development.asp>], consulté le 03-01-2009.
- Halfacree, Keith (2007), « Trial by space for a 'radical rural': Introducing alternative localities, representations and lives », dans *Journal of Rural Studies*, vol. 23, p. 125-141.

- Helleiner, Eric (1999), « Historicizing territorial currencies : monetary space and the nation-state in North America », dans *Political Geography*, vol. 18, p. 309-339.
- Herbert, Yuil (2006), « Interview: Rob Assels (Local Currency) », site Web de la Waldegrave Summer Freeschool, [<http://tatafreeschool.blogspot.com/>], consulté le 15-02-2008.
- Hinrichs, C. Clare (2003), « The practice and politics of food system localization », dans *Journal of rural Studies*, vol. 19, p. 33-45.
- Jackson, Mark (1997), « The problem of over-accumulation - examining and theorising the structural form of LETS », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 1, 9 p.
- Jacob, Jeffrey, Merlin Brinkerhoff, Emily Jovic et Gerald Wheatley, « The Social and Cultural Capital of Community Currency. An Ithaca HOURS Case Study Survey », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 8, p. 42-57.
- Jean, Bruno (avec la collaboration de Michelle Landry) (2006), « Les représentations de la ruralité dans la littérature scientifique récente », Rapport présenté dans le cadre de l'Action concertée de recherche sur le « Développement des communautés rurales: concepts, pratiques et retombées pour le Québec » du FQRSC, Rimouski, Centre de recherche sur le développement territorial, 90 p.
- Johnson, David, Susan Hodgett et Stephen A. Royle (2007), « Regional Development and the Development of Theory », dans S. Hodgett, D. Johnson et S.A. Royle, *Doing Development Differently. Regional Development on the Atlantic Periphery*, Sydney, Cape Breton University Press, p. 17-41.
- Klein, Juan-Luis (1997). « L'espace local à l'heure de la globalisation : la part de la mobilisation sociale », dans *Cahiers de géographie du Québec*, vol. 41, no. 114, p. 367-377.
- . (2006), « De l'initiative locale au développement territorial : une perspective synthétique », dans Simard, M. et al. (dir.), *Inégalités, démocraties et développement*, Rimouski, GRIDEQ, p. 143-164.
- . (2008), « L'économie sociale comme base d'une stratégie de lutte contre la pauvreté et l'exclusion : conditions de réussite », Texte d'une communication présentée au congrès annuel de l'Acfas d'août 2008.
- Klein, Juan-Luis et Jean-Marc Fontan (2001), « Reconversion économique et initiative locale : l'effet structurant des actions collectives », dans J.-M. Fontan, J.-L. Klein, B. Lévesque (dirs), *Reconversion économique et développement territorial*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec, p. 11-33.

- Laacher, Smaïn, « Nouvelles formes de sociabilités ou les limites d'une utopie politique », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 3, 18 p., [[http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol3\(2\)laacher.html](http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol3(2)laacher.html)], consulté le 08-08-2008.
- LeBlanc, Jérôme et al. (2005), *Pratiques solidaires dans la relation d'échange : Monographie d'initiatives au Québec*, Montréal, CRISES / ARUC-ÉCONOMIE SOCIALE, 194 p.
- LeBlanc, Jérôme et Patrice Rodriguez (2005), « Part-sel », dans LeBlanc et al. (2005), p. 136-143.
- Lee, Jo, Amar Árnason, Andrea Nightingale et Mark Shucksmith, (2005) « Networking : Social Capital and Identities in European Rural Development », dans *Sociologia Ruralis*, vol. 45, no 4, p. 269-283.
- Lee, Roger (1996), « Moral Money? LETS and the social construction of local economic geographies in Southeast England », dans *Environment and Planning A*, vol. 28, p. 1377-1394.
- Lee, Roger, Andrew Leyshon, Theresa Aldridge, Jane Tooke, Colin Williams et Nigel Thrift (2004), « Making geographies and histories? Constructing local circuits of value », dans *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 22, p. 595-617.
- Lepofsky, Jonathan et Lisa K. Bates, « Helping Everyone Have PLENTY: Addressing Distribution and Circulation in an HOURS-based Local Currency System », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 9, p. 1-20.
- LETS-linkup (consulté le 12-06-2008), « LETS-linkup to Canada », [<http://www.lets-linkup.com/77-Canada.htm>].
- Liesch, Peter W. et Dawn Birch (2000), « Community-based LETSsystems in Australia: Localised Barter in a Sophisticated Western Economy », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 4, 12 p.
- Lotz, Jim (1997), « The Beginning of Community Development in English-Speaking Canada », dans B. Wharf et M. Clague (éds), *Community Organizing: Canadian Experiences*, Toronto, Oxford University Press, p. 15-28.
- Maruyama, Makoto (1996), « The Socio-Economic Role of the Local Exchange and Trading System (LETS) in Canada: Its Implication to the Sustainability of Local and Regional Economies in Japan », Document de travail no 66, Komaba, Japon, Université de Tokyo, 14 p.
- Mascornick, Jeff (2007), « Local Currency Loans and Grants: Comparative Case Studies of Ithaca HOURS and Calgary Dollars », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 11, 22 p., [[http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol11\(1\)mascorni.html](http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol11(1)mascorni.html)], consulté le 25-06-

2008.

- Matheson, Ian (2006), « Collaborative Governance Frameworks and Processes to Enhance Coherence between Agricultural and Rural Development Policies: Lessons Learned from the Canadian Rural Partnership (1996-2005) », dans Dimitris Diakosavvas (éd.), *Coherence of Agricultural and Rural Development Policies*, Organisation de coopération et de développement économiques [OCDE], p. 313-331.
- McAreavey, Ruth (2006), « Getting Close to the Action: The Micro-Politics of Rural Development », dans *Sociologia Ruralis*, vol. 46, no 2, p. 85-103.
- MCC – Municipality of the County of Colchester (1999), « Chapter 5: Village of Tatamagouche - Municipal Planning Strategy », disponible sur le site Web de la municipalité [<http://www.colchester.ca/by-laws/view-category>], consulté le 12-09-2008.
- McKay George (1996) *Senseless Acts of Beauty : Cultures of resistance since the Sixties*, London / New York, Verso, 210 p.
- Mendell, Marguerite (2002), « Qu'est-ce que le développement ? », dans M. Tremblay, P.-A. Tremblay et S. Tremblay (dirs), *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy (Québec), Presse de l'Université du Québec, p. 69-83.
- Montillet, Laurent. (2003), « Les Monnaies communautaires en Argentine : le trueque. Analyse de l'émergence, la croissance exponentielle et l'essoufflement des mouvements de monnaies communautaires en Argentine », *Rapport 2003 du Centre Walras sur l'exclusion et les liens financiers*, p.156.
- Mouret, Brigitte (1997), « Les approches conceptuelles du développement. D'une sociologie de l'acteur à une sociologie de l'action », dans Denieul, P.-N. (dir.), *Lien social et développement économique*, Paris, L'Harmattan, p. 235-246.
- Ninacs, William (2002), « Le pouvoir dans la participation au développement local dans un contexte de mondialisation », dans Tremblay, Tremblay et Tremblay (2002) (dir.) *Développement local, économie sociale et démocratie*, Sainte-Foy (Québec), Presses de l'Université du Québec, p. 16-40.
- North, Peter (1998), « LETS, "Hours" and the Swiss "Business Ring". Alternative currency systems and business development programmes », dans *Local Economy*, vol. 13, no 2, p. 114-132.
- . (1999), « Explorations in Heterotopia: Local Exchange Trading Schemes (LETS) and the Micropolitics of Money and Livelihood », dans *Environment and Planning D: Society and Space*, vol. 17, pp. 69-86.

- . (2004), « Kaláka and Kör : Green money and mutual aid in Hungary », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 8, p. 24-28, [[http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol8\(2\)north.html](http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol8(2)north.html)], consulté le 04-06-2008.
- . (2006), *Alternative Currency Movements: A Challenge to Globalisation? A Case Study of Manchester's Local Currency Networks*, Aldershot (Royaume-Uni), Ashgate Publishing, 186 p.
- OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques (2009), « Typologie régionale de l'OCDE », Direction de la gouvernance publique et du développement territorial, 45 p., [http://www.oecd.org/document/30/0,3343,fr_2649_34413_41684062_1_1_1_37429,00.html], consulté le 13-07-2009.
- O'Doherty, R. K., J. Dürrschmidt, P. Jowers et D.A. Purdue, « Local exchange and trading schemes: a useful strand of community economic development policy? », dans *Environment and Planning A*, vol. 31, p. 1639-1653.
- Offe, Claus et Rolf G. Heinze (1992), « Canada's 'Local Employment and Trading System' », dans *Beyond Employment, Time, Work and the Informal Economy*, Cambridge (Royaume-Uni), Polity Press.
- Pacione, Michael (1997), « Local Exchange and Trading Systems: A Rural Response to the Globalization of Capitalism? », dans *Journal of Rural Studies*, vol. 13, no 4, pp. 415-427.
- . (1999), « The Other Side of the Coin: Local Currency as a Response to the Globalization of Capital », dans *Regional Studies*, vol. 33, no 1, p. 63-72.
- Persson, Lars Erik Westholm et Tony Fuller (1997), « Two Contexts, One Outcome : the Importance of Lifestyle Choices in Creating Rural Jobs in Canada and Sweden », dans R. D. Bollman et J.M. Bryden (éds), *Rural employment: an international perspective*, New York, CAB International, p. 136-163.
- Purdue, Derrick, Jörg Dürrschmidt, Peter Jowers et Richard O'Doherty (1997), « DIY culture and extended milieux: LETS, veggie boxes and festivals », dans *Sociological Review*, vol. 45, no 4, p. 645-667.
- RCIPP – Rural Communities Impacting Policy Project (2003), *Painting the Landscape of Rural Nova Scotia*, [<http://www.ruralnovascotia.ca/RCIP/RuralReport.htm>], consulté le 06-01-2009.
- Reimer, Bill (2005), « Rural and Urban : Differences and Common Ground », dans Harry H. Hiller, *Urban Canada: Sociological Perspectives*, Don Mills, Oxford University Press, p.71-94.
- . (2006), « The Rural Context of Community Development in Canada », dans *Journal of Rural and Community Development*, vol. 1, p. 155-175.

- Sacouman, James (2005), « Capitalist Restructuring on Canada's East Coast », dans J. Sacouman et H. Veltmeyer (2005), *From the net to the Net. Atlantic Canada and the Global Economy*, Aurora, Ontario, Garamond Press, p. 51-62.
- Secrétariat aux coopératives (2008), « Initiative de développement coopératif – Projets approuvés », [http://www.agr.gc.ca/rcc-src/coop/index_f.php?sl=init&page=proj#70], consulté le 18-10-2008.
- Seron, Sidonie (1995), *Local Exchange Trading Systems*, Mémoire présenté en vue de la maîtrise en langues étrangères appliquées, Dijon, Université de Bourgogne, [<http://www.gmlts.u-net.com/resources/sidonie/home.html>], consulté le 27-12-2008.
- Seyfang, Gill (2001a), « Community currencies: small change for a green economy », dans *Environment and Planning A*, vol. 33, p. 975-996.
- . (2001b), « Working for the Fenland Dollar: An evaluation of Local Exchange and Trading Schemes as an informal employment strategy to tackle social exclusion », dans *Work, Employment and Society*, vol. 15, p. 581-593.
- . (2006), « Ecological citizenship and sustainable consumption : Examining local organic food networks », dans *Journal of Rural Studies*, vol. 22, p. 383-395.
- Shroeder, Rolf S. H. (2006), « Community Exchange and Trading Systems in Germany », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 10, p. 24-42, [[http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol10\(4\)schroede.html](http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol10(4)schroede.html)], consulté le 27-05-2008.
- Statistique Canada (1996), « Profil des communautés 1996. Colchester, Subdivision B », [<http://www12.statcan.ca/english/Profil/Details/details1.cfm?SEARCH=BEGINS&ID=2398&PSGC=12&SGC=1210008&DataType=1&LANG=F&Province=All&PlaceName=tatamagouche&CMA=215&CSDNAME=Colchester%2C%20Subd.%20B&A=&TypeNameF=Subdivision%20of%20County%20Municipality>], consulté le 23-03-2009.
- . (2001), « Profil des communautés 2001. Colchester, Subdivision B », [<http://www12.statcan.gc.ca/english/Profil01/CP01/Details/Page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=1210008&Geo2=PR&Code2=12&Data=Count&SearchText=tatamagouche&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=>], consulté le 23-03-2009.
- . (2003), « Truro », Cartes de références, Aires de diffusion pour centres urbains de taille moyenne, RMR/AR dans la province: Nouvelle-Écosse, No. de catalogue 92F0147XIB, Site . Recensement : Géographie, [http://geodepot.statcan.ca/Diss/Maps/ReferenceMaps/untrct_provpdf_f.cfm?ProvCode=12&Pname=Nouvelle-%C3%89cosse&startrow=1], consulté le 21-03-2008.

- . (2006a) « Profil des communautés 2006. Colchester County », [<http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-591/details/page.cfm?Lang=F&Geo1=CD&Code1=1210&Geo2=PR&Code2=12&Data=Count&SearchText=colchester&SearchType=Begins&SearchPR=12&B1=All&Custom=>], consulté le 21-03-2009.
- . (2006b) « Profil des communautés 2006. Colchester, Subdivision B », [<http://www12.statcan.ca/census-recensement/2006/dp-pd/prof/92-591/details/Page.cfm?Lang=F&Geo1=CSD&Code1=1210008&Geo2=PR&Code2=12&Data=Count&SearchText=tatamagouche&SearchType=Begins&SearchPR=01&B1=All&Custom=>], consulté le 21-03-2009.
- . (2008), « Chiffres de population et des logements, Canada, provinces et territoires, et localités désignées, recensements de 2006 et 2001. Données intégrales », [<http://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/dp-pd/hlt/97-550/Index.cfm?TPL=P1C&Page=RETR&LANG=Fra&T=1302&PR=12&SR=1&S=1&O=D>], consulté le 13-07-2009.
- Teitelbaum, Sara et Thomas Beckley (2006), « Hunted, Harvested and Homegrown - The Prevalence of Self-provisioning in Rural Canada », dans *Journal of Rural and Community Development*, vol. 1, p. 114-130.
- Thorne L. (1996), « Local Exchange Trading Systems in the UK: A Case of Re-embedding », dans *Environment and Planning A*, vol. 28, no 8, pp. 1361-1376.
- Tibbett, Rachel (1996), « Alternative Currencies: A Challenge to Globalisation ? », dans *New Political Economy*, vol. 2, no. 1, p. 127-135.
- Transcontinental Media – Staff (2007), « High energy families boost small-town NS », dans *Nova Scotia Business Journal*, article paru le 17.10.2007, [<http://www.novascotiabusinessjournal.com/index.cfm?sid=72067&sc=107>], consulté le 05-09-2008.
- TransFair Canada (2009), « Villes équitables », site Web [<http://transfair.ca/fr/fairtradetown>], consulté le 27-07-2009.
- Tremblay, Diane-Gabrielle et Jean-Marc Fontan (1994), *Le développement économique local. La théorie, les pratiques, les expériences*, Sainte-Foy, Télé-Université, 579 p.
- van der Ploeg, Jan douwe, Henk Renting, Gianluca Brunori, Karlheinz Knickel, Joe Mannion, Terry Marsden, Kees de Roest, Eduardo Sevilla-Guzmán et Flaminia Ventura (2000), « Rural Development : From Practices and Policies towards Theory », dans *Sociologia Ruralis*, vol. 40, no 4, p. 391-408.
- Van Ouytsel, Jeff et Katrijn Vanderweyden (2004), « Do LETS Work? Weighing up Local Exchange Systems and Wage Labour », dans *Community, Work and Family*, vol. 7, no 1, p. 71-93.

- Veltmeyer, Henry (2005), « Rethinking Underdevelopment in Atlantic Canada », dans J. Sacouman et H. Veltmeyer (éds), *From the net tot the Net. Atlantic Canada and the Global Economy*, Aurora, Ontario, Garamond Press, p. 7-24.
- Waldegrave Farm (2008), « Where? », site de la Tatamagouche Summer Free School, [<http://freeschool.fairtrademedia.com/where>], consulté le 18-10-2008.
- Wallace, Iain (2002), *A Geography of the Canadian Economy*, Don Mills, Oxford University Press, 265 p.
- Williams, Colin C. (1996a), « Local Exchange and Trading Systems: a New Source of Work and Credit for the Poor and Unemployed ? », dans *Environment and Planning A*, vol. 28, no 8, pp. 1395-1415.
- . (1996b), « Local Purchasing Schemes and Rural Development: an Evaluation of Local Exchange and Trading Systems (LETS) », dans *Journal of Rural Studies*, vol. 12, no 3, pp. 231-244.
- . (1997), « Local Exchange and Trading Systems (LETS) in Australia: a new tool for community development? », dans *International Journal of Community Currency Research*, vol. 1, 11 p., [[http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol1\(3\)williams.html](http://www.uea.ac.uk/env/ijccr/abstracts/vol1(3)williams.html)], consulté le 10-06-2008.
- Williams, Colin C. et al (2001), « LETS: a Tool for Community Renewal ? », dans *Community, Work and Family*, vol. 4, no 3, pp. 355-361.
- Yap, Chin Y. (2001), « A Study of Tatamagouche's Smart Rural Community Project and Its Effectiveness On Business Development In A Rural Nova Scotia Community », Mémoire de maîtrise en administration des affaires, Halifax, Saint Mary's University, 54 p.
- Zagata, L. (2004), « Complementary currency systems as a source of endogenous development of localities », dans *Agricultural Economics*, vol. 50, no 10, p. 477-484.